



# **PLAN LOCAL D'URBANISME DES CERQUEUX**

## ***DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ N°1***

*Approbation le 17 juillet 2017  
Modification simplifiée n°1 le 17 septembre 2018  
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1*

# Table des matières

Contexte.....	4
PARTIE I : PRÉSENTATION DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET.....	9
I. Présentation de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND et de son site.....	10
II. Problématiques rencontrées par l'entreprise et ses besoins.....	13
III. Le projet de l'entreprise.....	15
IV. Justifications de l'intérêt général du projet.....	16
A. Le volet économique – Soutenir le maintien de l'activité économique des entreprises présentes sur la commune des Cerqueux.....	16
B. Le volet environnemental – Réduire les émissions de gaz à effet de serre.....	19
C. Le volet sécurité – Renforcer la sécurité sur le site.....	20
D. Le volet agricole – Limiter l'impact agricole du projet.....	23
E. Conclusion sur l'intérêt général du projet.....	25
PARTIE II : MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME.....	26
I. Incompatibilité du projet avec le PLU des Cerqueux.....	27
II. Présentation des évolutions nécessaires.....	27
A. Évolution du PADD.....	27
B. Évolution de l'OAP.....	30
C. Évolution du règlement du PLU.....	39
D. Addendum au rapport de présentation.....	46
PARTIE III : PRISE EN COMPTE DES NORMES SUPÉRIEURES.....	49
I. Lien juridique avec les normes supérieures.....	50
A. Compatibilité avec les documents cités à l'article L.131-4 du code de l'urbanisme.....	50
1. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).....	50
2. Le Programme Local de l'Habitat (PLH).....	55
B. Documents cités à l'article L. 131-5 du code de l'urbanisme.....	55
PARTIE IV : ÉTUDE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	56
I. Biodiversité, continuités écologiques et espaces naturels.....	57
A. Les espaces naturels protégés.....	57
Site Natura 2000.....	57
Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).....	57
Autres protections du patrimoine naturel.....	58
B. Les continuités écologiques.....	58
À l'échelle régionale.....	59
À l'échelle intercommunale.....	59
À l'échelle communale – détermination de la présence de zones humides.....	60
À l'échelle du projet – résultat des études zones humides.....	61
C. Biodiversité.....	62
D. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation.....	65
1. Mesures d'évitement.....	65
2. Mesures de réduction.....	65
3. Mesures de compensation.....	65
II. Paysage et patrimoine.....	66
Éléments naturels paysagers.....	66
Éléments de patrimoine bâti.....	68
III. La préservation de la ressource en eau.....	68
A. Gestion des eaux pluviales.....	68
B. Alimentation en eau potable.....	69
C. Gestion des eaux usées.....	69
IV. Risques et nuisances.....	70
A. Risques naturels.....	70
B. Risques technologiques.....	70
V. Contraintes d'urbanisme.....	70



PARTIE V : PRISE EN COMPTE DE L'AGRICULTURE.....	73
I. La préservation d'une exploitation pérenne.....	74
II. La réduction de la surface agricole impactée.....	74
ANNEXES.....	76

# Contexte

Les Cerqueux, commune de Cholet Agglomération, (agglomération qui compte 104 864 habitants en 2020), compte 883 habitants en 2020<sup>1</sup>.



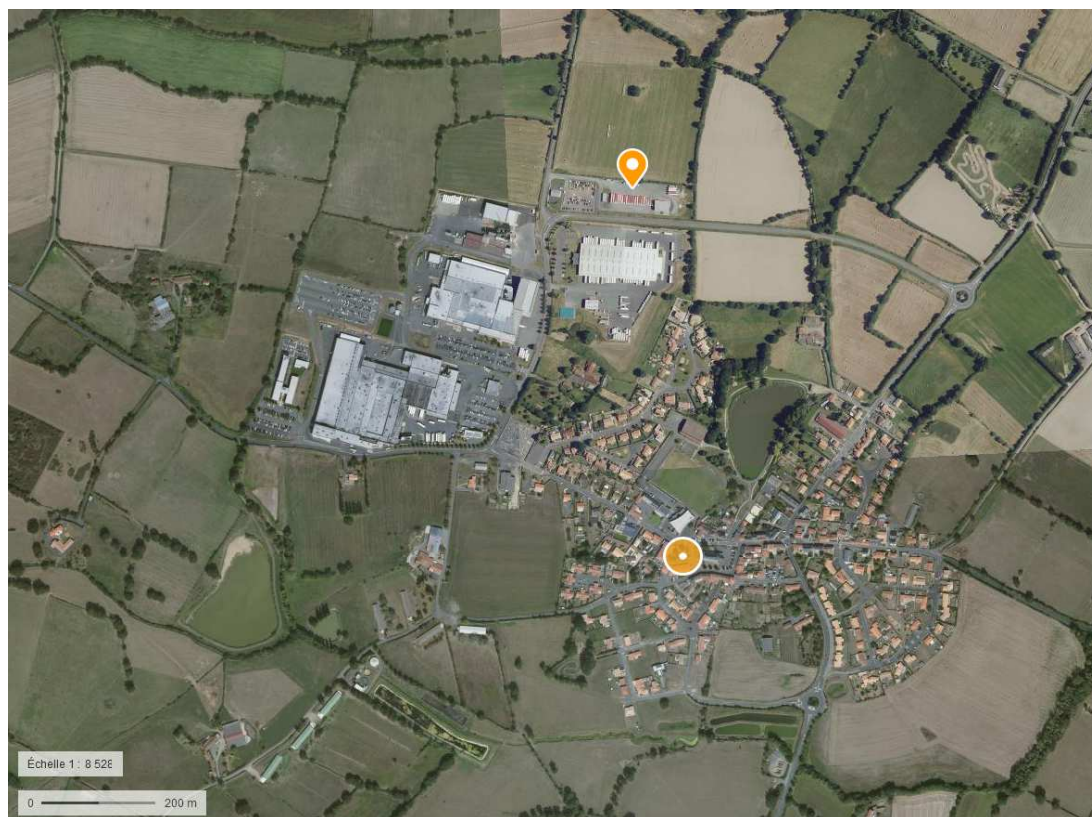
*Situation de la commune des Cerqueux au sein de Cholet Agglomération*  
Source : Agglomération du Choletais, 2022

## **Présentation succincte des besoins de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND**

L'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, a été fondée en 1997 et s'est spécialisée dans le transport de marchandises en vrac solide. Cette activité de service est réalisée grâce à une flotte d'une trentaine de poids lourds et les prestations d'une quarantaine d'employés.

Localisée au sein de la zone d'activités des Loges sur la commune des Cerqueux, sur une surface de près d'1,1 hectare, l'entreprise connaît un accroissement de son activité, cependant bridé par des problématiques logistiques.

<sup>1</sup> Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.



*Localisation de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND par rapport au centre-bourg  
– vue aérienne*

*Source : Données cartographiques : IG, FEDER, SIEDS, Région Pays de la Loire, Préfecture de la région Pays de la Loire*

Afin de pouvoir répondre aux attentes de ses clients, de préserver l'intégrité de son entreprise et de poursuivre sa progression au sein du marché de transport de marchandises, la société fait face à la nécessité d'accroître sa capacité de stockage et d'optimiser la circulation de ses poids lourds sur le site.

Le projet de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND consiste ainsi en la création d'un espace de stockage des marchandises d'une surface de 2 500 m<sup>2</sup>, comportant également des bureaux, en l'aménagement d'espaces de giration des poids lourds, d'un nouvel accès au site connecté à la route départementale, afin de faciliter la circulation des véhicules sur le site ainsi que d'un parking pour les véhicules légers.

### **Incompatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU)**

Le PLU de la commune des Cerqueux prévoit un développement de la zone d'activités des Loges dans la continuité nord du site de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND. En effet, conformément au fléchage du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU, une surface de 1,82 hectare y est classée en zone 2AUy (à urbaniser sous conditions pour des activités économiques) au plan de zonage.

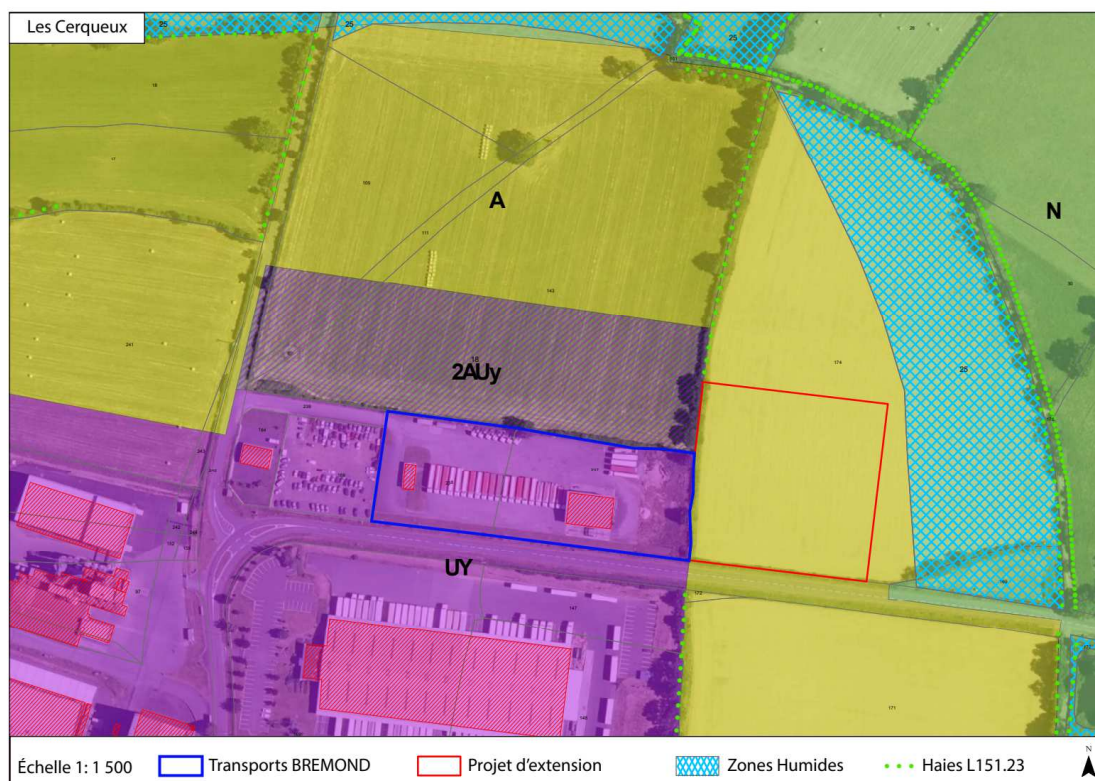
Or, un développement dans le prolongement est du site est aujourd'hui privilégié pour plusieurs motifs :

- L'extension vers le nord empêcherait la réalisation d'un second accès pour les véhicules et accentuerait les difficultés engendrées par la mauvaise localisation de la pompe à carburant.

- La forme rectangulaire de la zone 2AUy ne permet pas la giration des poids lourds qui nécessite a minima un carré d'un hectare. L'extension vers le nord impliquerait donc le recalibrage de la zone 2AUy en empiétant sur la zone Agricole (A).
- Une extension vers le nord aurait un impact agricole plus important tant quantitativement que qualitativement, du fait de l'exploitation labellisée agriculture biologique.

Ainsi, le moindre impact agricole, la pérennité économique de l'entreprise ainsi que la sécurisation des flux au sein du site sont autant d'éléments démontrant la nécessité de déplacer le secteur d'extension situé au nord vers l'est. Il sera démontré au sein de cette notice que ces différents éléments permettent de caractériser l'intérêt général du projet.

Cependant, le PLU actuel ne permet pas la réalisation de ce projet à l'est du site de l'entreprise. En effet, d'une part le secteur n'est pas fléché au PADD du PLU comme secteur de développement et d'autre part, la parcelle cadastrée section AN n°0174, sur laquelle l'extension est projetée, est répertoriée en zone agricole (A).



*Carte exposant le secteur d'extension envisagé*

*Source : Agglomération du Choletais, 2022*

### **La nécessité d'une évolution du PLU des Cerqueux**

Le PLU de la commune des Cerqueux approuvé le 17 juillet 2017 par délibération du Conseil de Communauté de l'Agglomération du Choletais (AdC) a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée en 2018.

En parallèle, par délibération VI-1 en date du 18 septembre 2017, l'Agglomération a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal comprenant un volet Habitat (PLUi-H), dont le périmètre couvre la commune des Cerqueux. Son approbation est prévue fin 2025.

Afin de permettre le projet de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, l'évolution du PLU consiste à ouvrir à l'urbanisation une partie de la parcelle AN n°0174 en procédant :

- à la modification du PADD, l'emplacement du secteur de développement de la zone d'activités des Loges du nord devant être déplacé vers l'est ;
- à l'adaptation d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- à l'évolution du règlement graphique :
  - au nord : suppression de la zone 2AUY au profit de la zone A,
  - à l'est : réduction de la zone A au profit du classement d'1,1 hectare en zone UY.
  - création au sein des zones N et UY concernées de protection de haies compensatoires et d'une zone humide compensatoire.

Ces évolutions, qui remettent en cause les orientations définies par le PADD et conduisent à la réduction d'une zone A, ne peuvent être réalisées que par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU. Les enjeux agricoles, économiques et de sécurité développés dans le présent dossier confèrent un caractère d'intérêt général à l'implantation du projet de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND.

### **Cadre juridique et déroulement de la procédure**

Cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est réglementée notamment par les articles L. 153-54 à L. 153-59, L. 300-6 et R. 153-15 du code de l'urbanisme.

Depuis le 15 décembre 2016, en application de l'arrêté préfectoral n°SPC/BCL/2016-88 du 26 juillet 2016 la compétence " Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale " est devenue intercommunale, assumée par Cholet Agglomération.

L'Agglomération disposant à la fois de cette compétence mais aussi de celle relative au développement économique, c'est le Président de Cholet Agglomération qui mène la procédure en application de l'article R. 153-15 du code de l'urbanisme.

Il est important de relever, dans le cadre de la lecture de la présente notice, que l'Agglomération du Choletais est devenue, le 1<sup>er</sup> septembre 2023, Cholet Agglomération. L'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) pourra ainsi être nommé par l'un ou l'autre des termes en fonction de la chronologie des éléments invoqués.

Ainsi, par délibération n°V-2 en date du 21 mars 2022, le Conseil de Communauté de l'AdC a engagé une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 du PLU des Cerqueux dont l'objet est :

- de faire déclarer d'intérêt général le projet d'extension de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND,
- de mettre en compatibilité le PLU des Cerqueux en conséquence.

La présente notice sera le support de plusieurs consultations :

- la saisine de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) afin de procéder à l'examen de l'évaluation environnementale requise au titre de l'article R.104-13 du code de l'urbanisme,
- la saisine de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), afin que celle-ci émette un avis,
- la saisine de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), du Centre National de la Propriété Forestière (CNPf) ainsi que de la Chambre d'Agriculture, en application de l'article L. 112-3 du code de rural et de la pêche maritime et de l'article R. 153-6 du code de l'urbanisme.



- la présentation du projet à l'État, au Maire de la commune des Cerqueux et aux autres Personnes Publiques Associées (PPA), dans le cadre de l'examen conjoint, en application de l'article L. 153-54 du code de l'urbanisme.

Elle fera également partie intégrante du dossier soumis à enquête publique organisée conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement.

Enfin, la notice sera éventuellement modifiée pour tenir compte des avis émis lors des différents examens et de l'enquête publique, puis sera soumise au Conseil de Communauté de Cholet Agglomération en vue de l'adoption de la procédure.

# **PARTIE I : PRÉSENTATION DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET**

## I. Présentation de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND et de son site

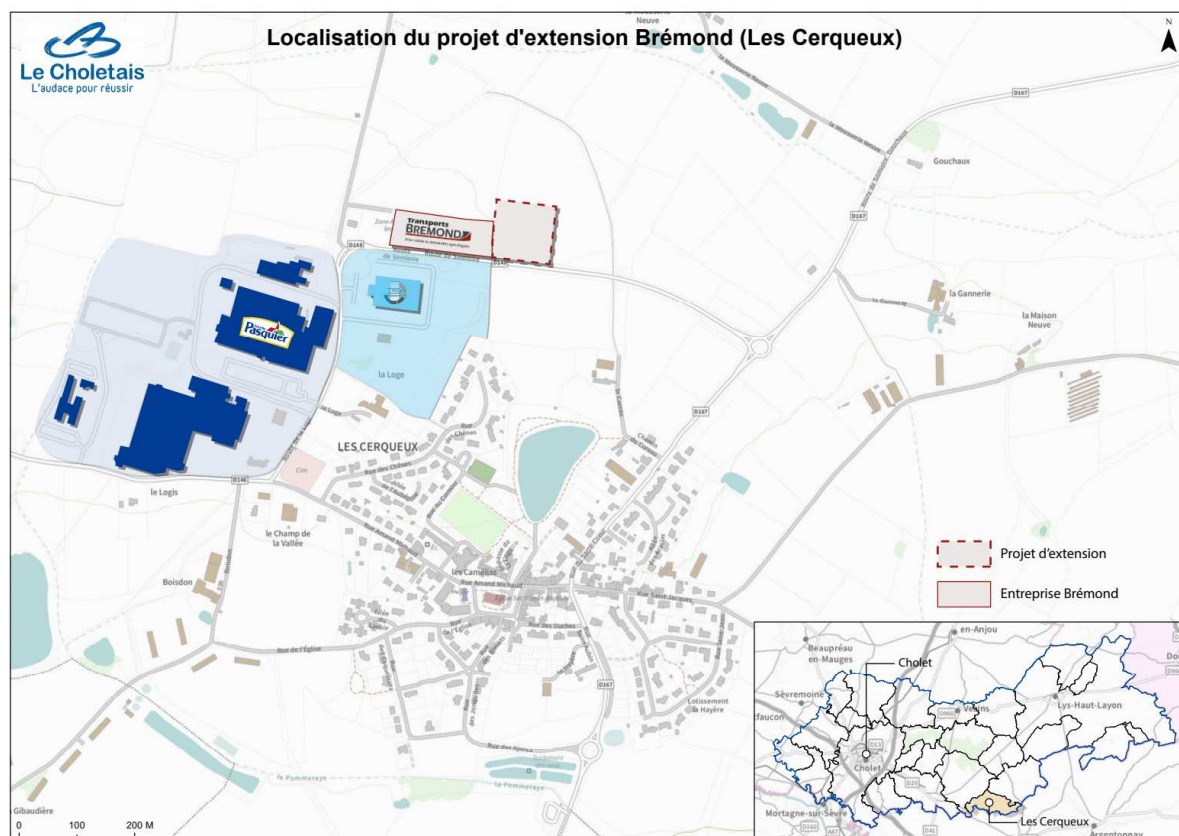
L'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, Société par Actions Simplifiée (SAS), créée en 1997 est spécialisée dans le transport de marchandises en vrac solide, notamment de la matière première pour les usines d'aliments pour bétail, des granulats pour les Bâtiments et Travaux Publics (BTP), des déchets de bois pour les chaufferies ou les usines de fabrication agglomérée. Elle procède à la livraison par citerne d'aliments dans les fermes. TRANSPORTS BRÉMOND est également partenaire du groupe PASQUIER, pour lequel elle réalise une activité de livraison depuis 2009. Son activité est ainsi ancrée au niveau local (notamment avec le transport céréalier dans le grand ouest) et au niveau international, vers des pays tels que la Belgique, les Pays-Bas ou l'Espagne.

Elle affiche en 2021 un chiffre d'affaires égal à 4 329 490 euros.

L'entreprise a diversifié son offre afin de répondre à la demande de clients dans des secteurs différents tels que les travaux publics et le transport de marchandises palettisées pour les plateformes de la grande distribution. De plus, TRANSPORTS BRÉMOND a également mis en place un service de location de véhicules avec chauffeurs.

L'entreprise dispose de 5 employés administratifs ainsi que de 37 chauffeurs. La flotte compte quant à elle 32 poids lourds et 25 véhicules légers.

Le site de l'entreprise se situe dans la zone d'activités des "Loges" au nord de la commune. Il est entouré d'entreprises telles le groupe PASQUIER, usine agroalimentaire, ou TRS, une entreprise de transport concurrente.





L'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND s'étend sur un site d'une superficie de près d'1,1 hectare qui se compose :

- d'un bâtiment accueillant des bureaux (1),
- d'un bâtiment d'environ 400 m<sup>2</sup>, dédié au stockage et à l'entreposage de matériel (2),
- d'un parking dédié d'une part aux poids lourds (PL) (3) et d'autre part aux véhicules légers (VL) (1),
- d'une station de lavage (4),
- d'une station de distribution de carburant, à destination des véhicules de transport (5).

L'accès au site se réalise sur la voie communale n°4 (VC n°4) en partie ouest du site, tant pour les poids lourds que pour les véhicules légers (6).

### ***Visuels des différentes installations sur le site de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND***



*1- Bâtiment abritant des bureaux et parking VL*



*2- Bâtiment de stockage*



*3 - Parking PL*



4 – Station de lavage

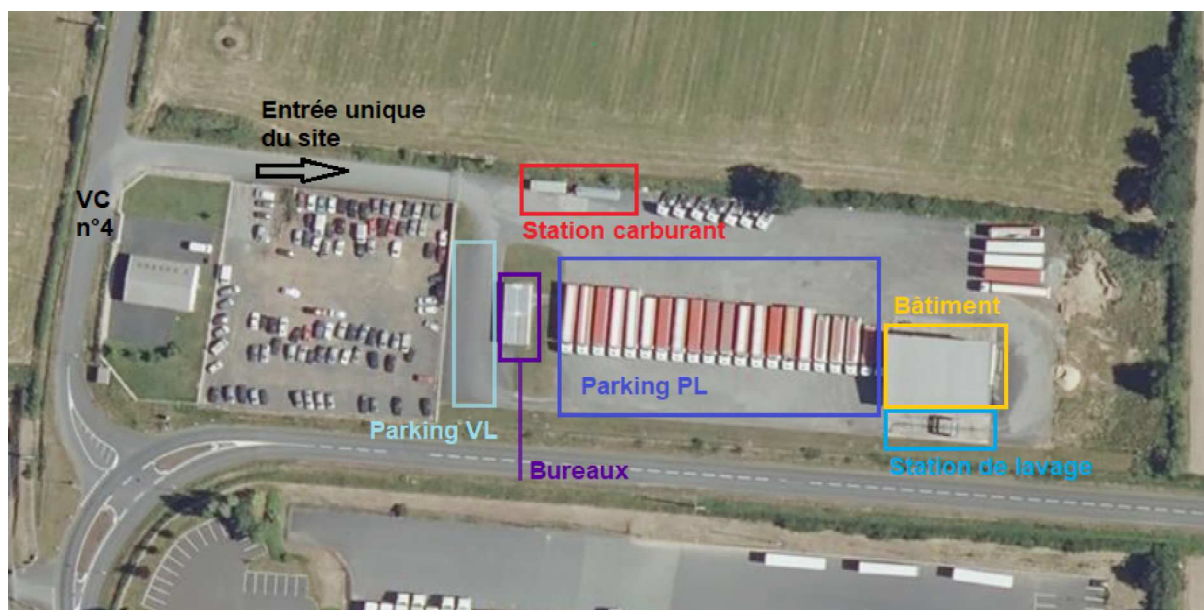


6 – Entrée du site



5 - Station de distribution de carburant





*Délimitation des installations sur le site de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND*

*Source : Agglomération du Choletais, 2022*

## **II. Problématiques rencontrées par l'entreprise et ses besoins**

L'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND rencontre plusieurs difficultés dans l'organisation de son site tenant à la capacité de stockage (1), à l'accès au site (2), la localisation de la pompe à essence (3) ainsi que le caractère inadapté des locaux pour le travail des employés (4).

### 1) Les contraintes tenant à la capacité de stockage limitée de l'entreprise

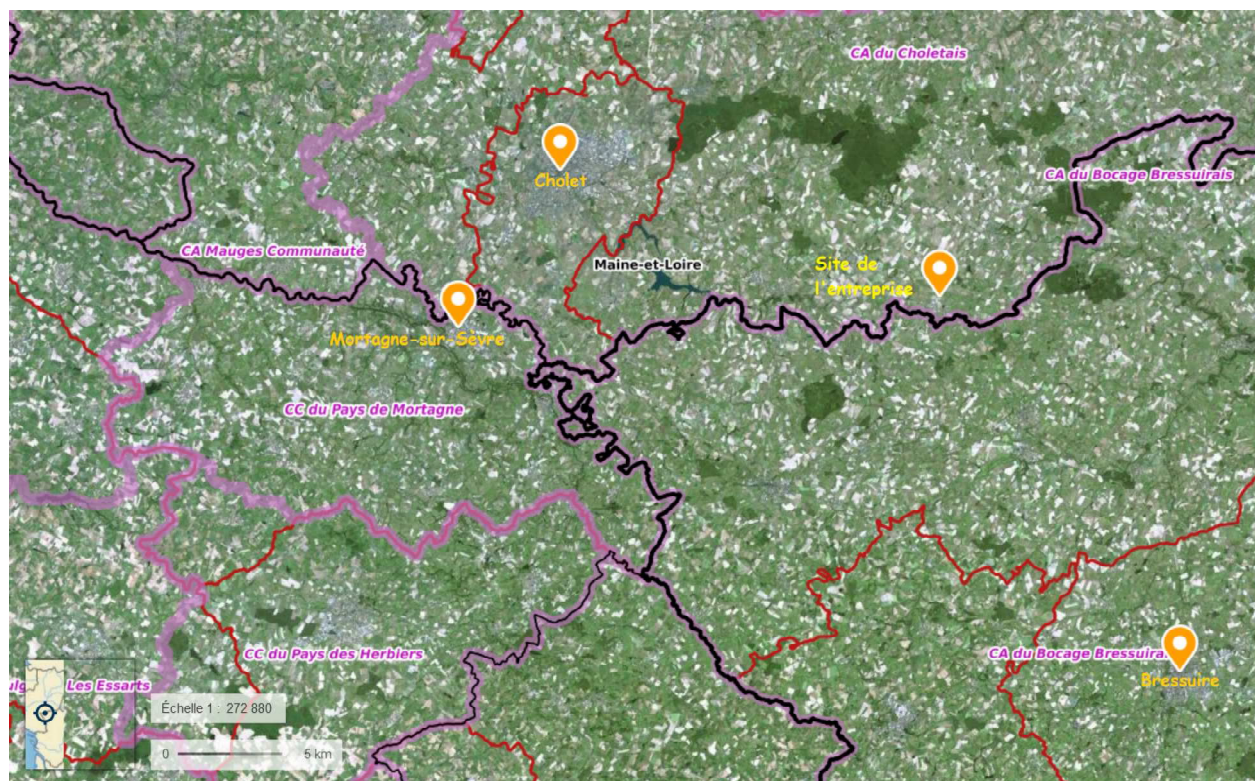
Le seul bâtiment de stockage existant ne permet pas de satisfaire les besoins de son principal client (groupe PASQUIER). En effet, ne sont stockées sur place que des céréales destinées au secteur agricole. Cette marchandise ne représente qu'une petite partie de l'activité de l'entreprise.

Or, en l'absence de lieu de stockage suffisant sur le site, les palettes de galettes des rois et de viennoiseries produites par l'entreprise PASQUIER sont quant à elles stockées à Mortagne-sur-Sèvre (soit à 36 kilomètres du site) obligeant alors les véhicules à multiplier les allers-retours.

Dans le cadre d'un nouveau contrat à venir entre TRANSPORTS BRÉMOND et le groupe PASQUIER, il est prévu que soit assuré le transport de produits surgelés. En l'absence d'un bâtiment de stockage, permettant d'entreposer une telle marchandise, l'entreprise n'est pas en mesure d'honorer ce contrat à l'heure actuelle. Le seul stockage disponible serait la location de bâtiments à Cholet ou à Bressuire, soit respectivement à 22 kilomètres, ou à 29 kilomètres des Cerqueux.

L'entreprise rencontre par ailleurs des contraintes logistiques importantes liées à l'absence de lieu de stockage suffisant sur site : plusieurs navettes journalières des véhicules de transport de marchandises sont nécessaires à l'heure actuelle pour assurer le stockage des produits. Ceci entraîne des coûts importants pour l'entreprise ainsi qu'une perte de temps et des émissions de gaz à effet de serre conséquentes liées au transport vers les lieux de stockage.

Outre les contraintes logistiques et financières, le risque principal pour l'entreprise si la situation devait se poursuivre ainsi, est ainsi de perdre le partenariat avec son client principal : le groupe PAS-QUIER.



*Carte figurant l'emplacement du site de l'entreprise ainsi que les communes abritant des lieux de stockage utilisables pour l'entreprise*

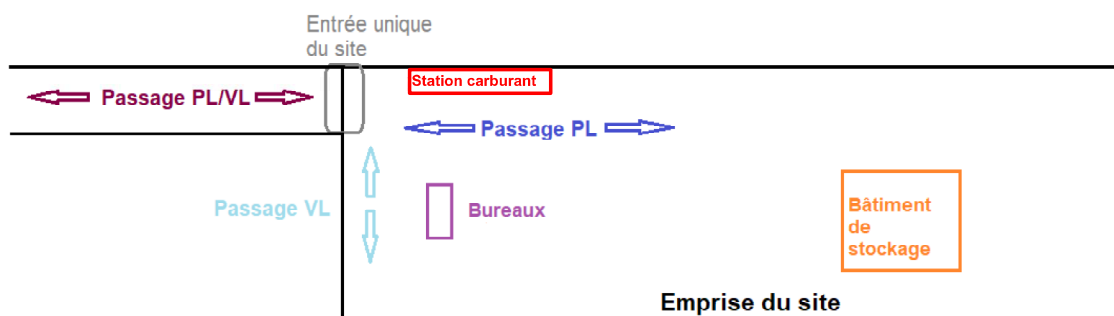
*Source : Géoportail ; données cartographiques : IGN, Planet Observer ; Agglomération du Choletais, 2022*

## 2) L'accès restreint des véhicules au site de l'entreprise

Il n'existe qu'un accès au site (par la voie communale n°4), ce qui entraîne des problèmes de sécurité en raison du croisement des poids lourds et des véhicules légers. En effet, tous ces véhicules sont contraints de se croiser, dans les deux sens de la circulation, au sein d'un passage assez restreint. Compte tenu du nombre de véhicules maximum que l'on peut estimer sur site (une trentaine de poids lourds et un véhicule léger par employé, soit 72 véhicules), le risque accidentogène n'est pas négligeable.

## 3) La localisation contraignante de la station de carburant

La localisation de la pompe à carburant à proximité du seul accès au site conduit à des situations de blocage des divers véhicules. En effet, cette dernière est située dans l'axe de circulation des véhicules poids lourds. Ainsi, un camion devant se ravitailler doit se stationner à la sortie du site ; l'arrivée comme la sortie des poids lourds sont ainsi régulièrement entravées.



*Schéma de l'organisation actuelle de la circulation des véhicules sur le site*

*Source : Agglomération du Choletais, 2022*

#### 4) Des locaux inadaptés au travail des employés

Les bureaux de l'entreprise sont actuellement situés dans un bâtiment préfabriqué présent sur site. Au moment de son installation, ce bâtiment ne devait être qu'un lieu temporaire de travail avant la construction de l'extension. La poursuite de cette situation entraîne des désagréments pour les employés, qui doivent faire face à la vétusté des lieux. De nouveaux locaux permettront de réduire la consommation énergétique et d'accroître le confort des employés.

Ces problématiques évoquées, il convient de présenter le projet d'extension de l'entreprise.

### **III. Le projet de l'entreprise**

Afin de pallier les difficultés énumérées précédemment, l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND projette de réaliser un bâtiment d'une surface d'environ 2 500 m<sup>2</sup>. Il comprendra :

- une partie bureau et vestiaires de 279,74 m<sup>2</sup>,
- une partie destinée au stockage des produits surgelés de 1 601,77 m<sup>2</sup>,
- une partie destinée au stockage des produits tempérés de 561 m<sup>2</sup>.

Ce nouveau bâtiment sera construit sur un terrain d'un hectare environ afin de permettre la giration des poids lourds. De plus un nouvel accès dédié aux véhicules légers sera créé sur la Route Départementale 148 afin de séparer les flux et de désengorger l'accès ouest. La possibilité de réaliser cet accès a d'ores et déjà reçu l'accord du Conseil Départemental de Maine-et-Loire (*Annexe 1 – Courrier du Département*).

Le plan masse du projet est consultable en *annexe 2* du présent dossier.

Sur le volet assainissement, le projet n'entraînera pas d'effluents supplémentaires. En effet, il n'est pas prévu d'accroissement de l'utilisation de la ressource en eau.



## IV. Justifications de l'intérêt général du projet

L'intérêt général du projet se manifeste à l'échelle de quatre volets relatifs à l'économie, l'environnement, la sécurité et l'agriculture. La réalisation de l'extension permettra en effet de soutenir le maintien de l'activité économique des entreprises présentes sur la commune (A), de réduire l'impact environnemental de l'entreprise par la réduction des émissions de gaz à effet de serre (B), de renforcer la sécurité sur le site (C) et enfin de limiter l'impact du projet sur l'agriculture (D). Une conclusion sur l'intérêt général du projet est également proposée (E).

### A. Le volet économique – Soutenir le maintien de l'activité économique des entreprises présentes sur la commune des Cerqueux

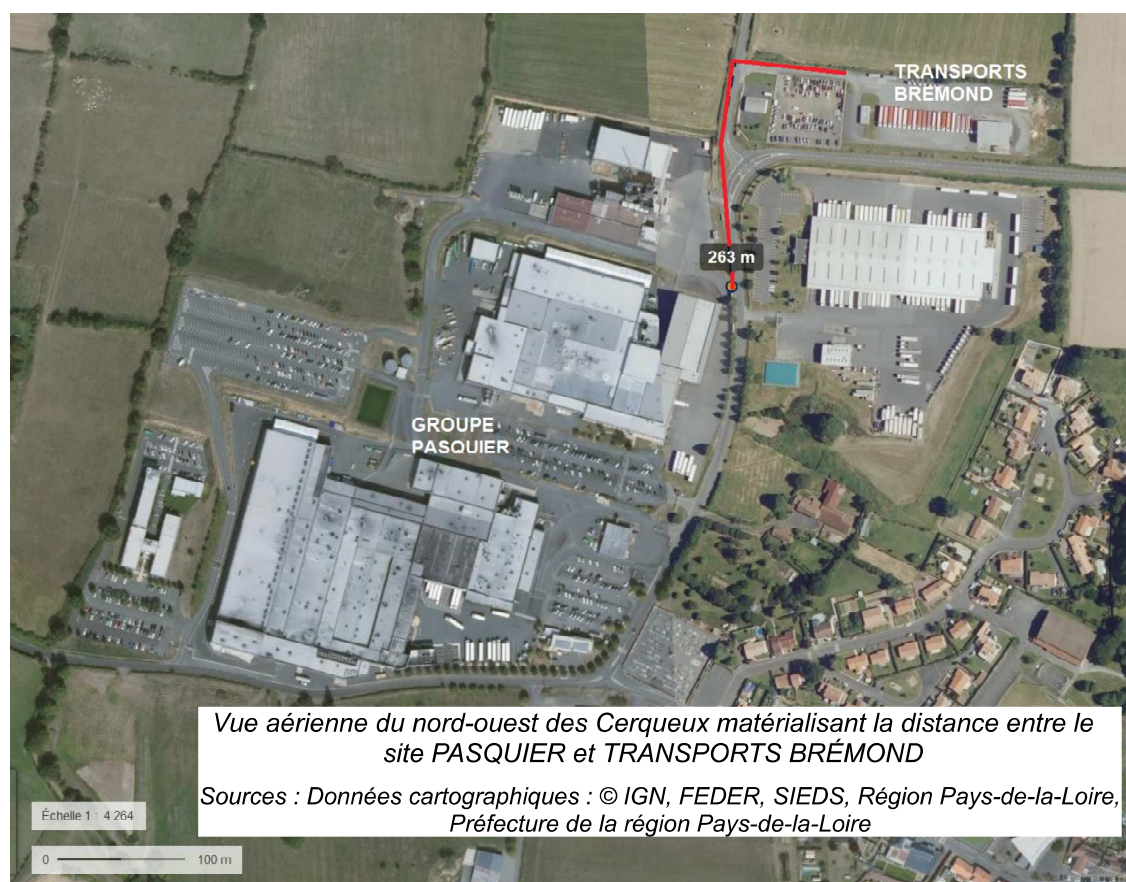
L'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND emploie 42 salariés, chiffre significatif au regard du nombre d'habitants de la commune rurale des Cerqueux. Depuis sa création, l'entreprise s'est diversifiée en s'adaptant aux évolutions du marché permettant ainsi son développement. Aujourd'hui, pour maintenir ses services et ses emplois, l'entreprise doit faire évoluer son site en l'adaptant à son niveau d'activité et au dynamisme du marché.

Le projet de bâtiment de stockage a pour objet de répondre aux besoins du groupe PASQUIER, client principal de la société TRANSPORTS BRÉMOND. Cette entreprise agroalimentaire, productrice de viennoiserie industrielle, dont le siège social est situé aux Cerqueux, représente un partenaire essentiel dans l'activité de l'entreprise de transport, compte tenu du poids économique considérable du groupe PASQUIER (voir le tableau ci-dessous), et par conséquent de l'opportunité économique des marchés qu'elle peut proposer, mais également de sa proximité géographique. En effet, la distance entre les sites des deux entreprises est inférieure à 300 mètres.

<sup>2</sup> Chiffre d'affaires annuel	692 millions d'euros
Nombre d'usines en France	14
Nombre de collaborateurs	3520
Nombre de collaborateurs présents aux Cerqueux	250

Tableau : Importance économique du groupe PASQUIER  
Source : pasquier.fr, Agglomération du Choletais, 2022

<sup>2</sup> Données tirées du site internet de l'entreprise (<https://www.pasquier.fr/fr/l-entreprise/le-groupe-brioche-pasquier/brioche-pasquier-en-chiffres>)



Le tableau ci-dessous hiérarchise les clients principaux de TRANSPORTS BRÉMOND, en fonction de la part du chiffre d'affaires qu'ils représentent :

Clients principaux	Part du chiffre d'affaires de TRANSPORTS BRÉMOND (en %)
GROUPE PASQUIER	42
BOUCHET TP	5,3
LEDOUX	5

*Tableau : Clients principaux de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND*

*Source : Entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, 2022*

Les besoins actuels de ce client principal sont de deux ordres : le stockage et le transport des viennoiseries ainsi que le stockage et le transport des pâtisseries surgelées. En l'absence d'un bâtiment de stockage de marchandises palettisées, l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND n'est actuellement pas en mesure de répondre pleinement à ces besoins logistiques. La construction d'un bâtiment de stockage est donc un élément vital au maintien d'un partenariat local, moteur de l'activité économique de la commune.

Le partenariat entre les deux entreprises voisines présente un potentiel intéressant pour l'économie locale, compte tenu de la qualité de service et de la proximité géographique. Il n'est cependant pas assuré sur le long terme en raison de l'insuffisante capacité de stockage de TRANSPORTS BRÉMOND. L'absence d'espace de stockage suffisant conduira inévitablement à la remise en cause des marchés à venir entre les deux sociétés. Soutenir la pérennité de l'entreprise de transport permet également de soutenir la croissance du groupe PASQUIER, lequel peut s'appuyer sur un écosystème économique local et confirmer son ancrage sur le territoire. L'importance de ces acteurs économiques pour la commune des Cerqueux est attestée par les statistiques existantes en termes d'emploi : le secteur de l'industrie représente 63,2 % des emplois présents sur la commune, lorsque le commerce, le transport et les services en prodiguent 32,6 %. Or, le groupe PASQUIER détient la seule usine sur le territoire communal ; il constitue ainsi l'employeur principal de la commune.

#### RES T2P - Postes salariés par secteur d'activité agrégé et taille d'établissement fin 2020

	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>1 244</b>	<b>100,0</b>	<b>26</b>	<b>1 218</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	6	0,5	6	0
Industrie	786	63,2	1	785
Construction	5	0,4	5	0
Commerce, transports, services divers	405	32,6	14	391
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	2	0,2	2	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	42	3,4	0	42

Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.

Source : Insee, Flores (Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2022.

*Tableau représentant les secteurs d'activités des postes salariés sur la commune des Cerqueux,*

*Source : INSEE, 2022*



Ainsi, le projet est nécessaire pour garantir la pérennité de TRANSPORTS BRÉMOND et la continuité de sa collaboration avec le groupe PASQUIER, ce qui en définitive contribue au maintien de l'activité économique dans la commune des Cerqueux.

## B. Le volet environnemental – Réduire les émissions de gaz à effet de serre

De prime abord, il est opportun de préciser que la construction de bureaux neufs, répondant aux normes énergétiques les plus récentes, permettra à l'entreprise de réduire les émissions de gaz à effet de serre engendrées par la surconsommation énergétique des préfabriqués actuels, dont l'isolation est insuffisante.

Plus largement, comme présenté précédemment, le bâtiment de stockage projeté doit permettre de conserver les marchandises du groupe PASQUIER : d'une part les viennoiseries et les galettes des rois, d'autre part, les pâtisseries surgelées.

À ce jour, après production, les palettes des produits tempérées sont stockées à Mortagne-sur-Sèvre, soit à 36 kilomètres des deux entreprises. Pour assurer le stockage de ces produits, l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND opère en moyenne neuf allers-retours journaliers entre Les Cerqueux et Mortagne-sur-Sèvre, 6 jours par semaine. Cela représente au minimum 3 888 kilomètres parcourus par semaine, pour un poids lourd dont la consommation moyenne s'élève à 27,72 l/100 km. Sur une année, ces trajets représentent l'émission de plus de 147 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub><sup>3</sup>.

Par ailleurs, en l'absence d'un bâtiment de stockage grand froid sur site, l'entreprise de transport serait contrainte, pour honorer son contrat, de louer des bâtiments à Cholet et à Bressuire. 5 navettes journalières devraient être réalisées, 6 jours par semaine, par des véhicules dont la consommation de carburant serait alors légèrement supérieure (due à la nécessité de réfrigération de la remorque), s'élevant en moyenne à 30 l/100 km.

Le tableau ci-dessous figure une projection des émissions de gaz à effet de serre qui seraient générées par les trajets nécessaires au transport des produits surgelés, si aucun lieu de stockage n'était construit aux Cerqueux. En l'absence de données précises sur les camions frigorifiques qui seraient alors utilisés, les données de consommation reportées ici sont celles des camions déjà utilisés par l'entreprise, dont la consommation est évaluée à 27,72 l/100 km. Cette illustration permet d'avoir un aperçu des émissions de gaz à effet de serre qui pourraient alors être générées, bien que les véhicules qui seraient utilisés seraient encore plus émetteurs de gaz à effet de serre, car plus consommateurs en énergie.

<b>Navette hebdomadaire (réalisée par un véhicule de 20 T, consommation de 27,72 L/100)</b>	<b>Nombre de kilomètres par- cours sur une année</b>	<b>Émissions en kilogrammes d'équivalent CO<sub>2</sub> pour une navette annuelle</b>
Navette Les Cerqueux – Mortagne-sur-Sèvre	202 176	147 386
Navette envisagée Les Cerqueux – Bressuire	78 000	56 862
Navette envisagée Les Cerqueux – Cholet	34 320	25 019

Grâce au nouveau bâtiment, les trajets énumérés seront évités, ce qui contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise. Compte tenu du nombre de navettes réalisées, leur

<sup>3</sup> Données recueillies par l'emploi du logiciel Fleet Board, source : TRANSPORTS BRÉMOND

économie n'est pas résiduelle et l'impact positif sur l'environnement qui en résulte satisfait un intérêt général environnemental pour la commune et l'Agglomération. Pourrait ainsi être évitée l'émission de 172 à 204 kg d'équivalent CO2 par semaine.

Cette réduction des gaz à effet de serre satisferait à l'objectif d'intérêt général de lutte contre le changement climatique.

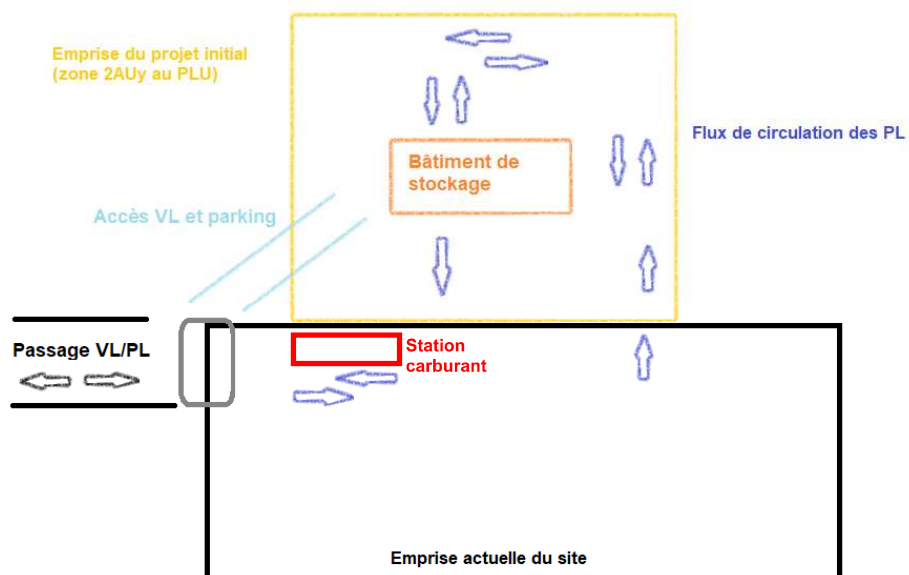
### C. Le volet sécurité – Renforcer la sécurité sur le site

Il n'existe qu'un seul accès sur la voie communale n°4, situé à l'ouest du site pour les véhicules légers et les poids lourds. Ce croisement, cumulé à l'augmentation des flux engendrés par le développement de l'activité de transport, est source d'insécurité pour les salariés. Cet état de fait est aggravé par la localisation de la pompe à carburant, au niveau de l'entrée du site, auprès de laquelle les poids lourds se réapprovisionnent. La fluidité de la circulation s'en trouve affaiblie.

Par ailleurs, l'absence de séparation entre le parking pour les véhicules légers et le parking poids lourds, génère également des risques pour la circulation des employés se déplaçant à pied. Il n'y a en effet aucun aménagement piéton permettant d'assurer leur déplacement sur le site en toute sécurité.

Initialement, l'extension envisagée en continuité nord du site ne permettait pas de résoudre les insécurités liées au croisement des véhicules légers, des poids lourds et des piétons. Or, compte tenu de l'augmentation de la circulation des poids lourds liée à la localisation sur site d'un nouveau bâtiment de stockage, il est essentiel de diminuer les risques engendrés par les croisements des flux de véhicules et des piétons.

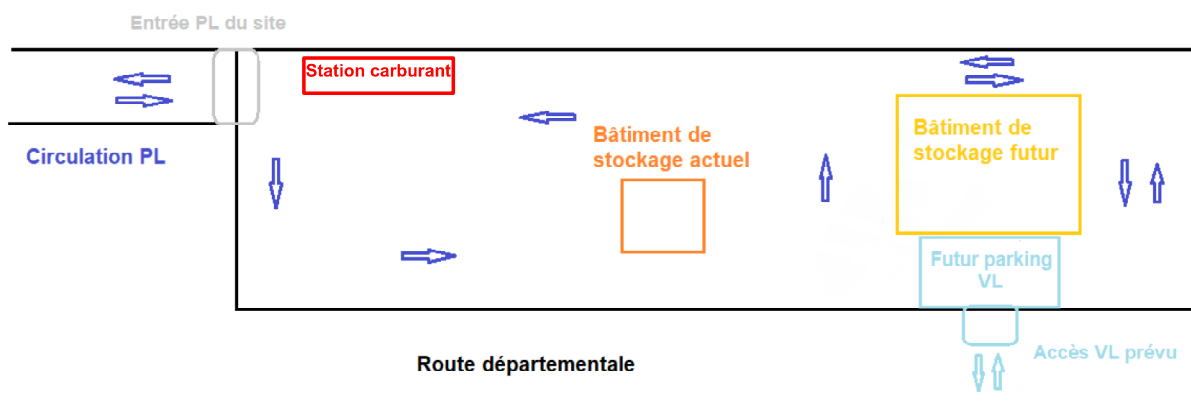
La réalisation de l'extension au nord aurait, d'une part, renforcé la position centrale gênante de la pompe à carburant, et aurait, d'autre part, empêché la création d'un second accès nécessaire à la sécurisation des flux.



*Schéma présentant les flux envisagés dans le projet initial (zone 2AUy telle que zonée au PLU actuel)*

*Source : Agglomération du Choletais, 2022*

Le projet actuel prévoit une extension du site à l'est, qui sera combinée à la création d'un nouvel accès sur la RD 148 pour les véhicules légers. Cela permettra, d'une part, d'éviter les croisements des véhicules légers et des poids lourds et, d'autre part, de réorganiser les flux de circulation interne au site (voir le schéma ci-dessous) en réduisant les incidences générées par la pompe à carburant.



*Schéma des flux de circulation futurs sur le site*  
*Source : Agglomération du Choletais, 2022*



*Schéma présentant les flux de circulation actuels et futurs dans l'environnement du projet*  
 Source : Cholet Agglomération, 2023

Ainsi, le projet d'extension à l'est du site existant permet de renforcer la sécurité des employés sur le site.

## **D. Le volet agricole – Limiter l'impact agricole du projet**

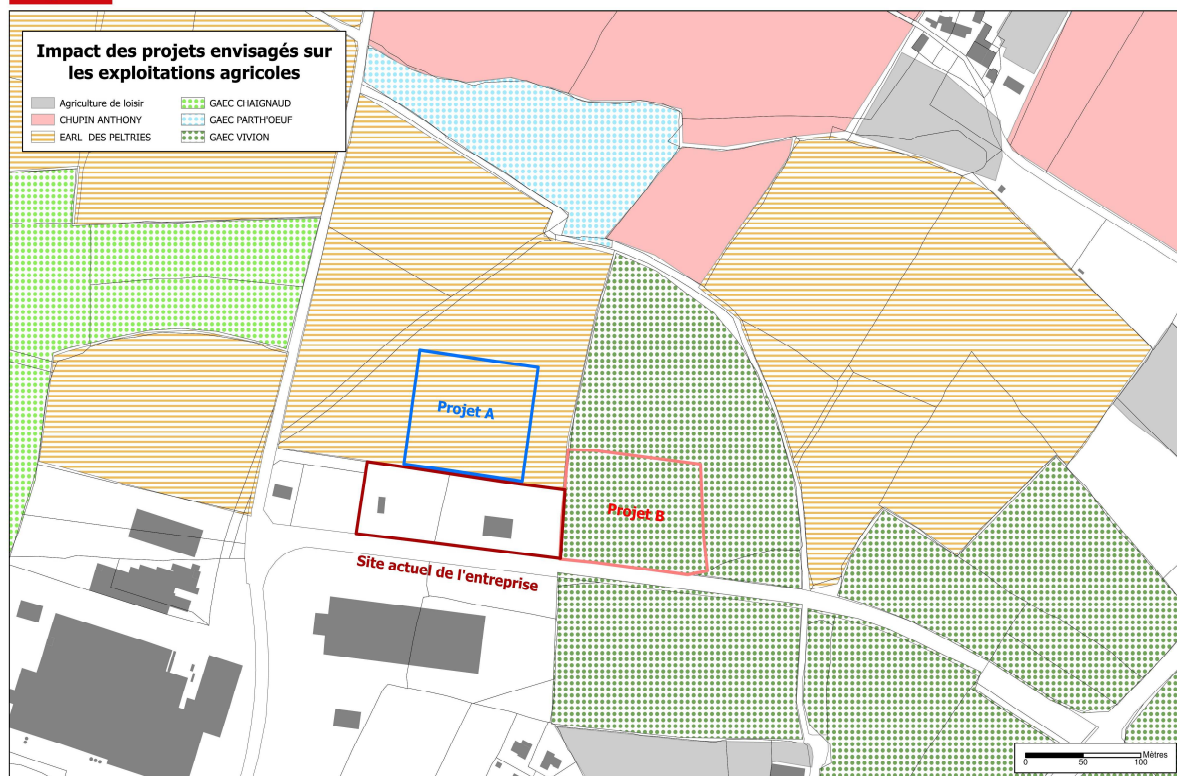
Opérer un changement dans le choix du site approprié pour la réalisation de l'extension de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, procède également d'un choix de limiter les impacts sur le secteur agricole.

L'extension initialement envisagée présentait un impact sur l'Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée (EARL) des Peltries, agréée, Agriculture Biologique (AB), qui avec son atelier de transformation sur l'exploitation, propose ses produits dans différents lieux de distribution en vente directe (vente directe à la ferme, marché de Cholet, Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) de Cholet, Baluchon Fermiers). L'EARL est menée par un exploitant âgé de 36 ans. Cette exploitation pérenne, du fait du label AB et des circuits courts existants, présente un dynamisme important et dispose d'un ancrage vital sur ce secteur. La réalisation de l'extension sur la surface prévue au PLU actuel emporterait la suppression d'1,2 % de la surface d'exploitation totale de l'EARL des Peltries, laquelle s'élève à 150 hectares). Dans une telle perspective, l'EARL devrait trouver une nouvelle parcelle à exploiter. Par ailleurs, compte tenu des conditions d'obtention du label " Agriculture Biologique " (AB), un délai d'au moins deux ans serait nécessaire pour obtenir le classement de cette nouvelle parcelle en AB.

L'extension désormais projetée du site vers l'est impacte une parcelle exploitée par le GAEC Vivion Frères. D'une surface agricole totale de 181 hectares, l'exploitation gérée par des agriculteurs de 49 et 52 ans, serait réduite à hauteur de 0,6 % de sa surface. L'incidence négative est donc moindre par rapport au projet initial.

Enfin, la surface totale affectée par le projet final est inférieure à celle prévue initialement : la zone 2AUy identifiée au PLU pour accueillir l'extension de l'entreprise s'élevait à 1,8 hectare. Le projet prévu à l'est de l'entreprise sera déployé sur une surface de 1,1 hectare. L'impact sur les parcelles agricoles s'avère ainsi moindre par rapport au projet initial. En conséquence, la surface de 1,8 ha de l'extension initiale revient en un zonage agricole du PLU et conforte ainsi le foncier de l'EARL Les Peltries.

En *annexe 3*, est consultable la carte des surfaces agricoles des deux exploitations et le calcul des impacts du projet sur celles-ci. Ci-dessous, est représentée graphiquement l'impact potentiel des projets envisagés par l'entreprise, à une échelle plus réduite.



Source : Cholet Agglomération, 2023

Compte tenu de la valeur agronomique des différents lieux, l'extension du site vers l'est limite l'impact du projet sur le secteur agricole.



## **E. Conclusion sur l'intérêt général du projet**

À la lecture de la jurisprudence administrative, la présence d'un intérêt général s'apprécie notamment au regard des objectifs économiques, sociaux et urbanistiques poursuivis par la collectivité publique portant le projet. Dans le cas présent, la réalisation du projet répond à des objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

Les développements précédents permettent de définir l'ensemble des enjeux comme constitutifs de l'intérêt général du projet. Ils permettent d'observer que sa réalisation ne bénéficiera pas seulement à l'entreprise porteuse, mais renforcera plus largement le rayonnement économique de la commune, en soutenant son dynamisme. Elle profitera également aux exploitants agricoles biologiques dont l'activité en phase avec le développement durable ne sera pas impactée par le projet. Les conditions de travail des employés se trouveront également améliorées par la création de locaux plus adaptés et confortables, afin de remplacer les préfabriqués vétustes. La sécurité sur le site, pour les piétons comme pour les véhicules, sera également mieux assurée par la séparation des flux.

Par ailleurs, le projet s'inscrit pleinement dans la recherche de l'amoindrissement de l'impact des activités économiques sur le climat. En effet, la France s'est engagée, à travers des accords internationaux (Accord de Paris adopté le 12 décembre 2015, dont la mise en œuvre est renforcée par le Pacte Vert pour l'Europe), à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici 2030. Cet objectif est d'ailleurs affiché à l'article 1<sup>er</sup> de la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. En ce sens, les actions permettant de réduire ses émissions doivent être perçues comme contribuant à un objectif de valeur législative, au niveau national et européen a minima. Elles servent ainsi un intérêt général environnemental.

Il convient enfin de noter que la réalisation du projet ne peut attendre l'approbation du PLUi-H prévue fin 2025, les besoins de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND et de son client principal étant de plus en plus pressants. Le projet d'extension a en effet émergé dès 2017 et s'est vu retardé à la suite de l'intervention de complications successives ; son report renforcerait davantage les difficultés de l'entreprise et son impact carbone négatif. Le soutien de l'État et des collectivités publiques aux entreprises et autres acteurs économiques est une mission d'intérêt général contribuant à favoriser l'emploi et la croissance. Cette mission est d'autant plus prioritaire dans le contexte d'une économie nationale marquée par la crise sanitaire et par une inflation galopante, lesquelles ont entraîné un ralentissement du dynamisme économique local, national et international.

## **PARTIE II : MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME**



Dans un premier, les incompatibilités du projet avec le document d'urbanisme seront exposées brièvement (I). Les évolutions à apporter au PLU seront ensuite détaillées et justifiées (II).

## **I. Incompatibilité du projet avec le PLU des Cerqueux**

Le projet n'est pas compatible avec différentes pièces du PLU des Cerqueux qui nécessitent d'être modifiées.

D'une part, le PADD prévoit un développement de la Zone Artisanale des Loges au nord de l'entreprise. L'est du secteur n'est pas fléché à cet effet.

D'autre part, cette orientation du PADD est retranscrite au sein d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP). Outre sa localisation au nord de la Zone d'Activités, l'OAP prévoit une surface d'extension d'1,8 hectare et des principes d'accès. La version écrite comme graphique de l'OAP comporte ainsi des éléments qui ne sont plus d'actualité.

Enfin, la zone désormais concernée par l'extension de l'entreprise est située en zone A au PLU des Cerqueux et se trouve dès lors inconstructible pour la réalisation de ce projet.

Le projet, dont la réalisation est désormais projetée à l'est se trouve incompatible avec le PLU actuel.

## **II. Présentation des évolutions nécessaires**

Il est nécessaire de modifier le PADD (A), l'OAP dans sa version écrite comme graphique (B) ainsi que le règlement écrit et graphique (C).

Les évolutions relatives aux documents graphiques du règlement sont présentées sous la forme d'une situation avant et une situation après. Les ajouts au règlement écrit figurent en **rouge**, et les suppressions en **rouge barré**.

### **A. Évolution du PADD**

Le PADD prévoit actuellement au document graphique une extension vers le nord de la zone, matérialisée par un pictogramme dont la légende indique " *proposer une nouvelle offre pour les activités artisanales en lien avec la zone existante* ".

## CARTE DE L'AGGLOMERATION



*Extrait de la page 15 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU*

Compte tenu des contraintes développées précédemment nécessitant de projeter l'extension de l'entreprise sur la parcelle située à l'est du site et non au nord, il convient de supprimer le pictogramme du document graphique et de sa légende. Il est également nécessaire d'étendre la surface consacrée à la zone d'activités, pour prendre en compte son emprise future. Le pictogramme (signalant la programmation du changement d'affectation de la zone) n'a pas lieu d'être déplacé à l'est, le secteur ayant vocation être zoné en Uy à compter de l'approbation de la procédure.



- Préserver les caractéristiques du bourg ancien des Cerqueux
- Permettre la densification de l'enveloppe urbaine du bourg
- Prévoir un site de développement résidentiel à proximité immédiate du bourg
- Préserver et conforter une agriculture équilibrée en conservant une distance entre les sites d'exploitations et les habitations
- Prévoir un développement limité de la zone d'activité
- Préserver de toute nouvelle habitation la zone tampon de la station d'épuration
- Préserver les haies identifiées comme participant à la trame verte et étant vulnérables dans l'inventaire communal
- Préserver les zones humides identifiées comme participant à la trame verte et étant vulnérables dans l'inventaire communal
- Préserver des espaces ouverts dans l'entité urbaine du bourg
- Valoriser les abords du Ru de la Pommeraye et améliorer sa fonctionnalité
- Proposer de nouvelles continuités pour améliorer les circulations douces
- Permettre la réalisation d'un bassin de gestion des eaux pluviales pour l'entreprise Pasquier

*Modification projetée de la page 15 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU*

## B. Évolution de l'OAP

L'OAP secteur " Activités " du PLU dans sa partie littérale comme dans sa partie graphique prévoit, en concordance avec le PADD, des orientations d'aménagement en continuité nord de la zone et non à l'est. Les évolutions à apporter aux deux volets de cette pièce du PLU seront étudiées successivement.

### 1. Partie écrite

Les modifications à apporter à la partie littérale de l'OAP seront abordées par volet de l'OAP : en premier lieu le diagnostic (a), puis les objectifs (b) et enfin le programme (c).

#### *a) Le diagnostic*

Au sein de ce volet, il est évoqué une extension au nord de la Zone d'Activité des Loges.

Il convient d'une part de supprimer les développements relatifs à l'extension de l'entreprise qui ne sont plus d'actualité (développement au nord de la zone d'activités, surface d'environ 1,8 hectare) et de les remplacer par les modifications requises (développement à l'est de la zone d'activités, surface d'environ 1,1 hectare).

De plus, afin d'ajuster l'OAP au plus près de la réalité, il est opportun de procéder à des corrections d'imprécisions inscrites dans l'OAP, tenant à l'orthographe et à la description de l'environnement. Ces corrections très à la marge sont indiquées ci-dessous.

#### *b) Les objectifs*

Plusieurs objectifs intégrés au sein de l'OAP doivent être modifiés. D'autres doivent être intégrés.

##### La restriction des accès

Il est nécessaire de supprimer la mention restreignant la création d'accès au site dans la ZA de La Loge : en effet, l'OAP initiale restreignait la création d'un accès aux véhicules automobiles au contact de la voie communale n°4, au nord-ouest du site de l'entreprise. Or, le périmètre du site d'extension, et ainsi de l'OAP, ayant été déplacé à l'est, cette mention est devenue sans objet. Sera ajoutée, en revanche, la création d'un accès dédié aux véhicules légers sur la route départementale, qui fait l'objet d'un accord de principe du Département (voir *annexe 1*).

##### Le développement des activités

Cet objectif n'a pas vocation à évoluer.

##### La compensation des impacts du projet sur la zone humide

Les études environnementales réalisées sur l'emprise du projet, ont démontré que sa réalisation aura un impact certain sur les sols. En effet le terrain identifié présente les caractéristiques d'une zone humide (voir partie IV de la présente notice, page 60). Le porteur de projet a ainsi obtenu un récépissé de déclaration pour l'augmentation des rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces (rubrique 2,1,5,0-2° du régime des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités soumis aux articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement) et pour l'assèchement d'une zone humide (rubrique 3,3,1,0-2° du régime des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités soumis aux articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement). Dans ce cadre, une compensation de près de 8 000 m<sup>2</sup> de la zone humide impactée doit obligatoirement être assurée. Il est ainsi opportun d'inscrire parmi les objectifs de l'OAP la création d'une zone humide de compensation, afin de l'intégrer dans la réalisation opérationnelle du projet.

### La compensation de la destruction des haies

Compte tenu de la destruction d'une partie de la haie fléchée au sein de l'OAP et d'une haie non protégée au PLU, il apparaît opportun de prévoir au sein du volet " objectifs ", une compensation de ces destructions partielles sur le pourtour du site d'extension. Cette mention au sein de l'OAP fait partie du déploiement de la démarche "éviter, réduire, compenser " pour la réalisation du projet.

Les études faune/flore réalisées ont permis de déterminer que la haie impactée par le projet est de deux ordres : il y a une haie arborée et une fruticée à prunelliers ronces.



#### *Localisation des habitats présents sur l'aire d'étude*

*Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023*

L'enjeu écologique de ces habitats est jugé faible. Cependant, la synthèse des enjeux écologiques au sein du site d'étude indique que ces différentes haies présentent des enjeux faunistiques et écologiques modérés. Cette conclusion apparaissait déjà dans l'état initial de l'environnement du PLU des Cerqueux<sup>4</sup>, approuvé en 2017. Les relevés réalisés en 2022 soulignent que ces milieux peuvent notamment constituer un habitat de reproduction pour plusieurs espèces d'oiseaux protégées (voir partie IV, page 62 ).

<sup>4</sup> Rapport de présentation, tome 1



Tableau 12 : Synthèse des enjeux écologiques au sein du site d'étude

Intitulé de l'habitat	Niveaux d'enjeu			Éléments justificatifs de l'enjeu
	Faune	Flore	Ecologique	
Haies arborées	Modéré	Faible	Modéré	Milieux constituant un habitat de reproduction pour plusieurs espèces d'oiseaux protégés communs (Pinson des arbres, Rougegorge familier, etc.), et patrimoniaux pour certains dont la Linotte mélodieuse (« vulnérable » aux échelles régionale et nationale), le Chardonneret élégant, la Tourterelle des bois et le Verdier d'Europe (« quasi-menacés » en Pays de la Loire et vulnérables en France).
Haie arbustive				Milieux potentiellement favorables pour l'herpétofaune, bien qu'aucune espèce n'ait été contactée.
Fruticées à Prunelliers et Ronces				Haie arborée contenant un arbre gîte potentiel pour les chiroptères (présence de décollements d'écorce et de cavités favorables) et axes de déplacement pour le transit et la chasse opportuniste des chiroptères.
Ronciers				Absence d'espèces végétales remarquables (protégée et/ou patrimoniale).

Extrait de la synthèse des enjeux écologiques au sein du site d'étude

Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023

Pour permettre la compensation optimale de l'effacement d'une partie de cette haie, sera également proposée une liste des essences bocagères qui pourront être plantées sur le pourtour du site d'extension. L'objectif de cette mention est de flécher des espèces végétales locales, non invasives et adaptées au changement climatique, afin de favoriser une insertion positive du projet dans son environnement. Les espèces listées sont en effet favorables au cortège faunistique et leur plantation permettra la création de nouveaux habitats de reproduction et d'alimentation pour de nombreuses espèces (avi-faune, reptile, chiroptères...). Cette mention permet également de renforcer la démarche de compensation des impacts du projet de l'entreprise.

### c) Le programme

Enfin, le volet " programme ", qui restreint la constructibilité du secteur, doit être modifié dans ses mentions relatives à l'ouverture à l'urbanisation d'une part, et à la surface du secteur d'autre part. À cet égard, la surface impactée (1,1 hectare) sera inférieure à l'urbanisation prévue initialement (1,8 hectare).

## SECTEUR « ACTIVITÉS »

### DIAGNOSTIC

Le site de développement se situe ~~au nord~~ à l'est de la ZA des Loges en sortie nord du bourg. En prolongement de la zone d'activités ce site d'environ ~~1,8~~ 1,1 ha se place à environ 700m du bourg.

Aujourd'hui, le site se compose de terres cultivées.

Au nord, à l'ouest et à l'est du site, le paysage est agricole, relativement ouvert, ponctué par la présence de nombreuses haies bocagères. La partie sud-ouest du site est notamment marquée par la présence du site PASQUIER avec d'imposants bâtiments ainsi que deux entreprises de transport.

La station d'épuration conditionne l'aménagement du secteur puisque sa capacité résiduelle ne permet pas à l'heure actuelle de prévoir l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur.

### OBJECTIFS

- S'inscrire dans un schéma de développement à long terme d'un secteur complétant le secteur d'activités au nord du bourg des Cerqueux.
- Permettre le développement des activités en place et l'accueil de nouvelles activités artisanales.
- Compenser à proximité immédiate la zone humide impactée par le projet.
- Compenser sur le pourtour du site de développement, la destruction partielle de la haie engendrée par la réalisation du projet dans le cadre de la démarche Éviter Réduire Compenser.

Les essences bocagères à planter devront être sélectionnées parmi des essences locales, non invasives et adaptées au changement climatique. Elles pourront notamment être choisies parmi les espèces suivantes :

Pour la strate arborée : Frêne élevé (*Fraxinus excelsior*), Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Charme (*Carpinus carpinus*), Erable champêtre (*Acer campestre*), Merisier (*Prunus avium*)

Pour la strate arbustive : Fusain (*Euonymus europaeus*), Sureau noir (*Sambucus nigra*), Epine noir (*Prunus spinosa*), Aubépine moyenne (*Crataegus monogyna*), Noisetier (*Corylus avellana*), Genêt à balais (*Cytisus scoparius*), Ajonc d'Europe (*Ulex europaeus*) et Cornouailler sanguin (*Cornus sanguinea*).

- ~~• Limiter la création d'accès en se connectant à l'accès existant dans la zone artisanale des Loges.~~
- Créer un accès réservé aux véhicules légers connectant le site à la route départementale

### PROGRAMME

~~Ce secteur est fermé à l'urbanisation dans le cadre du P.L.U. (zone 2AUy). Il représente 1,8 ha environ.~~

Ce secteur a été ouvert à l'urbanisation sur une surface d'environ 1,1 hectare à l'occasion de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU des Cerqueux concernant l'extension de l'entreprise TRANSPORT BREMOND.

## 2. Partie graphique

L'évolution graphique de l'OAP peut être abordée sous différents aspects, étudiés successivement.

### a) Le périmètre de développement

L'OAP actuelle inscrit le périmètre de développement de l'entreprise sur la parcelle localisée au nord du site. Compte tenu du développement projeté à l'est, il convient de déplacer le périmètre de l'OAP en ce sens.

De plus, la surface prévue pour l'extension de l'entreprise était de 1,8 hectare. Compte tenu de la réduction de la surface nécessaire au projet, il convient de réduire ce périmètre à environ 1,1 hectare.

#### *b) Les accès au site*

Par ailleurs, l'OAP actuelle prévoit la création d'un accès entre le site existant de l'entreprise et l'extension, soit au nord. Le développement étant désormais prévu à l'est, il convient de déplacer ce pictogramme (une flèche) afin de la disposer à l'est du site, en direction de la parcelle AN n°0174 longeant la route départementale.

De plus, l'OAP matérialise, par une ligne à pointillés rouges, l'interdiction de la création d'un accès automobile direct sur la voie communale n°4. Il y a lieu de supprimer cette mention.

La création d'un accès pour les véhicules légers depuis la route départementale vers l'extension de l'entreprise sera également insérée au plan graphique de l'OAP, par une flèche discontinue.

#### *c) La compensation de la destruction de la zone humide*

Une zone humide en bordure est de l'extension est identifiée au sein du PLU actuel. La protection de la zone humide doit être conservée mais également muter pour partie, afin de l'adapter aux enjeux du projet.

En effet, le site d'implantation du projet a été identifié, après des études pédologiques, comme constitutif d'une zone humide sur une surface de près de 9 843 m<sup>2</sup> au sein du périmètre d'extension. Cette zone humide, de plateau, ne présente cependant pas d'intérêt écologique particulier en raison de son utilisation en monoculture comme démontré dans la synthèse des fonctionnalités présentée ci-dessous :

Fonctionnalités	Etat actuel
Ecologique	Mauvaise
Hydrologique	Médiocre
Biogéochimique	Médiocre à moyenne
Etat global	Médiocre

#### *Synthèse des fonctionnalités de la zone humide, assiette du projet*

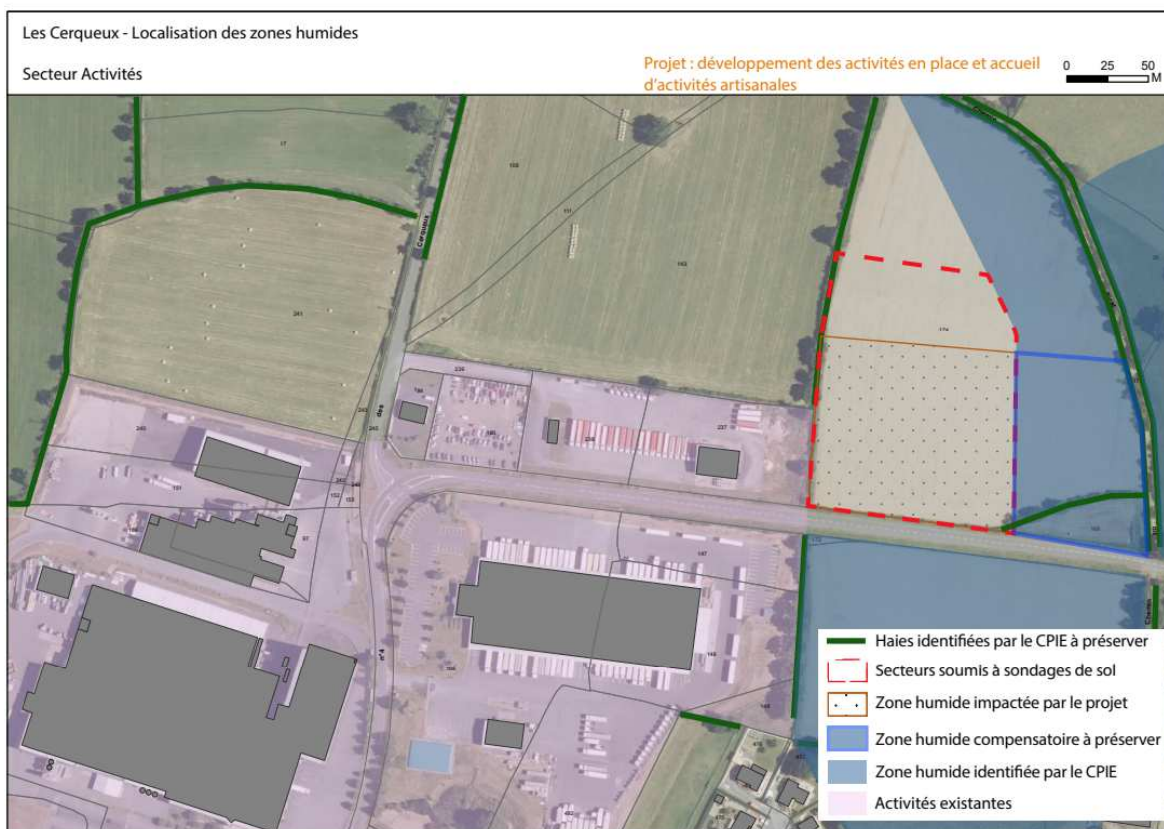
*Source : Rapport d'Évaluation Environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023*

Cependant, la destruction de cette zone humide génère l'obligation d'assurer sa compensation.

Un récépissé de déclaration loi sur l'eau, délivré le 3 décembre 2021 à l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, prévoit ainsi que la zone humide présente à l'est du site d'extension et identifiée au PLU comme telle, sera le lieu de compensation du projet, sur une surface de près de 8 120 m<sup>2</sup> (soit 120m<sup>2</sup> de plus que ce que prévoit le récépissé loi sur l'eau). Il est ainsi requis pour l'entreprise de compenser la destruction de la zone humide par un certain nombre de mesures (détaillées dans le dossier loi sur l'eau et présentées dans le rapport d'évaluation environnemental, Partie IV : Évaluation des incidences notables prévisibles et mesures mises en œuvre pour éviter, réduire et/ou compenser les incidences, 4.3). Parmi ces dernières, figure, au sein du récépissé loi sur l'eau (voir *annexe 4*), l'obligation d'épandre les eaux pluviales des ouvrages de régulation à installer sur site, vers la parcelle située à l'est de l'extension.

Le plan ci-dessous localise de manière indicative la zone humide impactée par le projet et la zone de compensation identifiée par les études menées. Compte tenu des caractéristiques du projet, sur les 9 843 m<sup>2</sup> de zones humides, seuls 8 350 m<sup>2</sup> seront impactés.





*Identification des zones humides sur le secteur du projet*

Source : Agglomération du Choletais, 2022

Un tableau récapitule également l'évolution des zones humides sur le site du projet, depuis le dossier Loi sur l'eau réalisé en 2020 :

Projet	Surface de la zone humide concernée	Localisation de la zone humide	Compensation de la zone humide	Observations
Projet de 2020	8 500 m <sup>2</sup>	Terrain d'assiette actuel + au nord de ce dernier	8 000 m <sup>2</sup> à l'est du site d'extension	Projet fourni à l'appui du dossier loi sur l'eau ayant conduit à la délivrance du récépissé
Projet de 2023	9 843 m <sup>2</sup>	Terrain d'assiette actuel	8 120 m <sup>2</sup> à l'est du site d'extension	Sur cette surface, seuls 8 350 m <sup>2</sup> de zone humide seront impactés

Ainsi, pour tenir compte du nouvel objectif de préservation de la zone humide compensatoire, il est opportun d'ajouter une mention graphique de cette protection au sein de l'OAP, figurée par des hachures bleues. Cet ajout facilitera la prise en compte de l'enjeu de préservation de la zone humide au moment de la phase opérationnelle du projet.

#### *d) La compensation de la destruction de la haie*

Enfin, un tracé représentant des " haies identifiées par le CPIE à préserver " est dessiné entre le site existant de l'entreprise et le secteur d'extension projeté. Le but de l'extension étant notamment de faciliter la circulation des poids lourds sur l'ensemble du site, il est nécessaire de permettre la réali-

sation des différents aménagements, qui ne sont pas compatibles avec la préservation de la haie située à l'est du site actuel de l'entreprise, sur près de 60 mètres.

L'OAP intégrait une protection extensive des haies en comparaison du règlement graphique du PLU qui ne compte pas parmi les haies protégées le linéaire identifié par l'OAP présentée. À l'occasion des inventaires réalisés par le CPIE en 2014, cette portion de haies avait été répertoriée comme présentant un " enjeu modéré ". Or, le rapport de présentation du PLU précise que la protection de la Trame Verte et Bleue au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme n'a été mise en œuvre que pour les haies identifiées par le CPIE d'intérêt écologique fort et très fort. La protection de cette haie n'avait ainsi pas été mise en place au titre du règlement graphique. La prise en compte de l'enjeu écologique avait toutefois pu être retranscrite à travers cette OAP sectorielle.



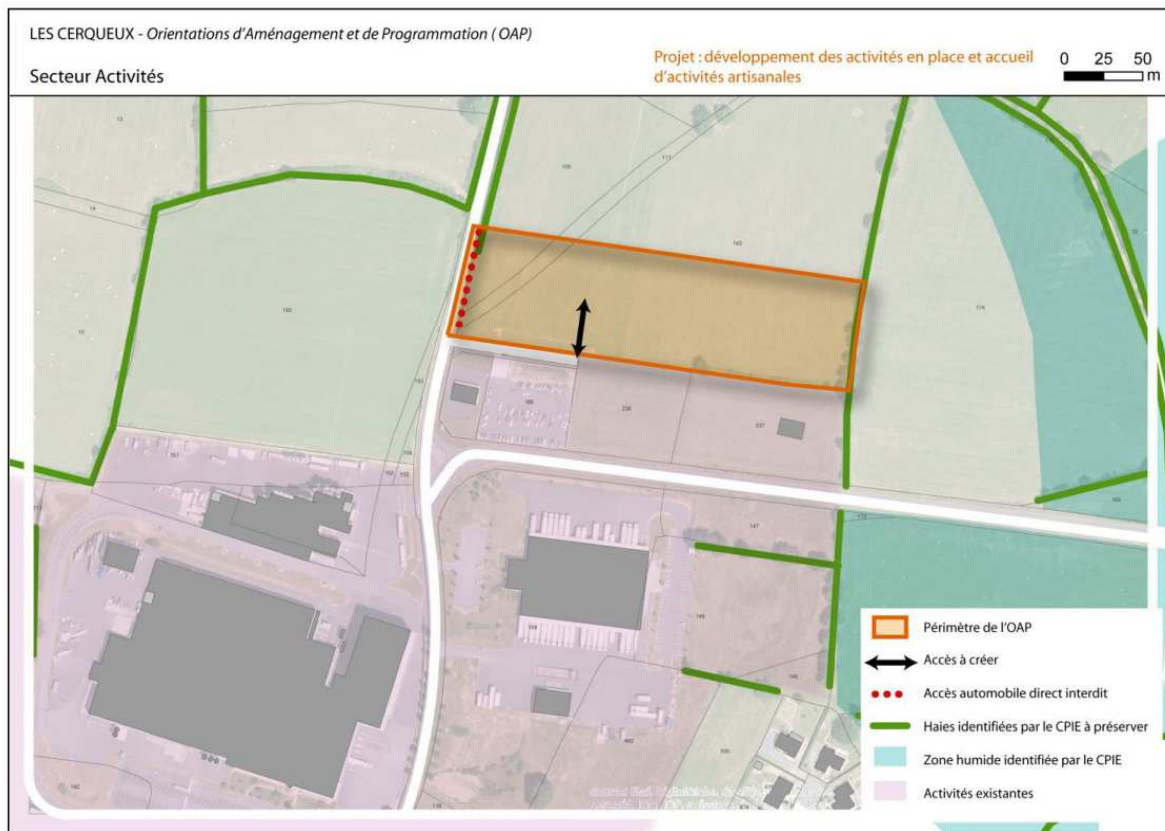
Par ailleurs, la mise à jour des inventaires communaux des zones humides et des haies réalisée en février 2020, ainsi que les relevés faune/flore effectués en 2022 concluent à une valeur écologique modérée de cette haie. L'ensemble de la haie constitue cependant un habitat de reproduction pour plusieurs espèces. Un chêne pédonculé a notamment été identifié au sein de la strate arborée, comme gîte potentiel pour les chiroptères. Dans l'optique de réduire les impacts du projet, il est nécessaire de conserver la protection de la haie, dans sa partie arborée, soit au nord du site d'extension. La protection graphique préexistante ne sera ainsi pas supprimée sur cette partie.

La protection prévue par l'OAP serait ainsi supprimée pour la partie allant de la RD 148 jusqu'à la limite nord-est actuelle du site. Elle serait cependant conservée sur les autres axes.

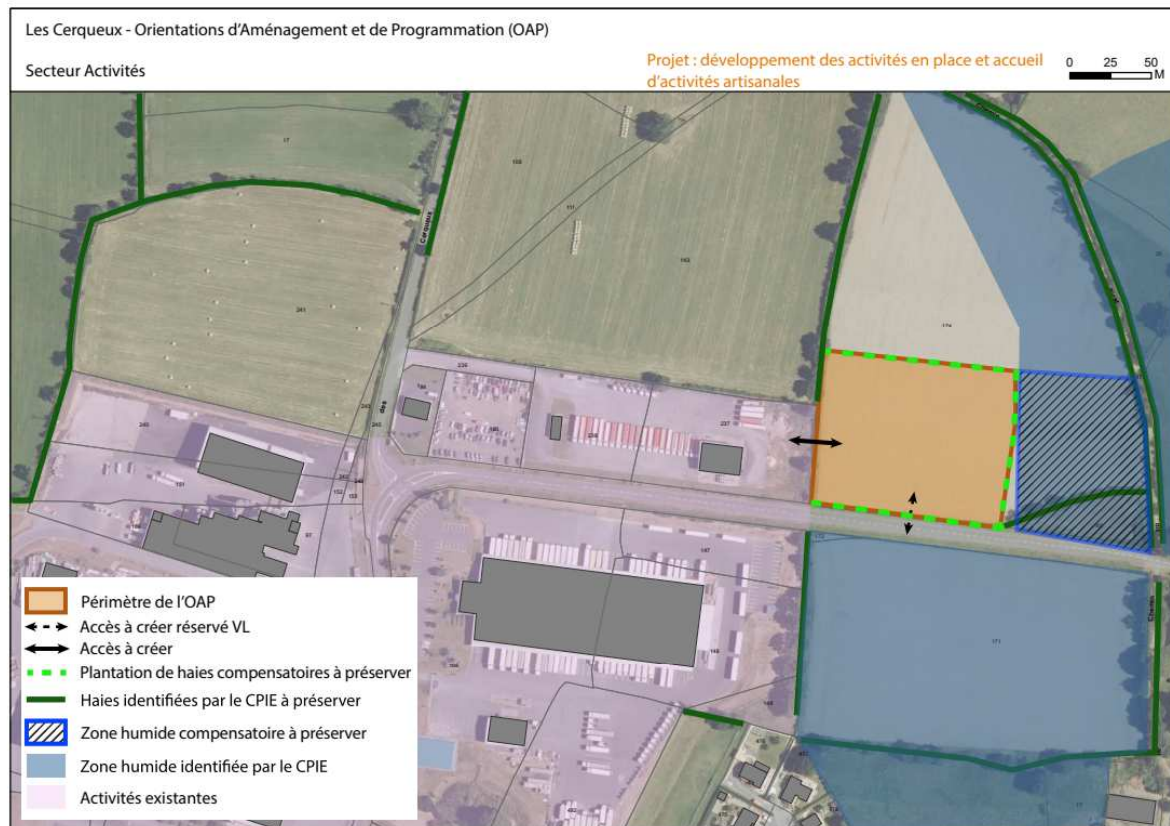
Compte tenu de la destruction au moins partielle de cette haie, une compensation apparaît pertinente pour une insertion positive du projet dans son environnement.

Aussi, il est prévu la plantation de haies compensatoires à préserver au sein de l'OAP. Les linéaires de haies sont conséquents : ils sont fléchés sur le pourtour du site de l'extension de l'entreprise. En application de l'OAP, ce sont 320 mètres de linéaires de haies qui devront être plantés, à terme. Ces plantations à prévoir seront signalées par un tracé discontinu vert.

Partie graphique de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation actuelle



Partie graphique de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation envisagée





## C. Évolution du règlement du PLU

Le règlement doit évoluer dans sa partie écrite (1) comme graphique (2).

### 1. Evolution du règlement écrit

#### *a) Prise en compte de l'évolution du zonage*

L'extension de la zone des Loges ayant été prévue, au règlement graphique, au nord du site de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND sous condition de capacité suffisante de la station d'épuration, une zone 2AUy y est délimitée. L'extension étant désormais envisagée à l'est du site, il convient de retirer cette zone 2AUy.

Or, il s'agit de la seule zone 2AUy inscrite dans le PLU ; pour tenir compte de cette évolution, il convient de retirer toutes les mentions relatives à cette zone au sein du règlement écrit du PLU. Elles sont présentes aux pages 7 et 34 du règlement.

Le projet, qui sera implanté en zone UY, après la déclaration de projet, est compatible avec l'ensemble des dispositions écrites du règlement de la zone UY. Aucune modification n'est ainsi nécessaire.

#### *b) La protection des haies*

Afin de conforter la création des haies compensatoires prévues par l'OAP sur le pourtour du site d'extension, il convient de protéger ces dernières au sein de la partie réglementaire du PLU.

Le règlement de la zone UY comporte une règle (UY—11) ayant trait à la protection des éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, identifiés au règlement graphique comme constituant un élément de Trame Verte et Bleue à protéger. Les haies à créer sur le pourtour du site ne répondant pas à cette définition, il convient de créer une nouvelle règle, consacrée aux haies compensatoires.

Deux types de protection seront ainsi introduites au sein du règlement de la zone UY :

- une protection des haies compensatoires à protéger pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme,
- une protection des haies compensatoires identifiées comme constituant des éléments de paysage à protéger au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.

Pour chacun de ces types de haies, la protection appliquée sera plus ou moins renforcée. Les haies compensatoires créées pour des motifs d'ordre écologique ne pourront faire l'objet de travaux que pour des arrachages sanitaires. Les haies compensatoires identifiées comme un élément de paysage à protéger pourront également faire l'objet d'intervention ponctuelle, telle que la création d'un accès viaire. En effet, les haies étant implantées en zone d'activité économique, il reste indispensable de permettre à l'entreprise d'opérer des aménagements nécessaires au fonctionnement optimal de son site, si les besoins de développement de cette dernière évoluaient encore par la suite.

#### *c) La protection de la zone humide*

Enfin, le règlement écrit de la zone N du PLU comporte des règles protégeant les zones humides identifiées au PLU. Cependant, les dispositions inscrites au sein du règlement permettent la réalisation de différents types de travaux tels que des extensions mesurées de bâtiments. Or, la compensation de la zone humide sur le secteur à l'est de l'extension faisant partie de mesures obligatoires, consécutives à la destruction d'une zone humide, il est essentiel de rendre impossible la réalisation de tel travaux.

Dès lors, la création d'une règle exclusive aux zones humides compensatoires (identifiées au plan graphique) doit permettre de doter la protection de la zone humide d'une effectivité renforcée. De fait, les seuls aménagements autorisés seront ceux nécessaires à la conservation, la restauration et la mise en valeur de la zone humide.

Extrait du règlement, Titre I- Dispositions générales, Article 3 Division du territoire, page 7

### ARTICLE 3 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en :

**Zones urbaines**, dites zones « **U** », dans lesquelles les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Afin de permettre un classement des sols et de définir leur utilisation, on distinguera différentes **zones U** :

- **Zone « *UH* »** : zone mixte correspondant à l'espace urbanisé du bourg.
- **Zone « *UE* »** : zone d'équipements identifiant le secteur du bourg concentrant les équipements scolaires, sportifs et culturels.
- **Zone « *UY* »** : zone d'activités identifiant les entreprises de la RD148 et la zone artisanale des Loges.
  - ⇒ **Secteur « *UYb* »** au sein duquel seuls les aménagements liés à la gestion des eaux pluviales sont autorisés.

**Zones à urbaniser**, dites zones « **AU** », correspondant à des secteurs de la commune à caractère naturel destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Les zones **AU** « strictes » (appelées **2AU**) correspondent à des zones dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du Plan Local d'Urbanisme car les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate de la zone n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone :

- ⇒ **Secteur « *2AUh* »** à vocation dominante d'habitat correspondant à une réserve foncière en périphérie immédiate du bourg (secteur de La Hayère).
- ⇒ ~~**Secteur « *2AUy* »** à vocation dominante d'activités artisanales correspondant à une réserve foncière en périphérie immédiate de la zone artisanale des Loges.~~

**Zones agricoles**, dites zones « **A** », correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, au sein desquels seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et aux services publics ou d'intérêt collectif.

- ⇒ **Secteur « *Ae* »** identifiant la station d'épuration et la déchetterie
- ⇒ **Secteur « *Ad* »** identifiant des terrains d'entreposage (travaux publics).

**Zones naturelles et forestières**, dites zones « **N** », correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

- ⇒ **Secteur « *Nl* »** identifiant le plan d'eau du Cormier et l'aire de loisirs du Champ Blanc ne permettant que des aménagements légers dans le respect du caractère naturel des lieux.

7



## CHAPITRE 1. DISPOSITIONS APPLICABLE À LA ZONE 2AU

### EXTRAIT DU RAPPORT DE PRÉSENTATION

#### CARACTÈRE DE LA ZONE 2AU

Zone dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du Plan Local d'Urbanisme car les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate de la zone n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone :

- ⇒ **Secteur « 2AUh »** à vocation dominante d'habitat correspondant à une réserve foncière en périphérie immédiate du bourg (secteur de La Hayère).
- ⇒ ~~Secteur « 2AUy » à vocation dominante d'activités artisanales correspondant à une réserve foncière en périphérie immédiate de la zone artisanale des Loges.~~

**Zone concernée par le risque de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols** (aléa moyen – cf. cartographie figurant au Rapport de Présentation). Les constructeurs d'ouvrages se doivent de respecter des obligations et des normes de construction dans les zones susceptibles d'être affectées par ces risques (article 1792 du Code civil, article L.111-13 du code de la construction et de l'habitation) afin d'en limiter les conséquences. Il est ainsi fortement conseillé d'effectuer une étude préalable du sol afin de pouvoir prendre des dispositions particulières pour adapter les fondations de la construction aux caractéristiques du sol (cf. annexe 1 du règlement).

**Zone concernée par le risque sismique (zone de sismicité 3)**. Les constructions concernées par les règles de construction parasismique nationales s'appliquant depuis le 1er mai 2011 devront s'y soumettre.

**Zone concernée par un risque d'inondation par remontée de nappes d'aléa très faible à très fort** (cf. cartographie figurant au Rapport de Présentation).

**Zone concernée par le risque avéré d'émission de Radon** (potentiel moyen ou élevé).

34

#### 6 – ÉLÉMENTS DE PAYSAGE À PROTÉGER

**Les éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique identifiés au Règlement – Documents Graphiques comme constituant un élément de Trame Verte et Bleue à protéger**, doivent être conservés. Toutefois, des travaux ayant pour effet de modifier ponctuellement la configuration des haies (abattage de quelques sujets) peuvent être autorisés dans le cadre d'une intervention très ponctuelle (création d'un accès, d'un cheminement doux, d'une aire de pique-nique ou de jeux...) ou en fonction de l'état sanitaire du ou des sujets concernés.

Une telle autorisation ne peut être en aucun cas délivrée pour une construction principale.

Cette autorisation pourra être assortie de mesures compensatoires telles que l'obligation de replantation concourant au maintien de l'identité de l'élément paysager.

**Les haies compensatoires identifiées au Règlement – Documents graphiques, à protéger pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme ou comme constituant des éléments de paysage à protéger au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme** doivent être maintenues et préservées de tout aménagement de nature à modifier leur caractère.

PLU des Cerqueux

Règlement écrit

Toutefois, des travaux ayant pour effet de modifier ou de porter atteinte à ces haies peuvent être autorisés :

- dans le cadre d'une intervention très ponctuelle (ouverture d'un accès viaire), pour les haies compensatoires identifiées comme constituant des éléments de paysage à protéger au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme,
- pour l'arrachage rendu nécessaire par le mauvais état sanitaire des sujets, conduisant à menacer la sécurité publique ou l'état sanitaires des autres sujets de la haie,

sous réserve que soit prévue une compensation à potentiel cumulatif équivalent dans ses fonctionnalités hydraulique (sens de plantation à la pente) et paysagère (essences locales tenant compte du changement climatique), pour un même linéaire de plantation.

#### ARTICLE UY-12 : RÉALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

---

**ARTICLE N-2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES**

**1 - RAPPELS :**

- Doivent faire l'objet d'une déclaration préalable, les travaux, installations et aménagements listés à l'article R.421-23 du Code de l'urbanisme et notamment à ce titre tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage (haie, patrimoine bâti ou zone humide) identifié en application des articles L.151-19 et L. 151.23 du code de l'urbanisme.
- Doit faire l'objet d'une déclaration préalable, sur l'ensemble du territoire communal, l'édification d'une clôture en application de l'article R.421-12-d) du Code de l'urbanisme, conformément à la délibération prise par le Conseil Municipal.

**2 – EXPRESSION DE LA RÈGLE :**

Sous réserve, dans l'ensemble de la zone :

- de ne présenter aucun danger ni entraîner aucune nuisance ou insalubrité pouvant causer des dommages ou troubles importants aux personnes, aux biens et aux éléments naturels ;
- d'être compatibles avec le caractère de la zone et les équipements publics existants ou prévus ;

51

**ne sont admises, pour les zones humides identifiées au titre de l'article L.151-23 au Règlement – Document graphique, que les occupations et utilisations du sol suivantes :**

- les extensions mesurées des bâtiments existants à la date d'approbation du PLU et situés à proximité ou au sein d'une zone humide, dans la limite de 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol ;
- les aménagements nécessaires à la conservation, la restauration, la mise en valeur de la zone humide, et sous réserve de satisfaire aux dispositions de la loi sur l'eau et du SDAGE Loire-Bretagne,
- les constructions, installations et ouvrages techniques liés ou nécessaires, soit à la réalisation d'infrastructures, soit à des services publics (réseaux, pylônes, transformateurs d'électricité, ...) qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux, et sous réserve de satisfaire aux dispositions de la loi sur l'eau et du SDAGE Loire-Bretagne.

**ne sont admises, pour les zones humides compensatoires identifiées au titre de l'article L.151-23 au Règlement – Document graphique, que les occupations et utilisations du sol suivantes, sous réserve de satisfaire aux dispositions de la Loi sur l'eau ainsi que du SDAGE Loire-Bretagne :**

- les aménagements nécessaires à leur conservation, leur restauration et leur mise en valeur.

**ne sont admises, dans le secteur NI que les occupations et utilisations du sol suivantes :**

- l'adaptation, la réfection et l'extension modérée de constructions existantes ;
- les constructions, installations et aménagements légers à vocation sportive, de loisirs et de détente ne remettant pas en cause le caractère naturel du secteur (terrain de sport, aire de jeux, aire de pique-nique ...) ;

## 2. Évolution du règlement graphique

### *a) L'évolution du zonage*

Le projet devait initialement être réalisé sur la zone 2AUy du règlement du PLU, au nord du site existant de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND. L'extension étant désormais envisagée à l'est du site, il convient de retirer cette zone 2AUy et de la flécher en zone agricole (A).

Une partie de la parcelle actuellement inscrite en A, à l'est du site actuel de l'entreprise, doit évoluer pour devenir une zone Uy d'une surface d'1,1 hectare, le projet étant en phase de finalisation.

### *b) L'inscription d'une protection des haies compensatoires*

Dans la poursuite de la mise en œuvre de la séquence ERC présentée à l'occasion de la modification de l'OAP, la protection des haies compensatoires apparaît comme un élément prégnant pour leur conservation.

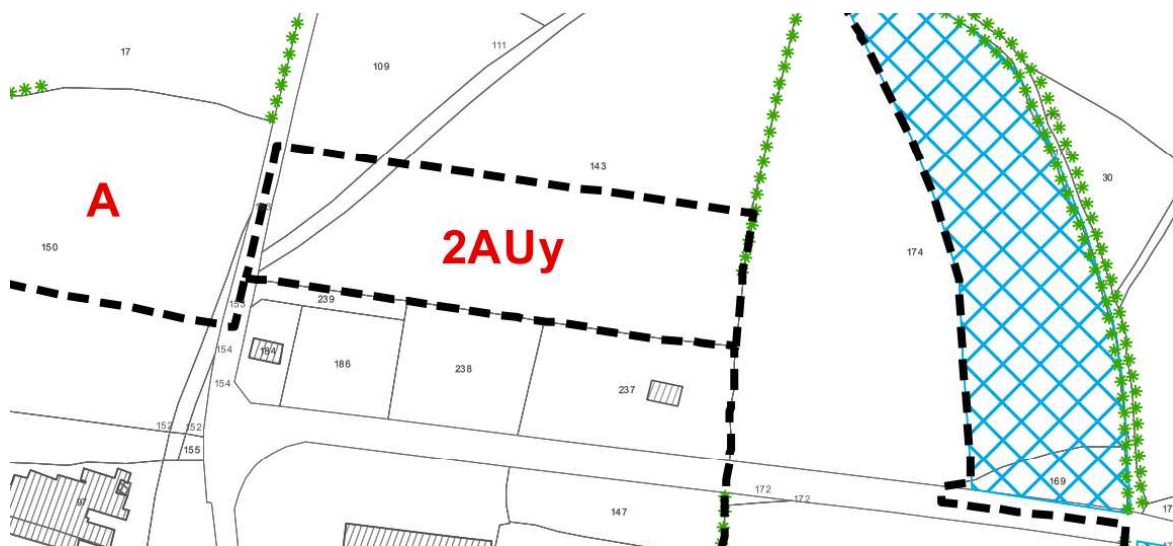
Dès lors, sur le pourtour nord et est du site d'extension, un linéaire de haies compensatoires à protéger pour des motifs d'ordre écologique, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, sera inscrit au règlement graphique. La vocation de ces plantations est de compenser la destruction de la haie existante entre le site actuel de l'entreprise et le périmètre d'extension.

Sur le secteur sud, le long de la route départementale, la haie à planter a plutôt vocation à compenser les impacts paysagers de l'implantation du projet. La protection conférée à ce linéaire est ainsi fondée sur l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.

### *c) L'inscription d'une protection de la zone humide compensatoire*

Par ailleurs, il est nécessaire d'insérer une protection surfacique pour une zone humide compensatoire, comme détaillé plus haut au sein de cette notice.

Compte tenu de l'utilisation d'une partie de la zone humide à protéger au PLU au titre de l'article L.151-23, pour la compensation de la destruction de la zone humide non protégée au PLU, il convient de créer une protection surfacique dédiée aux zones humides compensatoires à protéger.



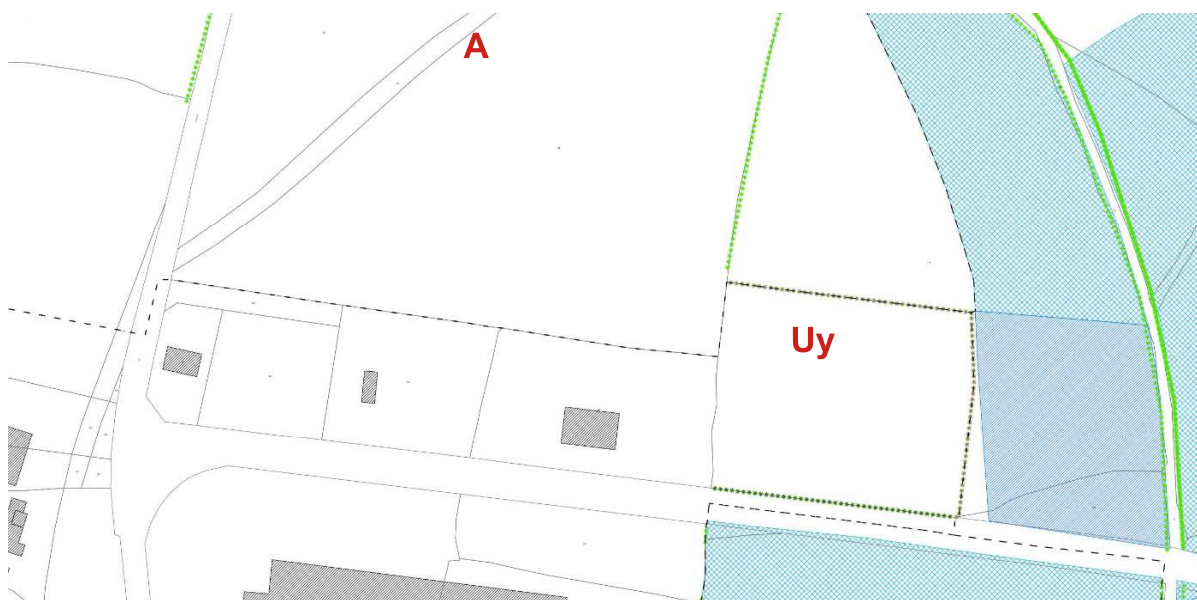
Extrait du Règlement graphique actuel

- ..... Haie constituante de la TVB protégée au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme
- ..... Haie compensatoire à protéger au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme
- ..... Haie compensatoire à protéger au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Zone humide de compensation protégée au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Pour information: zone humide effective recensée par le CPIE Loire-Anjou (2014)

Légende du règlement graphique actuel et futur



Extrait du règlement graphique envisagé



## D. Addendum au rapport de présentation

Le rapport de présentation doit être modifié de manière mineure (1), de même que son annexe (2).

### 1. Évolutions apportées au rapport de présentation

Le rapport de présentation établit dans sa partie 1 " Diagnostic urbain et socio-économique ", un constat de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, dans la sous-partie " localisation des activités ".

D'une part, une présentation de la situation de la zone d'activités figure aux pages 36-37. Cette dernière signale un périmètre de la zone d'activité des Loges ainsi que sa surface.

Il convient d'adapter le périmètre et de modifier la surface indiquée.

De plus l'activité de l'entreprise est décrite ainsi : *" installé dans la ZA des Loges, il occupe l'ensemble de la parcelle pour les bureaux, le parking et la station de lavage "*.

Compte tenu des aménagements à réaliser, il convient d'opérer des ajouts, tenant aux nouveaux aménagements qui seront réalisés. Il paraît également opportun d'ajouter la mention de la présence de la pompe à carburant.

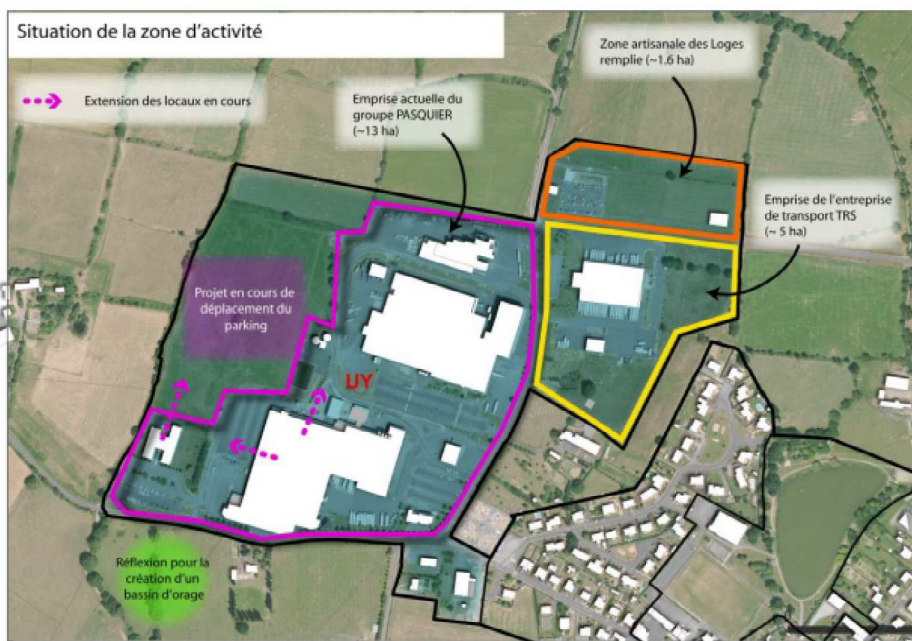
*Extrait du Rapport de présentation actuel, Partie 1 : Diagnostic urbain et socio-économique, page 37*

#### LA LOCALISATION DES ACTIVITÉS

##### LE GROUPE PASQUIER

Comme vu précédemment, la commune des Cerqueux est marquée par la présence de l'entreprise PASQUIER sur son territoire. Située à la sortie ouest du bourg, l'entreprise s'est développée sur environ 13 ha. À l'heure de l'élaboration du diagnostic, elle dispose de projets plus ou moins avancés :

- ⇒ Création d'un bassin d'orage (projet de récupérer la partie restée en eau pour la défense incendie)
- ⇒ Agrandissements des locaux administratifs et du bâtiment « brioche »
- ⇒ Déplacement de son espace de stationnement



37

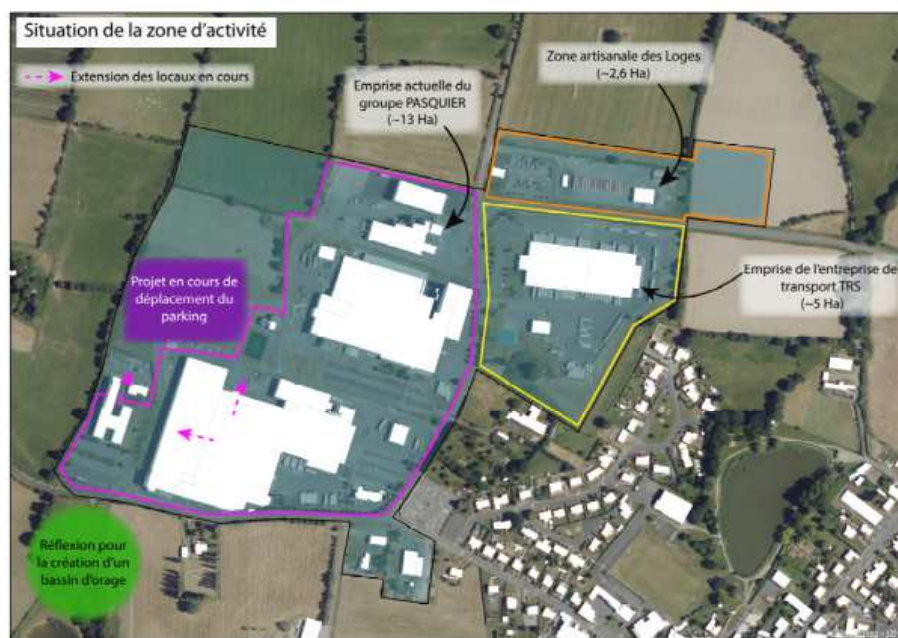


## LA LOCALISATION DES ACTIVITÉS

### LE GROUPE PASQUIER

Comme vu précédemment, la commune des Cerqueux est marquée par la présence de l'entreprise PASQUIER sur son territoire. Située à la sortie ouest du bourg, l'entreprise s'est développée sur environ 13 ha. À l'heure de l'élaboration du diagnostic, elle dispose de projets plus ou moins avancés :

- ⇒ Création d'un bassin d'orage (projet de récupérer la partie restée en eau pour la défense incendie)
- ⇒ Agrandissements des locaux administratifs et du bâtiment « brioche »
- ⇒ Déplacement de son espace de stationnement



### LES AUTRES ACTIVITÉS

Les autres activités présentes sur la commune sont :

- L'entreprise TRS : Installée sur environ 5 ha, l'entreprise dispose encore de réserves foncières pour s'étendre
- Les transports Brémond : Installé dans la ZA des Loges, il occupe l'ensemble de sa parcelle pour les bureaux, le parking ~~et~~ une station de lavage, ~~une station de carburant et un bâtiment de stockage.~~
- Un peintre : Installé dans la ZA des Loges, il occupe l'ensemble de sa parcelle pour les bureaux et un show-room

2. Annexe au rapport de présentation du PLU en application de l'article R.151-1 du code de l'urbanisme

Procédure	Date d'approbation	Exposé des motifs des changements apportés	Pièces modifiées
Élaboration	17 juillet 2017		
Modification simplifiée n°1	17 septembre 2018	Rendre possible la gestion des eaux pluviales alternative au " tout tuyau " dans les zones UH, UE et UY	Règlement écrit (UH4, UE4, UY4)
		Permettre les constructions d'aspect contemporain en zone UH, A et N	Règlement écrit (UH11, A11, N11)
Mise en compatibilité suite à déclaration de projet n°1	En cours	Déclarer d'intérêt général le projet d'extension de l'entreprise TRANS-PORTS BREMOND et mettre en compatibilité le PLU en conséquence	PADD OAP Règlement écrit (2AUy, Uy, N) Règlement graphique (2AUy, Uy, A, N)

# **PARTIE III : PRISE EN COMPTE DES NORMES SUPÉRIEURES**

## **I. Lien juridique avec les normes supérieures**

Seront examinés la compatibilité du projet avec les documents mentionnés à l'article L.131-4 et L.131-5 du code de l'urbanisme.

### **A. Compatibilité avec les documents cités à l'article L.131-4 du code de l'urbanisme**

L'article L. 131-4 du Code de l'urbanisme précise les documents avec lesquels les PLU doivent être compatibles, à savoir :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- 3° Les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du Code des transports ;
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Les dispositions relatives aux points 2° et 3° ne seront pas traitées en raison de l'absence de documents concernés sur le territoire.

#### **1. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)**

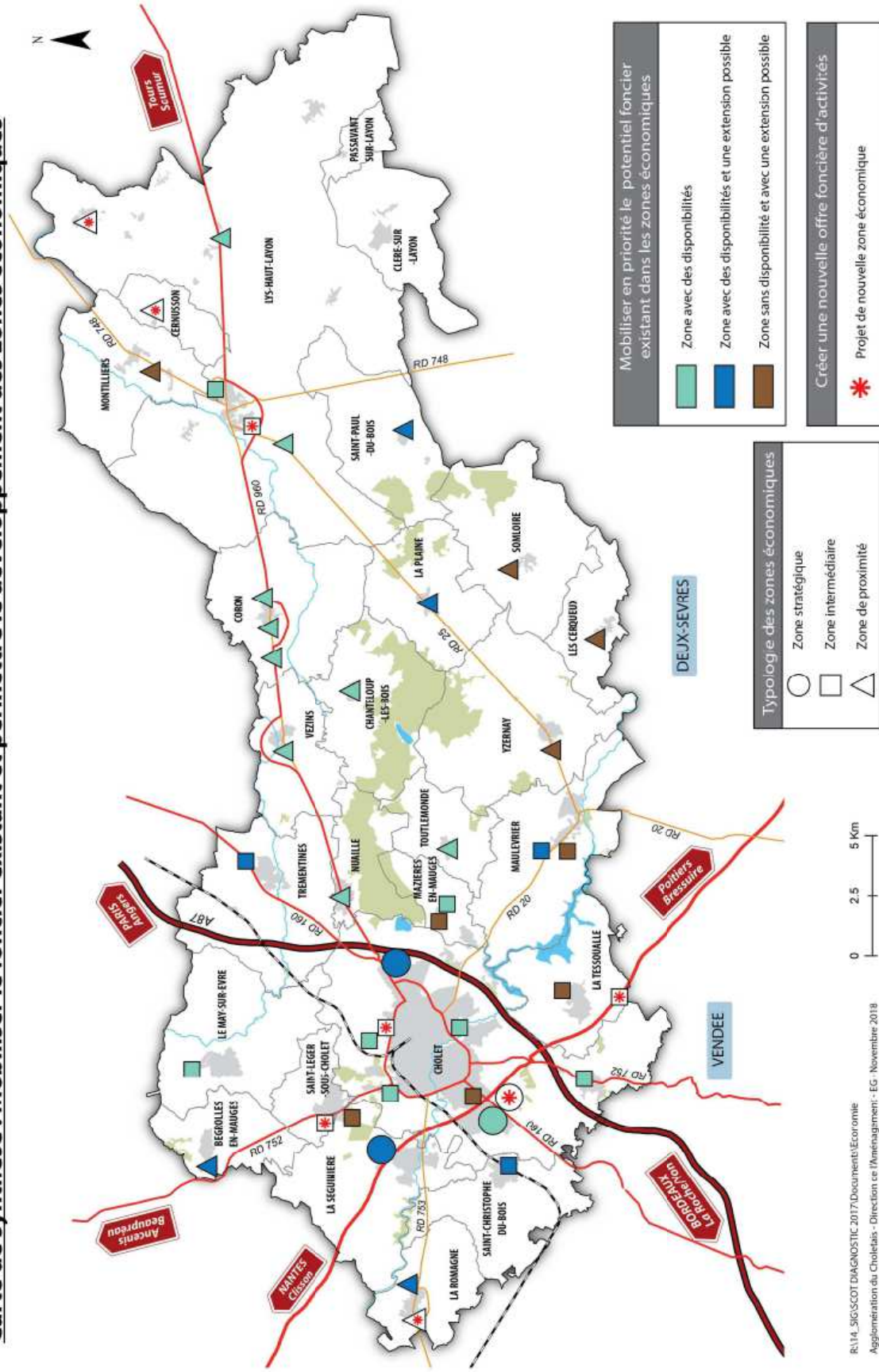
Le SCoT de l'AdC a été approuvé le 17 février 2020 par le Conseil de Communauté, pour la période 2019-2034. Il couvre l'ensemble de l'Agglomération, soit les 26 communes, pour un total de 104 864 habitants (2020).

Au sein du SCoT, les Zones d'Activités Économiques (ZAE) sont classées selon la typologie suivante :

- Les ZAE stratégiques, d'une surface globale avoisinant les 60 hectares et disposant d'une très bonne accessibilité routière,
- Les ZAE intermédiaires se situant en majorité dans les centralités relais, et n'ayant pas vocation à atteindre les 60 hectares de surface,
- Les ZAE de proximité, essentiellement situées dans les communes de proximité et les autres communes,

Aux Cerqueux, une zone de proximité est identifiée au nord de la commune: la zone des Loges, qui comprend notamment l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND. La carte ci-dessous, extraite du SCoT, recense les 3 grandes typologies des ZAE :

## Carte de synthèse : Mobiliser le foncier existant et permettre le développement des zones économiques



Au SCoT, une disponibilité foncière de 443 hectares est permise pour l'ensemble des ZAE et des entreprises hors ZAE, comprenant également les parcelles encore disponibles dans les ZAE. Parmi ces 443 hectares, 55,8 hectares sont dédiés aux ZAE de proximité, dont la zone des Loges aux Cerqueux fait partie.

	Remplissage	Extension	Nouvelle zone	TOTAL	Dont ha non localisés
ZAE stratégiques	68	53,3	69	190,3	/
ZAE intermédiaires	38	72	47	157	10
ZAE de proximité	19,8	31	5	55,8	2
Total ha	125,8	156,3	121	403,1	12
Entreprises hors ZAE	40		/	40	
TOTAL				443,1	

*Extrait du DOO du SCoT de l'AdC*

*Source : Agglomération du Choletais, 2022*

Au regard de la répartition des surfaces mises en évidence dans le tableau ci-dessus, le projet d'extension de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, qui était initialement prévu en continuité nord du site, fait partie des hectares consacrés à l'extension. Le projet n'a ainsi guère pour conséquence d'opérer des changements sur la répartition des hectares inscrite dans le tableau ci-dessus. Le SCoT indique que la commune des Cerqueux fait partie des zones dépourvues de disponibilité foncière, mais pour laquelle une extension est possible. Il en résulte que le projet s'intègre dans les 31 hectares dédiés à l'extension. Par ailleurs, la surface nécessaire à l'extension (1,1 hectare) est inférieure à la surface initialement dédiée à l'extension (1,8 hectare) au PLU actuel.

Le SCoT met en avant trois principaux axes stratégiques définis dans le DOO lesquels sont :

- Axe 1 : conforter le Choletais comme territoire entreprenant
- Axe 2 : accroître l'attractivité résidentielle dans un territoire multipolaire
- Axe 3 : renforcer la qualité de vie des choletais

Les trois axes du SCoT se déclinent en un ensemble d'orientations, lesquelles sont retranscrites dans le tableau suivant :



<b>Axe 1 : Conforter le choletais comme territoire entreprenant</b>	<b>Orientations du SCoT</b>	<b>Compatibilité avec le projet d'extension de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND</b>
		<p>La Zone des Loges est comprise dans les zones de proximité pour lesquelles une enveloppe foncière totale de 55,8 hectares est dédiée. L'extension initiale de l'entreprise s'inscrivait sur un foncier zoné 2AUy au PLU des Cerqueux, d'une surface d'1,8 hectare. La future extension prévue à l'ouest de l'entreprise actuelle, occupera un foncier d'une surface de 1,1 hectare. Ainsi, seuls 1,1 hectares seront retirés de la surface dédiée à l'extension au sein du SCoT.</p> <p>L'entreprise est une Petite ou Moyenne Entreprise (elle compte moins de 250 salariés et son chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions d'euros) ; le Document d'Orientation et d'Objectifs prévoit ainsi (objectif I.2) de permettre des extensions mesurées dans les zones de proximité ; le projet s'inscrit ainsi dans les objectifs du document.</p> <p>Non concerné</p>
<b>Axe 2 : Accroître l'attractivité résidentielle dans un territoire multipolaire</b>	Conforter et relancer l'activité commerciale en centralité, tout en optimisant les espaces de périphérie existants	Non concerné
	Conforter l'agriculture et la viticulture comme une force de l'économie locale et une richesse	Le projet doit s'implanter sur une zone agricole. Le projet tel que prévu par le PLU actuel prévoyait l'implantation du projet sur une zone agricole où s'exerce une agriculture labellisée biologique. L'implantation à l'est plutôt qu'au nord favorise ainsi le moindre impact agricole, et la richesse des activités locales.
	Poursuivre le développement touristique	Non concerné
	Dynamiser la production de logements	Non concerné
	Favoriser le renouvellement du parc existant	Non concerné
	Développer une offre de logements diversifiée	Non concerné

<b>Axe 3 : Renforcer la qualité de vie des choletais</b>	Préserver et mettre en valeur l'identité du territoire	<p>La réalisation du projet n'impactera aucun élément protégé au sein du règlement graphique du PLU. La protection de la zone humide sera par ailleurs renforcée par son inscription en zone humide compensatoire au sein de l'OAP et du règlement graphique.</p> <p>Un linéaire de haie identifié par le CPIE à préserver sera supprimé, mais dans une moindre mesure : seuls 57 mètres sur les 268 seront impactés. Par ailleurs, un chêne présent sur ce linéaire sera conservé. 320 mètres linéaires de haies seront plantés.</p> <p>La plantation d'arbres assurera la bonne insertion paysagère du projet.</p>
	Favoriser un développement économe en ressources et en énergie	<p>L'essence du projet consiste pour l'entreprise à disposer d'un espace de stockage à proximité immédiate de son client principal, aux Cerqueux. Aucune des friches identifiées sur la commune ne comporte une surface suffisante pour permettre la réalisation du projet. L'accueil du projet dans le tissu urbain n'est ainsi guère possible.</p> <p>En revanche, l'assiette du projet est moins consommatrice en foncier agricole que le projet prévu au PLU initialement (1,1 ha au lieu de 1,8). L'extension est ainsi limitée.</p> <p>La protection de la zone humide à préserver sera renforcée (zone humide compensatoire).</p> <p>Le projet n'induit pas d'effluents supplémentaires.</p> <p>Le bâtiment construit sera conforme à la RE 2020, ainsi doté d'une haute performance énergétique. Des panneaux photovoltaïques seront installés sur ce futur bâtiment, ainsi que sur le bâtiment de stockage actuel.</p>
	Réduire l'exposition des personnes et des biens aux risques, nuisances et pollutions	<p>Le projet ne créera pas de risques ou de nuisances supplémentaires. Il n'occasionnera notamment pas d'augmentation du trafic des poids lourds.</p> <p>De plus la séparation des accès véhicules légers et poids lourds assurera une plus grande sécurité des flux de circulation.</p> <p>La commune n'est pas concernée par le risque inondation.</p>
	Améliorer l'offre de mobilité et l'accessibilité du territoire	Non concerné
	Conforter l'offre d'équipements et de services	Non concerné

## **2. Le Programme Local de l'Habitat (PLH)**

Le PLUi de Cholet Agglomération est en cours d'élaboration et comportera un volet habitat par l'élaboration d'un PLH. Le nouveau PLH étant en cours d'élaboration, il s'agit de se référer au PLH approuvé précédemment par l'ancienne Communauté d'Agglomération du Choletais (CAC). Le PLH a été approuvé par délibération du Conseil de Communauté de l'ancienne CAC le 17 mars 2014. Il fixe, pour la période 2014-2020, les grandes orientations générales en matière d'habitat, qui sont les suivantes :

- Favoriser les parcours résidentiels des ménages au sein de l'agglomération
- Améliorer l'attractivité globale du parc de logements
- Prendre en compte l'ensemble des besoins spécifiques en logements
- Animer le PLH, l'alimenter par l'observation des marchés locaux
- L'enjeu du développement durable : une orientation transversale

La déclaration de projet de ce présent rapport ne prévoit pas d'évolution en matière d'habitat, et par conséquent aucune des orientations du PLH citées précédemment n'est affectée. La compatibilité du PLU des Cerqueux avec le PLH de l'ancienne CAC n'est alors pas remise en cause.

## **B. Documents cités à l'article L.131-5 du code de l'urbanisme**

L'article L. 131-5 du Code de l'urbanisme précise que les Plans Locaux d'Urbanisme doivent prendre en compte le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET), prévu à l'article L. 229-26 du Code de l'environnement, ainsi que les Schémas Départementaux d'Accès à la Ressource Forestière (SDARF).

Les Plans Climat Énergie Territorial (PCET), rendus obligatoires en 2010 par la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE), pour les collectivités de plus de 50 000 habitants, ont été remplacés par les PCAET, en 2015 par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

En 2011 et conformément à la loi ENE rendant obligatoire les premiers PCET, l'ancienne CAC a adopté son PCET pour la période 2014-2020. Actuellement, le PCAET à l'échelle du nouveau périmètre de Cholet Agglomération est en cours d'élaboration. L'intégralité du territoire de l'agglomération n'étant actuellement pas couvert par un PCAET, l'examen de la compatibilité avec ce document est sans objet.

Par ailleurs, le Maine-et-Loire n'est pas couvert par un SDARF.

# **PARTIE IV : ÉTUDE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

Il est requis d'examiner les incidences potentielles du projet de l'entreprise sur l'environnement. Un certain nombre d'éléments sont considérés dans le cadre de cette étude. Seront ainsi détaillées les incidences potentielles ou non du projet sur les espaces naturels, les continuités écologiques et la biodiversité (I), sur le paysage et le patrimoine (II), sur la préservation de la ressource en eau (III), sur les risques et les nuisances (IV) et enfin sur les contraintes d'urbanisme (V).

Toutefois, l'ensemble des incidences potentielles du projet sur l'environnement sont traitées au sein de l'évaluation environnementale relative à la procédure et jointe au dossier. L'état initial de l'environnement y est amplement plus détaillé. Les éléments abordés ici sont ainsi plus sommaires.

## **I. Biodiversité, continuités écologiques et espaces naturels**

Il convient de déterminer les incidences potentielles du projet sur les espaces naturels protégés (A), les continuités écologiques (B) et la biodiversité (C).

### **A. Les espaces naturels protégés**

#### ***Site Natura 2000***

Le projet ne s'inscrit sur aucun site Natura 2000, le plus proche étant localisé à 11 km à l'est de la zone d'étude. La " VALLEE DE L'ARGENTON " (ZSC FR5400439) est un éco-complexe de petites vallées encaissées dans les granites à biotite du socle paléozoïque associant des éléments géomorphologiques et des habitats très originaux dans le contexte régional (à titre d'exemple, sont présentes des pelouses calcifuges oligotrophes, des falaises rocheuses ou encore des rivières à courant rapide).

#### **Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)**

Aucune ZNIEFF n'est répertoriée sur l'emprise du projet. Plusieurs ZNIEFF sont cependant présentes à proximité du site :

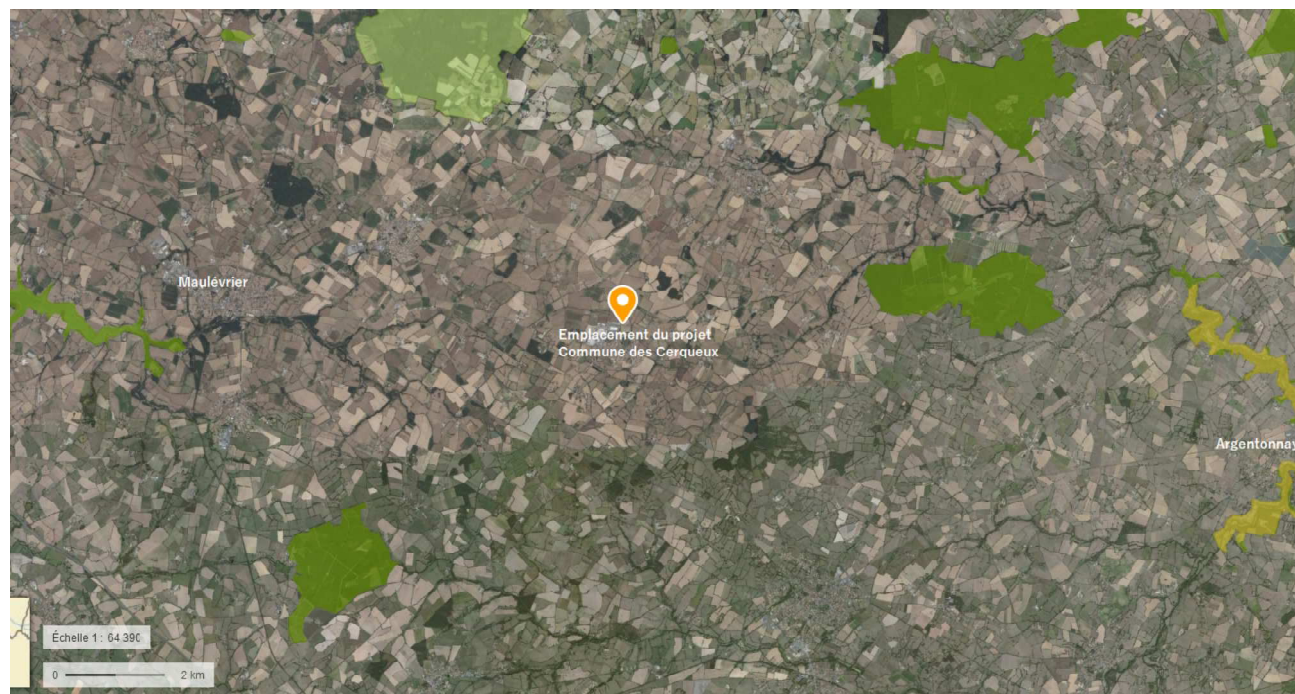
- à 4,9 kilomètres au nord-ouest du site, la ZNIEFF de type 2, n°520004464 Massif Forestier de Nuaillé-Chanteloup,
- à 4,9 kilomètres à l'est du site d'étude, la ZNIEFF de type 1, n°520006863 Bois de la Maisonnette,
- à 5,5 kilomètres au nord de la zone d'étude, la ZNIEFF de type 1, n°520004462 Étang de la Thibaudière,
- à 6,3 kilomètres au nord-est du site d'étude, la ZNIEFF de type 1, n°520016284 Bois d'Anjou,
- à 6,6 kilomètres au sud-ouest de la zone d'étude, la ZNIEFF de type 1, n°520015620 Forêt de Boissière,
- à 6,6 kilomètres au nord-ouest du site d'étude, la ZNIEFF de type 1, n°520012922 Carrière de Fiole et côteaux voisins.

Compte tenu de la distance substantielle entre le site du projet et les différentes ZNIEFF énumérées, aucun lien direct ou indirect n'est avéré entre le terrain d'assiette de l'extension et les habitats et espèces répertoriés au sein de ces ZNIEFF.



### Autres protections du patrimoine naturel

Un Espace Naturel Sensible (ENS) est répertorié à 6,6 kilomètres de la zone d'étude (Carrières et côteaux de Fiole). Le site RAMSAR le plus proche est localisé à 45 kilomètres des Cerqueux (Basses Vallées Angevines).



ZNIEFF de type II



ZNIEFF de type I



Site Natura 2000 (Directive Habitats)

*Localisation des sites naturels sensibles  
les plus proches du projet*

*Source : Géoportail, 2023*

Ainsi, le site d'implantation du projet n'est concerné par aucun périmètre de protection des espaces naturels énoncés ci-dessus. L'éloignement des sites protégés par rapport au projet rend les interactions entre les sites faibles. Les évolutions qui seront permises par la mise en compatibilité du document d'urbanisme n'engendrent dès lors aucune incidence notable prévisible sur le patrimoine naturel.

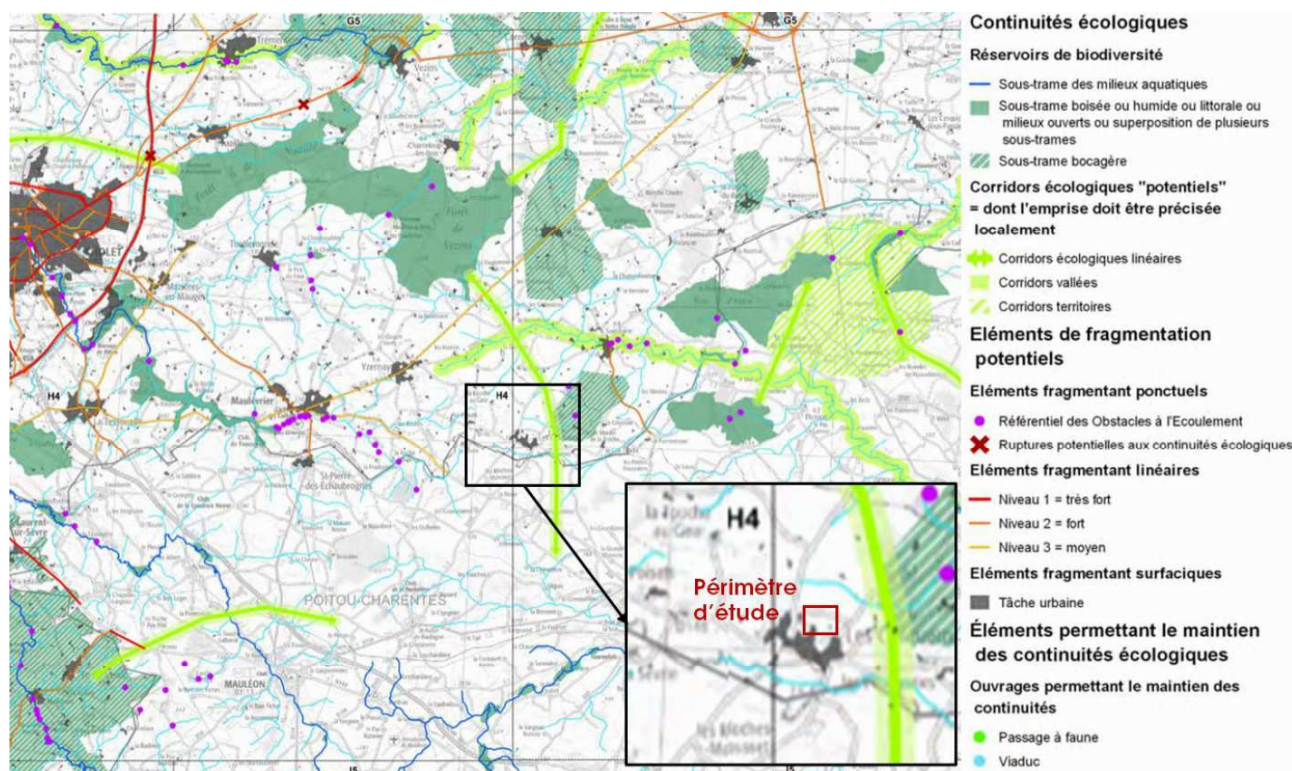
## B. Les continuités écologiques

Les continuités écologiques sont généralement matérialisées dans le cadre des documents de planification par les Trames Vertes et bleues (TVB). Elles signalent les zones qui concentrent les mouvements des espèces animales sur un territoire.

### À l'échelle régionale

Au niveau de la région des Pays de la Loire, les continuités écologiques sont répertoriées au sein de son Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) adopté en 2015. Ce document présente les grandes orientations stratégiques du territoire régional en matière de trames vertes et bleues. Les caractéristiques des continuités écologiques dans cette région reposent notamment sur la façade littorale atlantique, les vastes zones humides, la vallée de la Loire et son estuaire, un réseau hydrographique dense, une occupation du sol variée (espaces artificialisés, espaces naturels), une prépondérance du bocage et des milieux forestiers peu présents.

Le site d'étude est localisé en continuité de la tâche urbaine du bourg des Cerqueux. Il est ainsi localisé en continuité urbaine, en dehors des sous-trames écologiques et en dehors des corridors.



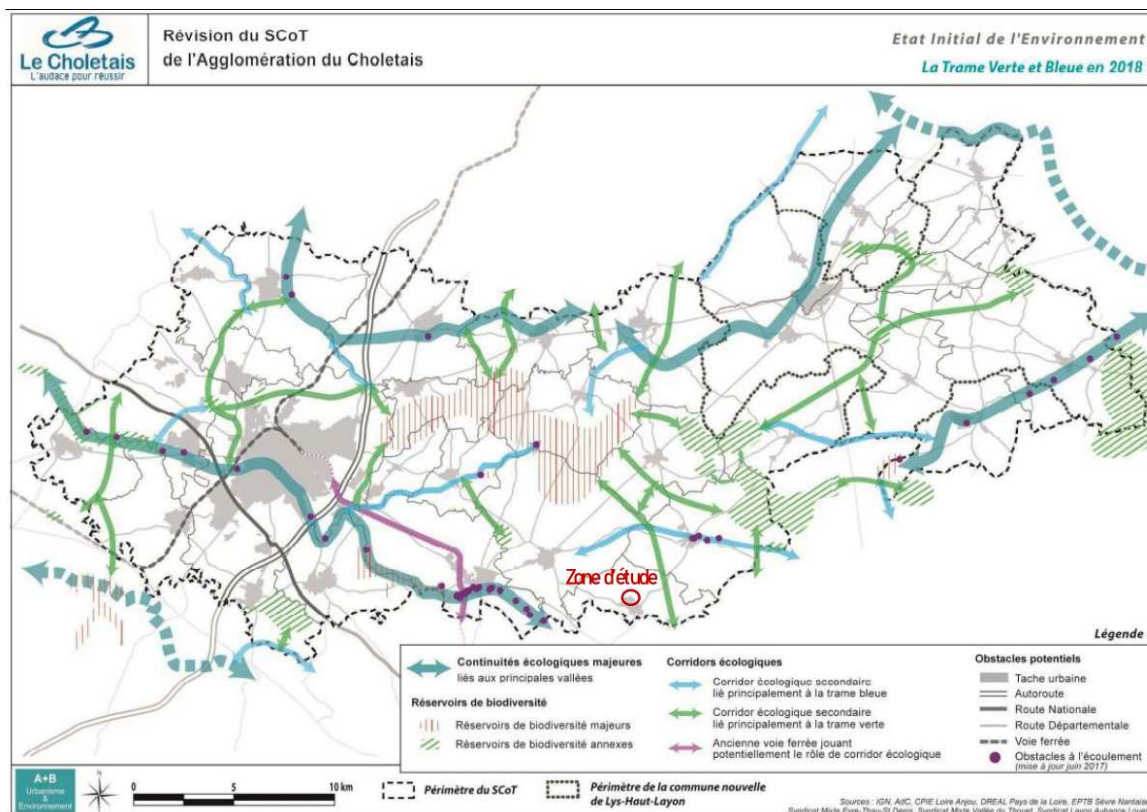
Zoom sur le site d'étude au sein des continuités répertoriées par le SRCE  
Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023

### À l'échelle intercommunale

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'AdC a été approuvé en 2020. L'identification des TVB qu'il présente résulte de l'analyse des éléments du SRCE, mais également d'études et de concertations réalisées à l'échelle des territoires des Mauges, du Choletais et du Layon.

La cartographie relative à l'état initial de l'environnement du SCoT permet d'observer que le projet se situe en continuité d'une tâche urbaine (soit un obstacle potentiel à la biodiversité) constituée par le bourg de la commune. À proximité sont également signalées des continuités écologiques (la forêt de Vezins ainsi que la Vallée de l'Argenton), qui permettent d'assurer la circulation des espèces.



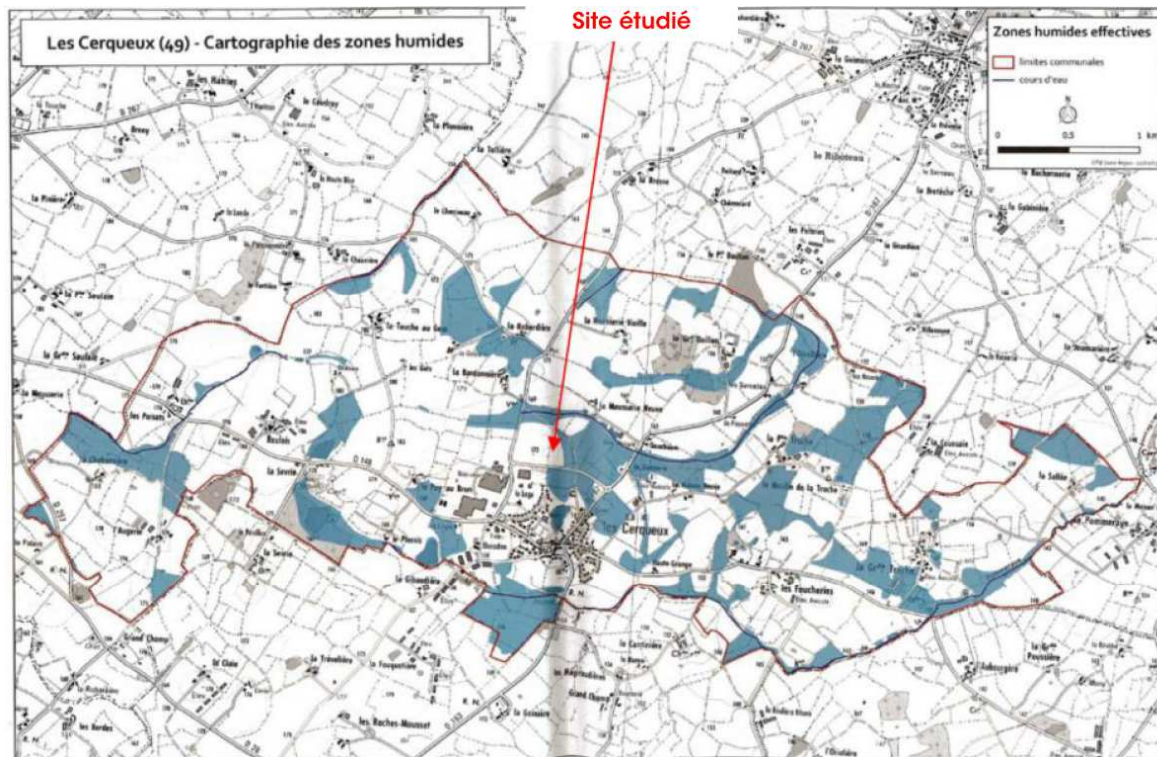


Extrait du SCoT de l'AdC, La Trame Verte et Bleue en 2018  
Source : THEMA ENVIRONNEMENT, 2023

### À l'échelle communale – détermination de la présence de zones humides

Le PLU des Cerqueux recense des zones dites humides à proximité immédiate du projet, comme développé au sein de la présente notice. Elles sont protégées réglementairement au sein du document d'urbanisme, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

De fait, cet inventaire avait permis à la commune de délimiter les terrains pré-identifiés pour envisager une extension de l'entreprise (zonage 2AUy).



Source : Rapport d'Évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023

### **À l'échelle du projet – résultat des études zones humides**

Un diagnostic a été réalisé par un bureau d'étude, dans le cadre la rédaction d'un dossier d'incidence Loi sur l'Eau pour l'extension de l'entreprise. L'inventaire a été réalisé sur un secteur fléché pour l'extension de l'entreprise en 2020.

Le bureau d'étude alors mandaté avait chiffré la surface de zone humide affectée par le projet à 8 500 m<sup>2</sup>. Le calcul de la surface impactée comprenait l'emprise au sol du bâtiment, les voies de circulation et la surface des bassins de régulation.

Depuis la réalisation de cette étude, le projet a évolué dans ces différentes composantes, bien que le secteur reste le même.

Désormais, la surface de zone humide présente sur le périmètre du projet s'élève à 9 843 m<sup>2</sup>. Cependant, la surface de zone humide impactée sera moindre, s'élevant à 8 350 m<sup>2</sup>. Ce chiffrage prend en compte : le bâtiment, les voiries, les parkings et les bassins de régulation (voir *Rapport d'évaluation environnementale, Partie IV, Évaluation des incidences notables prévisibles et mises en œuvre pour éviter, réduire et/ou compenser les incidences*, 4.3, page 125). Des espaces verts seront présents sur le site d'extension et ne subiront dès lors pas d'atteinte de leur structure lors de la réalisation du projet.

Ci-dessous, sont présentées les évolutions des impacts de zone humide entre le premier présenté en 2020 et le projet actuel :

Projet	Surface de la zone humide concernée	Localisation de la zone humide	Compensation de la zone humide	Observations
Projet de 2020	8 500 m <sup>2</sup>	Terrain d'assiette actuel + au nord de ce dernier	8 000 m <sup>2</sup> à l'est du site d'extension	Projet fourni à l'appui du dossier loi sur l'eau ayant conduit à la délivrance du récépissé
Projet de 2023	9 843 m <sup>2</sup>	Terrain d'assiette actuel	8 120 m <sup>2</sup> à l'est du site d'extension	Sur cette surface, seuls 8 350 m <sup>2</sup> de zone humide seront impactés

La zone humide impactée ne présente toutefois pas d'intérêt écologique particulier. En effet, elle est localisée sur une parcelle actuellement en monoculture et n'abrite aucune espèce patrimoniale. Les fonctionnalités de cette zone humide de plateau sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Fonctionnalités	Etat actuel	Etat futur
Ecologique	Mauvaise	Moyenne
Hydrologique	Médiocre	Bonne
Biogéochimique	Médiocre à moyenne	Bonne
Etat global	Médiocre	Bonne

*Tableau présentant les fonctionnalités actuelles et futures de la zone humide*

*Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023*

Il ressort de l'évaluation environnementale réalisée que la zone humide présente actuellement peu d'intérêt, qu'il soit écologique, hydrologique ou biogéochimique. Son état global est jugé médiocre.

Les mesures de compensation prévues par le dossier loi sur l'eau qui seront mises en œuvre dans la cadre de la réalisation du projet permettront d'améliorer les fonctionnalités de la zone humide, comme mis en évidence dans le tableau précédent. La destruction de la zone humide sur 8 350 m<sup>2</sup> sera compensée par la mise en place d'une prairie permanente alimentée en eau par les bassins de rétention, sur une superficie de 8 120 m<sup>2</sup>, laquelle est supérieure à celle prévue par le dossier loi sur l'eau (8 000 m<sup>2</sup>). Les compensations prévues doivent permettre de réalimenter en eau le secteur grâce à l'action des bassins de rétention et de régulation. L'infiltration des eaux permettra d'améliorer la régulation des eaux et conduira in fine à renforcer les fonctionnalités de la zone humide.

Ainsi, si le projet doit impacter une zone humide en état jugé médiocre, la mise en place des mesures de compensation permettra d'améliorer nettement les fonctionnalités de la zone humide localisée à l'est du site.

## C. Biodiversité

Des études faunes, flore, habitats ont été réalisées sur le site du projet afin de déterminer le contexte écologique du secteur, dans le cadre de l'évaluation environnementale de la présente procédure. Réalisés en juin et juillet 2022, les inventaires permettent ainsi de dresser un état initial de l'environnement du site du projet.



Le contenu et le résultat de ces études sont détaillées au sein de l'évaluation environnementale (partie 3- Description de l'état initial, 3.1.6. Flore/habitats page 61, et 3.1.7. Faune, page 68). Il ne sera que brièvement fait état ici des conclusions qui peuvent être tirées de ces relevés.

Ces études établissent que le site étudié présente des milieux propices à de nombreuses espèces patrimoniales. Parmi les habitats répertoriés figurent une prairie mésophile de fauche, un champ cultivé intensivement, des haies arborées, une haie arbustive, une fruticée à prunelliers et ronces, des ronciers. Ces habitats sont communs ; aucun habitat communautaire n'est identifié. L'enjeu écologique des habitats recensés a été jugé faible.



Carte figurant les habitats présents sur le terrain d'assiette du projet

Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023

Parmi les espèces floristiques répertoriées, aucune espèce protégée ou patrimoniale n'a été identifiée lors des inventaires. Il n'a pas été recensé d'espèce végétale invasive.

Les inventaires faunistiques révèlent :

- la présence de 28 espèces d'oiseaux, au sein du périmètre d'étude et ses abords, dont 22 espèces protégées au titre des législations française et européenne et 5 figurent sur les listes rouges d'oiseaux nicheurs menacés dont le statut de conservation est défavorable.

À la lumière de l'ensemble des éléments attestant de la présence de ces espèces, la sensibilité écologique vis-à-vis des oiseaux est jugée modérée.

- l'absence d'espèce de reptile sur le site du projet. Il n'est toutefois pas exclu que des espèces connues sur la commune fréquentent le lieu, compte tenu de la diversité d'habitats disponibles, notam-

ment favorables à des espèces protégées au titre de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021<sup>5</sup> fixant la liste des amphibiens et reptiles représentés sur le territoire.

Le rapport d'évaluation environnementale conclut à une sensibilité écologique faible vis-à-vis des reptiles.

- l'absence de toute espèce d'amphibien. Compte tenu des habitats présents peu propice à leur présence (absence de point d'eau), leur présence potentielle n'est pas avérée. Il en découle une sensibilité écologique vis-à-vis des amphibiens jugée faible.

- l'absence de toute espèce de mammifère terrestre. Les habitats compris dans le secteur (monocultures intensives bordées de haies) sont toutefois propices à la présence de telles espèces. Par ailleurs, un arbre, potentiel gîte à chiroptère a été identifié, bien qu'aucun individu n'ait été observé.

Ainsi, la sensibilité écologique vis-à-vis des mammifères terrestres est jugée très faible à faible.



**Figure 24 : Localisation de l'arbre gîte potentiel pour les chiroptères au sein du périmètre d'étude**

Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023

## **D. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation**

La démarche éviter, réduire, compenser (ERC) a été menée dans le cadre du projet.

### 1. Mesures d'évitement

Sur le plan environnemental, la définition du périmètre du projet a tenu compte des protections existantes au règlement graphique du PLU des Cerqueux.

En effet, le périmètre d'extension ne se superpose ni à la haie constituante de la TVB protégée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, ni à la zone humide protégée au même titre, au plan graphique du règlement.

Par ailleurs, la présence d'un chêne pédonculé, potentiel gîte à chiroptère au sein de la haie arborée située au nord du site a été prise en compte : il sera conservé.

De plus, la réalisation du projet sur la zone agricole située à l'est du site actuel de l'entreprise, en lieu et place de l'extension prévue en zone 2AUY au PLU des Cerqueux, permet d'éviter la destruction d'une terre cultivée en agriculture biologique.

### 2. Mesures de réduction

Plusieurs mesures de réduction ont été déployées dans le cadre de ce projet.

D'une part, la surface de terre exploitée en agriculture sera réduite, par rapport au projet prévu par le document d'urbanisme actuel. En effet, ce sont 1,1 hectare qui seront impactés au lieu de 1,8 hectare. De plus, la réduction de la surface du projet permet également de limiter son impact sur les habitats des espèces.

D'autre part, afin de prendre en compte les caractéristiques du milieu, il a été décidé de conserver la majeure partie de la haie arborée située au nord du site, afin de réduire les atteintes au milieu. Seuls 7 mètres de linéaires de haies seront ainsi détruits.

### 3. Mesures de compensation

Enfin, des mesures de compensation doivent être mis en œuvre lors de la réalisation opérationnelle du projet, et seront notamment inscrites au sein de l'OAP relative à l'extension de la ZAE des Loges.

En premier lieu, une zone humide de compensation sera inscrite au sein de l'OAP et également protégée réglementairement, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

En deuxième lieu, des haies devront être plantées sur le pourtour de l'extension de l'entreprise (zone UY), afin de compenser la perte des 7 mètres de linéaires de haie arborée. Est ainsi attendue la création d'environ 320 mètres de linéaires de haie bocagère, comme prescrit au sein de l'OAP. Les plantations devront être des espèces non invasives et adaptées au changement climatique. Elles seront favorables au cortège faunistique et créeront de nouveaux habitats d'espèces. Elles seront également protégées au plan réglementaire.

## II. Paysage et patrimoine

La protection du paysage doit s'apprécier compte tenu des éléments naturels paysagers puis des éléments de patrimoine bâtis.

### *Éléments naturels paysagers*

La commune des Cerqueux, se situe au sein de l'unité paysagère des " Bocages vendéens et maugeois ", conformément à l'Atlas des Paysages des Pays de la Loire ". Ce type de paysage est caractérisé par une alternance de plateaux aux ondulations souples et de vallées encaissées et sinueuses présentant des aplombs rocheux ou des séquences de chaos granitiques.

Le périmètre d'étude est plus particulièrement localisé au sein de la sous-unité du bocage dense de la forêt de Vezins. Ce secteur bocager relativement dense est cloisonné entre la forêt de Vezins et celle de Nuaillé. Il est marqué, au niveau du relief, par des vallées parallèles. Le bocage dense s'appuie également sur les pentes de la colline des gardes.

Localisée au nord du bourg des Cerqueux et ainsi des zones urbanisées, TRANSPORTS BRÉMOND est jouxtée par l'entreprise PASQUIER, qui se caractérise par des bâtiments relativement hauts, constituant une barrière visuelle. Une seconde barrière visuelle entre le bourg et l'entreprise est identifiable au sud du site d'extension, incarnée par l'entreprise TRS.

À l'est du site, des haies existantes, la route départementale ainsi que les constructions d'habitations limitent les covisibilités entre l'entreprise et sa future extension vis-à-vis des habitations. Ces haies jouent un rôle paysager non négligeable, assurant un rôle de transition douce entre l'espace agricole et naturel et l'entrée dans la zone d'activités.

La topographie des lieux permet à l'entreprise d'être peu visible depuis le nord est du site.

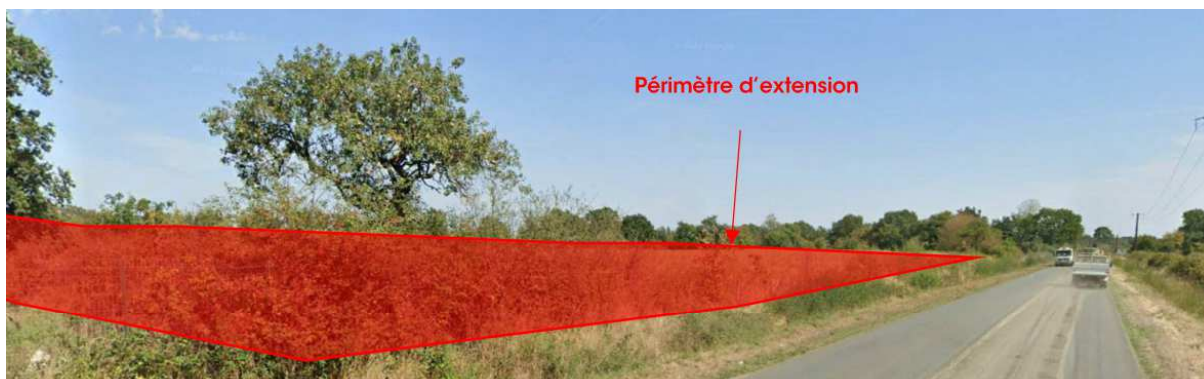
Ci-dessous sont présentées quelques prises de vues extraites du rapport d'évaluation environnementale et qui permettent d'observer l'insertion paysagère du projet.



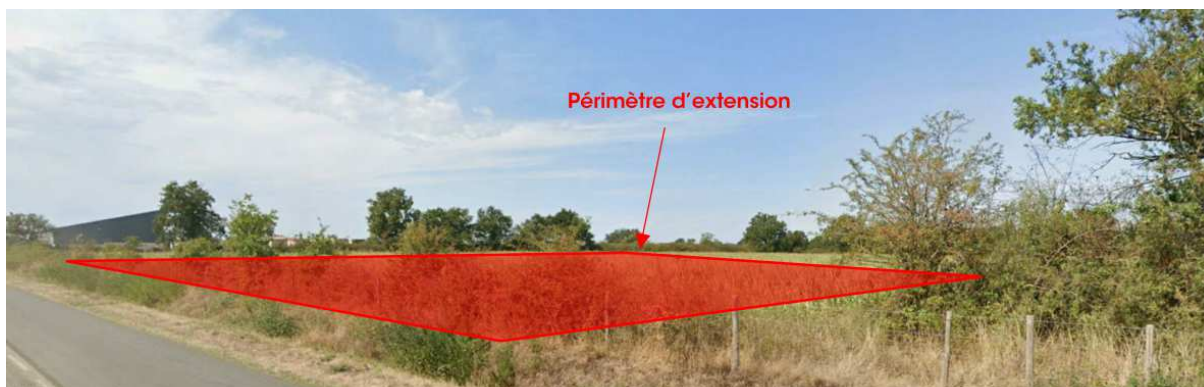




*Vue 1 : Photographie prise depuis l'entrée dans la Zone d'activités des Loges  
Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023*



*Vue 2 : Photographie prise depuis la route départementale 148, à l'ouest du périmètre d'extension  
Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023*



*Vue 3 : Photographie prise depuis la route départementale 148, à l'est du périmètre d'extension  
Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023*





*Vue 4 : Photographie prise depuis la route située au nord ouest du secteur d'extension*

*Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023*

Les impacts paysagers du projet seront compensés par la plantation d'une haie bocagère et arbustive sur les pourtours de l'entreprise telle que prévue par l'OAP. La haie qui sera plantée au sud de l'extension, le long de la RD 148 sera d'ailleurs protégée au règlement graphique en tant que haie compensatoire à protéger au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. La vocation paysagère de cette haie est ainsi mise en valeur et sa préservation assurée au sein du document d'urbanisme en évolution.

### ***Éléments de patrimoine bâti***

Aucun élément de patrimoine architectural ou archéologique n'a été identifié sur le terrain d'assiette du projet. Il est recensé sur la commune, la présence de l'église Saint Jean-Baptiste, identifiée comme entité archéologique. Ce site est localisé en centre-bourg. La distance entre les deux sites est suffisamment conséquente pour conclure à l'absence d'incidence.

En conséquence, aucune incidence n'est à prévoir sur le patrimoine bâti.

## **III. La préservation de la ressource en eau**

La prise en compte de la préservation de la ressource en eau s'effectue à la lumière de la gestion des eaux pluviales (A), de l'alimentation en eau potable (B) et de la gestion des eaux usées (C).

### **A. Gestion des eaux pluviales**

Sur la commune, la collecte des eaux pluviales est assurée par un réseau séparateur de canalisation dans le bourg et par un réseau de fossé sur le reste du territoire communal.

Les eaux pluviales de l'entreprise sont actuellement recueillies et dirigées vers un bassin régulateur situé au sud-est du site, puis sont rejetées dans le fossé présent au niveau de la RD148. Les eaux de toiture du bâtiment en préfabriqués sont rejetées directement dans le fossé.

Le dossier Loi sur l'eau réalisé en 2020 et 2021 a prévu de maintenir les écoulements existants pendant une période de 10 ans. De plus, deux bassins de rétention doivent être mis en place sur le pé-

rimètre de l'extension. Le premier bassin, situé le plus à l'ouest, collectera le bassin versant (c'est-à-dire les eaux provenant de la partie ouest de l'extension) ; le débit sera régulé ce qui permettra aux eaux de s'épandre à l'est de l'extension pour alimenter la zone humide. Le second bassin aura également pour rôle d'alimenter la zone humide par une régulation du débit.



### **Modalités de gestion des eaux pluviales prévues dans le dossier Loi du l'eau**

Source : Rapport d'évaluation environnementale, THEMA ENVIRONNEMENT, 2023

## **B. Alimentation en eau potable**

La commune est concernée par le périmètre de protection du captage de Ribou. Le terrain d'assiette du projet est toutefois situé en dehors du périmètre de protection ainsi que de l'aire d'alimentation de captage.

Le bâtiment à créer aura pour vocation principale le stockage de marchandises. Cependant, une partie vestiaire et sanitaire sera intégrée au sein du bâtiment. Compte tenu du nombre d'employés (42) déjà présent et de la consommation d'eau estimée pour ce type d'entreprise (40 L/j par employé), le projet n'est pas susceptible de générer une pression supplémentaire sur la ressource en eau potable.

## **C. Gestion des eaux usées**

Le bourg de la commune est équipé d'un réseau de collecte et de traitement des eaux usées. Des travaux de mise aux normes ont été réalisés et d'autres doivent intervenir prochainement. Les rejets de la station d'épuration s'effectuent dans le ruisseau de la Pommeraye.

La réalisation de l'extension de l'entreprise ne créera pas d'effluents supplémentaires. Dès lors, aucune incidence sur le réseau de collecte des eaux usées, ni sur les capacités de traitement de la station ne sont à prévoir.

Ainsi, les éléments évoqués ne s'inscrivent dès lors pas en contrariété avec le document d'urbanisme. Aucune modification n'est donc requise pour leur prise en compte.

## **IV. Risques et nuisances**

Les risques naturels (A) ainsi que les risques technologiques (B) ont été étudiés.

### **A. Risques naturels**

La commune est concernée par plusieurs risques naturels :

- tempête,
- sismicité (potentiel de catégorie 3),
- radon,
- l'aléa retrait/gonflement des argiles.

Parmi ces risques, le secteur choisi pour l'implantation du projet n'est concerné que par le risque sismique. À cet égard, des normes parasismiques s'appliquent aux constructions et devront être appliquées lors de la réalisation opérationnelle du projet.

Les abords sud et est du projet peuvent potentiellement être sujettes à des inondations de cave, liées aux remontées de nappes phréatiques.

En revanche, l'absence de cours d'eau à proximité du site d'étude permet de conclure à l'absence de risque inondation.

### **B. Risques technologiques**

Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) du Maine-et-Loire indique que la commune des Cerqueux est traversée par une canalisation de gaz naturel. La zone d'étude est située à 950 mètres de cette canalisation.

La commune est également concernée par le risque industriel : 10 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont recensées sur la commune, la plus proche étant l'entreprise PASQUIER.

Le projet d'extension ne devant pas engendrer la création d'emplois, la procédure de mise en compatibilité du PLU ne devrait pas accroître la vulnérabilité des personnes vis-à-vis des risques naturels ou technologiques.

## **V. Contraintes d'urbanisme**

Plusieurs servitudes d'utilité publique sont annexées au PLU des Cerqueux, liées à la conservation des eaux, aux canalisations, au gaz...

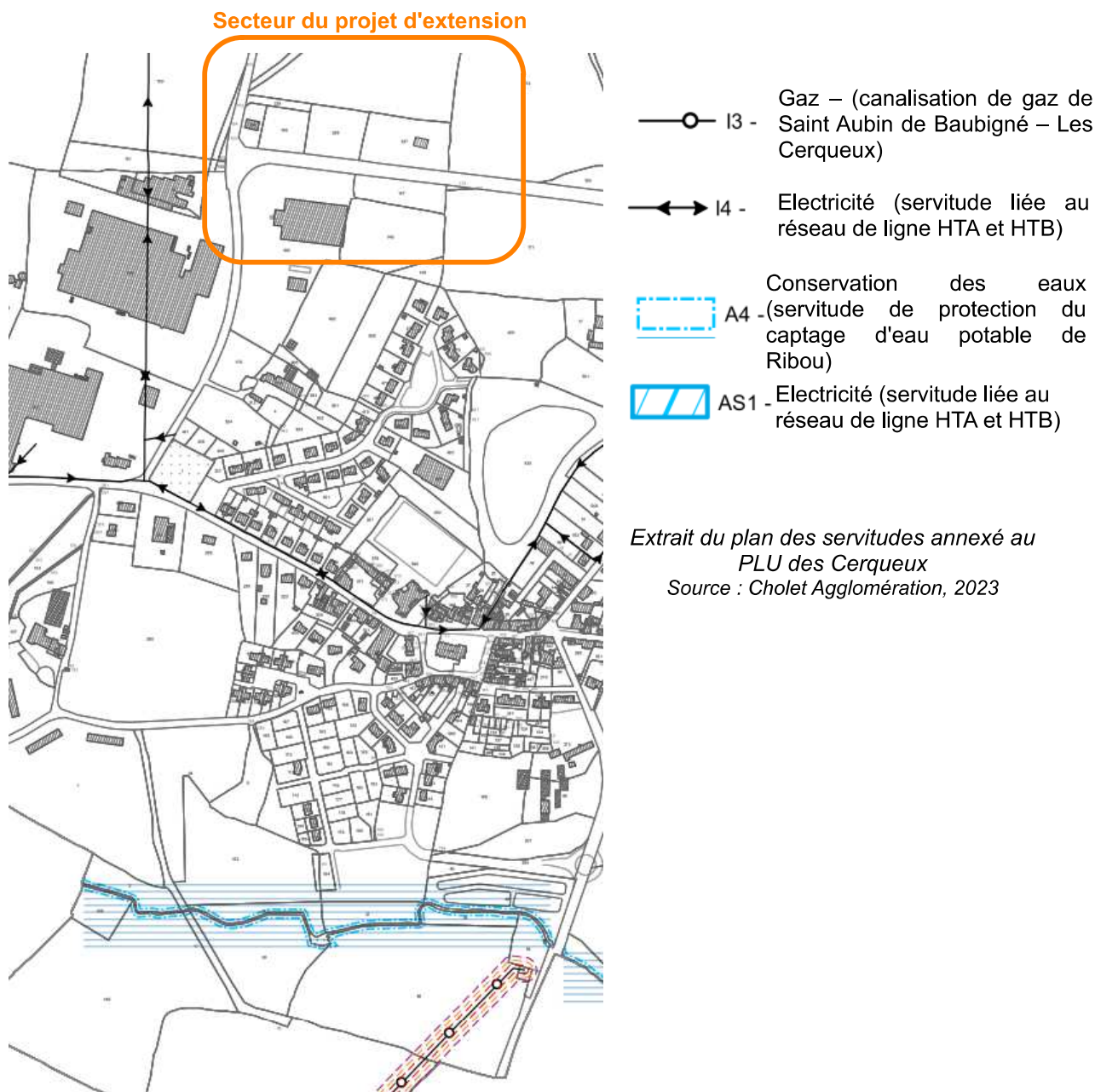
Aucune servitude n'est cependant identifiable sur le site d'implantation du projet.

À proximité sont toutefois présentes :

- I4 – Électricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques,
- I3 -Servitude prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures ou de produits chimiques,
- A4 – Conservation des eaux – Servitude de libre passage,

- AS1- Conservation des eaux – Servitudes résultant de l'instauration de périmètre de protection des eaux potables et minérales.

L'extrait ci-dessous atteste que le projet se situe à une distance conséquente des servitudes d'utilité publiques annexées au PLU.



En conclusion, l'ensemble du développement précédent atteste que le projet d'évolution du PLU de Cerqueux n'aura que des incidences mineures sur l'environnement. En effet, la mise en œuvre de la séquence ERC permet de limiter les impacts des aménagements à venir sur le milieu. Les compensations choisies permettront d'ailleurs d'améliorer les fonctionnalités de la zone humide protégée et de créer des corridors écologiques.



## **PARTIE V : PRISE EN COMPTE DE L'AGRICULTURE**

L'étude des incidences du projet sur le volet agricole a été réalisée dans le cadre de l'évaluation environnementale de la procédure ( Partie 4.1.2. Évaluation des incidences notables prévisibles et mesures mises en œuvre pour éviter, réduire et/ou compenser les incidences, sur l'activité agricole, p.121).

La projection de l'extension à l'est du site actuel de l'entreprise permet de préserver une exploitation pérenne (I) et de réduire la surface agricole impactée (II).

## **I. La préservation d'une exploitation pérenne**

L'extension projetée au PLU des Cerqueux approuvé en 2017, prévoyait un développement de l'entreprise sur une parcelle exploitée par l'EARL des Peltries, agréée " Agriculture Biologique ". Cette exploitation, dont la superficie globale est de 150 hectares, est bien ancrée dans les circuits courts (vente directe à la ferme, marché de Cholet, AMAP de Cholet). Elle possède également un atelier de transformation sur son site d'exploitation. L'agriculteur qui la dirige est âgé de 36 ans.

La pérennité de cette exploitation est ainsi avérée, en particulier compte tenu de son ancrage sur le secteur dans les circuits courts existants.

Si l'extension de l'entreprise se réalisait sur la zone actuellement fléchée en 2AUy au PLU, 1,2 % de la surface d'exploitation de l'exploitation pérenne des Peltries serait supprimé.

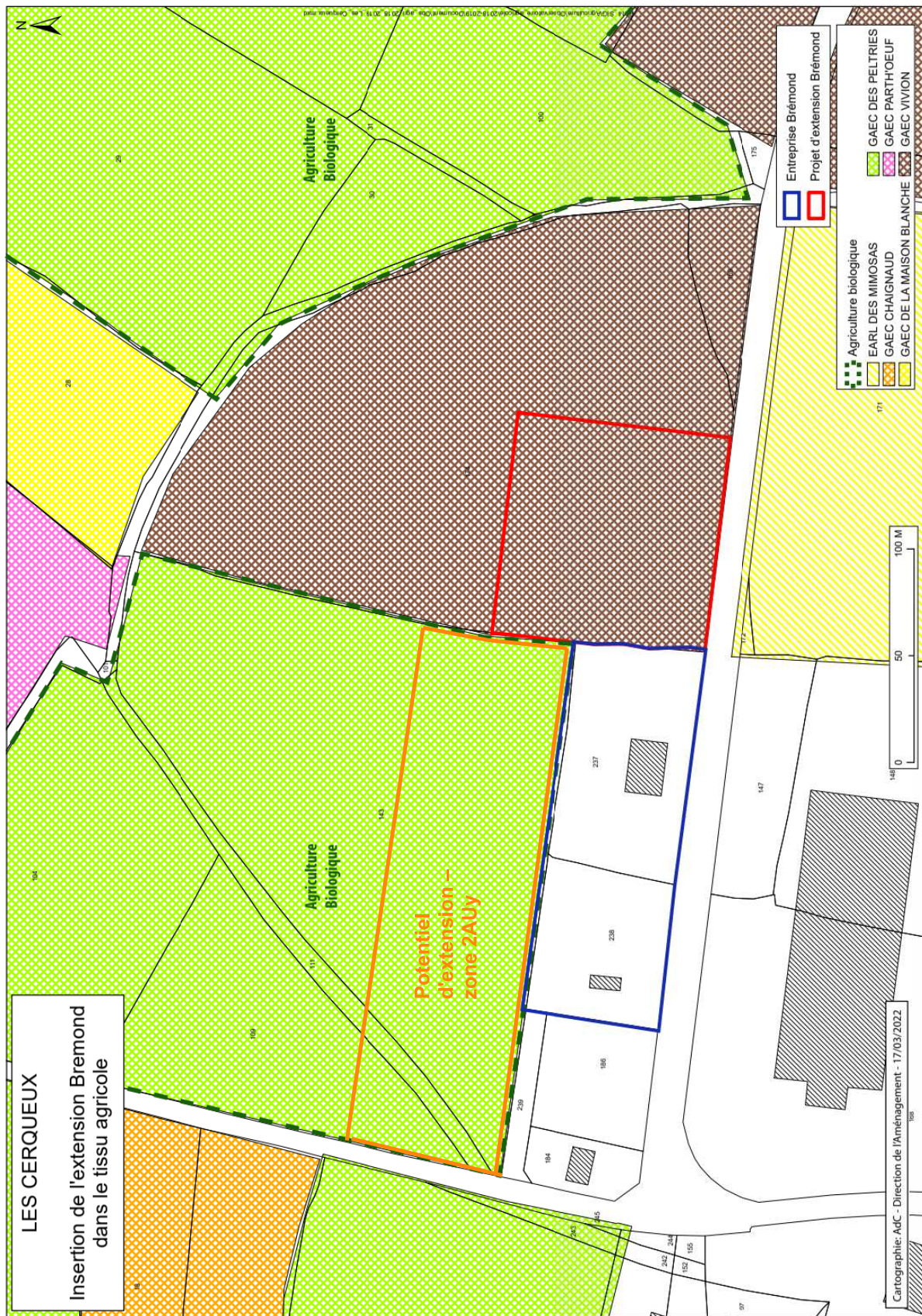
L'extension de l'entreprise prévue par la présente procédure impactera une parcelle exploitée par le GAEC Vivion Frères. Cette exploitation, d'une surface de 181 hectares est gérée par deux agriculteurs âgés de 49 et 52 ans. Dans cette configuration du projet, le GAEC perdra 0,6 % de son exploitation.

## **II. La réduction de la surface agricole impactée**

Par ailleurs, le nouveau choix de développement permet de limiter la surface de terre agricole impactée : en lieu et place des 1,8 hectare d'extension, le projet d'évolution du PLU ne prévoit plus d'impacter que 1,1 hectare.

Ainsi, la présente déclaration de projet permet de limiter l'impact sur l'activité agricole, en réduisant la surface agricole impactée et en épargnant une exploitation labellisée AB, ancrée dans le secteur local.

**LES CERQUEUX**  
Insertion de l'extension Brémont  
dans le tissu agricole



## **ANNEXES**

### **Liste des annexes :**

- Annexe 1 : Courrier du Conseil Départemental de Maine et Loire, concernant la création de l'accès routier sur la RD148
- Annexe 2 : Plan de masse du projet
- Annexe 3 : Exploitations agricoles impactées, selon deux scénarii de développement
- Annexe 4 : Récépissé de déclaration Loi sur l'eau délivré le 3 décembre 2021
- Annexe 5 : Dossier d'incidences au titre de la Loi sur l'eau, Extension d'une entreprise de transport routier, commune des Cerqueux, 16 novembre 2021
- Annexe 6 : Proposition de mesures compensatoires, Extension d'une entreprise de transport routier, commune des Cerqueux, 16 avril 2021



**Annexe 1 : Courrier du Conseil Départemental de Maine et Loire, concernant la création de l'accès routier sur la RD148**

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

**anjou**

Direction générale adjointe  
Territoires

Direction  
des Routes départementales

Agence technique départementale  
de Beaupréau

Affaire suivie par  
Michel Bourget  
Tél : 02 41 46 20 50  
at.beaupreau@maine-et-loire.fr

Références  
2019\_CRE242 - MB/MCL

07 JAN. 2020

ADC	VISA DG
M. LE PRÉSIDENT	<input checked="" type="checkbox"/> D. GÉNÉRALE
M. ALGOET	<input checked="" type="checkbox"/> DCPAJ
M. BRETEAUDEAU	<input checked="" type="checkbox"/> DIFAPECS
M. BOISNEAU	<input checked="" type="checkbox"/> DAG / CIAS
M. CHAMPION	<input checked="" type="checkbox"/> CULTURE
M. CHAVASSIEUX	<input checked="" type="checkbox"/> AMÉNAGEMENT
Mme DABIN	<input checked="" type="checkbox"/> DEV. ECO.
M. DAVIS	<input checked="" type="checkbox"/> ENVIRONNEMENT
M. GENTAL	<input checked="" type="checkbox"/> BATIMENT
M. GREMILLON	<input checked="" type="checkbox"/> VOIRIE
Mme JAUNEALD	<input checked="" type="checkbox"/> PIA/CES
Mme LEROY	<input checked="" type="checkbox"/> DSH
M. MASSE	<input checked="" type="checkbox"/> COMMUNICATION
M. OLIVARES	<input checked="" type="checkbox"/> DRE
M. PICARD	<input checked="" type="checkbox"/> EDUCATION
M. SOURISSEAU	<input checked="" type="checkbox"/> CTM
M. BRAULT	<input checked="" type="checkbox"/> DRH

Angers, le - 3 JAN. 2020

SERVICE  
DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE  
09 JAN. 2020

Monsieur Michel Champion  
Vice-président de l'Agglomération du Choletais  
Hôtel d'Agglomération  
BP 62111  
49321 Cholet cedex

**Objet : RD 148 – Commune des Cerqueux - Extension Transports Bremond**

Monsieur le Vice-président,

Par courrier en date du 4 octobre 2019, vous m'avez fait part d'un projet d'extension de bâtiment sur la propriété des Transports BREMOND sur la commune des Cerqueux.

Vous évoquez aussi le besoin d'un nouvel accès sur la route départementale n° 148 afin de répondre à une augmentation de mouvements de poids-lourds liée au développement de cette entreprise.

Renseignements pris, il s'avère que le projet n'aura pas d'incidence sur l'accès actuel des poids lourds. L'accès demandé servira exclusivement à l'accès des personnels.

Le principe de cet accès est compatible avec la sécurité de la circulation sur la route départementale. Il sera prévu lors de sa réalisation, une surlargeur d'évitement côté opposé pour permettre d'éviter les véhicules en attente de tourne-à-gauche.

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-président, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation,  
le Vice-président délégué aux routes  
et aux mobilités

*Jean-Pierre Chavassieux*

Copie à : Mme Dubois-Besson, Conseillère départementale  
Mme Chiaroni, Chef du service Sécurité exploitation déplacement

Zone Dyna Ouest, 7 rue du Cerisier – Beaupréau  
49600 Beaupréau-en-Mauges

maine-et-loire.fr

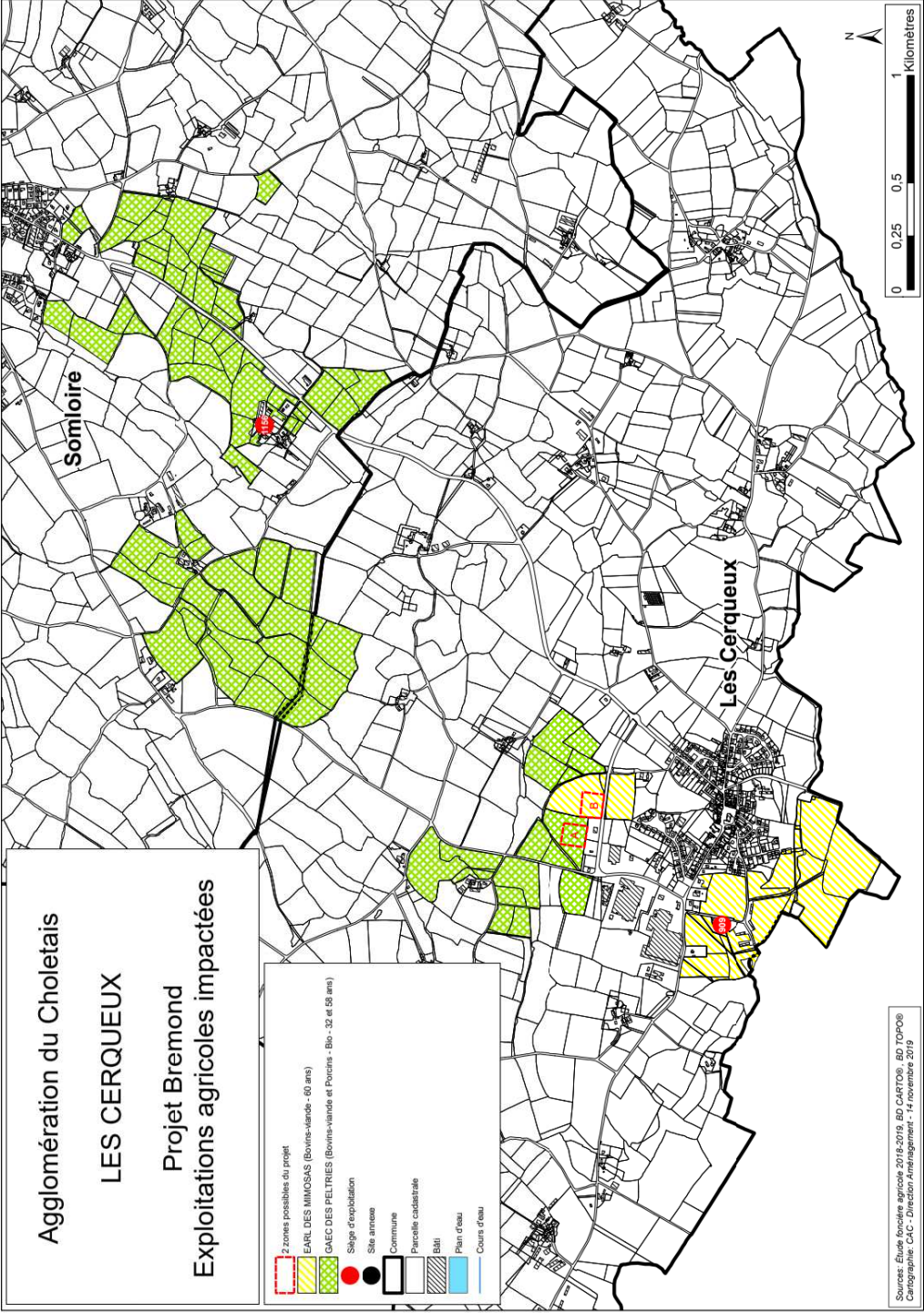
maine\_et\_loire | f Departement49

Annexe 2 : Plan de masse du projet



<p><b>COPIREMIET</b> Toute reproduction ou reproduction, intégrale ou partielle, sans autorisation écrite de la Chaire d'Architecture, est formellement interdite. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Chaire d'Architecture est formellement interdite. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Chaire d'Architecture est formellement interdite.</p>	<p><b>NOE</b></p> <p>2</p> <p>Serge local</p> <p>29 bis Bd d'Alsace</p> <p>41000 CHATELAIN</p> <p>Tel : 03 45 45 01 81 - Mail : contact@noe.fr</p>	<p><b>MO</b></p> <p>TRANSPORTS BREMOND</p> <p>Z.A. LA LOISE</p> <p>41000 CHATELAIN</p>	<p><b>PROJET</b></p> <p>Contribution d'un bâtiment</p> <p>de transport et logistique</p> <p>41000 CHATELAIN</p>	<p>Dossier 1102 - TRANSPORTS BREMOND</p> <p>Date 19 JUILLET 2023 modifié le 20/07/2023 par Chaire Agglomération pour Dossier de M.C. du P.U. des Cerqueux</p> <p>Phase : Avant Projet</p> <p>Intitulé : PLAN DE MASSE</p> <p>Echelle : 1/1000</p> <p><b>01</b></p>
--	--	--	---	--

Annexe 3 : Exploitations agricoles impactées, selon deux scenarii de développement







**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

Service Eau, Environnement, Biodiversité  
Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Renaud RAPIN  
Tél. : 02.41.86.66.53  
Réf : n° 2020-00204

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION**

Le Préfet de Maine-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;  
Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code civil et notamment son article 640 ;  
Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;  
Vu la demande reçue en date du 03 décembre 2020, complétée le 25 novembre 2021, de la société Transport Brémond concernant un projet d'extension de l'entreprise de transport routier, localisé sur le territoire de la commune des Cerqueux ;  
Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Didier GÉRARD, directeur départemental des territoires ;  
Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à certains agents de la direction départementale des territoires ;

**Donne récépissé à :** Transport Brémond  
ZA La Loge  
49 360 LES CERQUEUX

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0-2°	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Déclaration (2,43 ha)	Sans objet

3.3.1.0-2°	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha	Déclaration 0,85 ha	Sans objet
------------	---	------------------------	------------

Les mesures compensatoires à l'augmentation de l'imperméabilisation par le projet sont les suivantes (pluie décennale) :

Mesures compensatoires	Surface collectée (ha)	Coefficient de ruissellement (%)	Débit de fuite mensuel (l/s)	Débit de fuite décennal (l/s)	Volume rétention (m³)	
					Mensuelle	Volume total
Bassin versant 1	1,59	71	0,5	4,8	120	452
Bassin versant 2	0,84	69	0,3	2,5	62	233

Afin de compenser la zone humide détruite, les eaux pluviales issues des ouvrages de régulation seront épandues sur le terrain situé à l'est de l'extension dont la propriété sera acquise par l'entreprise Brémont.

Un suivi pédologique et floristique tel qu'indiqué dans le dossier de déclaration loi sur l'eau devra être réalisé aux années N+2 et N+5 après la réalisation des travaux.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Fait à Angers, le 03 décembre 2021

Pour le Préfet et par délégation  
Le chef de l'unité protection et Police de l'eau

  
David MOUSSAY





**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

Service Eau, Environnement, Biodiversité  
Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par : Renaud RAPIN  
Tél. : 02 41 86 66 53  
renaud.rapin@maine-et-loire.gouv.fr  
ref : 2020-00204

**Le directeur départemental des territoires  
à**

**Transport Brémond  
ZA la Loge  
49360 LES CERQUEUX**

Angers, le 01 décembre 2021

**Objet :** Projet d'extension de l'entreprise de transport Brémond aux Cerqueux

Par courrier reçu le 03 décembre 2020, complété le 25 novembre 2021, vous m'avez transmis le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement pour votre projet d'extension de l'entreprise de transport Brémond, sur le territoire de la commune des Cerqueux.


Pour donner suite à votre demande, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le récépissé de déclaration pour ces travaux concernés par les rubriques 2.1.5.0-2° et 3.3.1.0-2° de la nomenclature définie à l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Parallèlement, j'adresse à la mairie des Cerqueux une copie de votre déclaration. Une copie du récépissé sera affichée, par les soins de l'autorité municipale, pendant un mois à la mairie.

Je vous précise que ce récépissé ne saurait valoir autorisation au titre d'autres réglementations (urbanisme, monuments historiques, sites) en raison de la règle de l'indépendance des procédures.

Le technicien en charge du dossier demeure à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour le Préfet et par délégation  
Le chef de l'unité protection et Police de l'eau



David MOUSSAY



Cabinet FLI CADEGEAU  
5 rue du Carrefour Rouge, St André de la Marche  
49450 SEVREMOINE  
Tel : +33 2 41 49 07 74  
Email : [info@flicadegeau.com](mailto:info@flicadegeau.com)

Saint André de la Marche  
Le 16 Novembre 2021  
Ref dossier : DI2010-498T Modifl  
Chargé du dossier : Tanguy Touret

**Dossier d'incidence au titre de la loi sur l'eau**  
**Extension d'une entreprise de transport routier**  
**commune des Cerqueux**

*Complément d'étude référencé DI2010-498T Modifl à annexer au rapport initial référencé  
DI2010-498T et daté du 25 novembre 2020*

**« Dossier de déclaration réalisé au titre des articles  
L 214.1 à 11 et R 214.1 à 60 du code de l'environnement »**

<b>Maître d'ouvrage</b>	Transport Bremond Monsieur Laurent Bremond ZA la Loge 49360 Les Cerqueux Tel : 02 41 55 98 08 N° SIRET : 41454065800021
<b>Localisation Du site d'étude</b>	Extension d'une entreprise de transport routier ZA la Loge 49360 Les Cerqueux
<b>Caractéristiques du projet</b>	Nature des travaux : Extension d'une entreprise de transport Surface imperméabilisée : environ 8 000 m <sup>2</sup>

Fait à Saint André de la Marche le 16 Novembre 2021

Par Monsieur Touret Tanguy

## 1 Objet du complément

Ce dossier d'étude référencé DI2010-498T Modif1 et daté du 16 Novembre 2021 est à annexer au dossier initial n° DI2010-498T daté du 25 Novembre 2020, réalisé au titre du chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> et du livre II du code de l'environnement.

Il fait suite au document du service instructeur du volet « eau » de l'étude d'incidence daté du 14 Décembre 2020 et à la réunion sur site du 9 Mars 2021 en présence de la Police de l'Eau, du Bureau d'Etude FLI CADEGEAU, du Maire de la commune des Cerqueux, du Chef de service aménagement de l'agglomération choletaise et des porteurs de projet.

Ce dossier a pour objectif de préciser les modalités de la démarche « Eviter Réduire Compenser ». Il détaillera également les surfaces impactées ainsi que les fonctionnalités actuelles de la zone humide. Un plan global de gestion des eaux pour l'ensemble de la propriété ainsi qu'une solution de compensation y sont également présentés.

Service Eau  
Affaire suivie par : Renaud RAPIN  
Tél : 02 41 86 66 53  
[renaud.rapin@maine-et-loire.gouv.fr](mailto:renaud.rapin@maine-et-loire.gouv.fr)  
n°49 2020\_00204

Angers, le 14 décembre 2020

**le directeur départemental des territoires**

à

Transport Brémond  
ZA La Loge  
49 360 LES CERQUEUX

**Objet :** Agrandissement société Transport Brémond sur la commune des Cerqueux

Par courrier reçu le 03 décembre 2020, vous m'avez transmis un dossier de déclaration au titre des articles L 214-1 à L 214-3 du code de l'environnement pour le projet d'extension de l'entreprise de transport routier Brémond, sur le territoire de la commune des Cerqueux.

Ce dossier appelle de ma part les remarques suivantes :

- Le dossier doit aussi être transmis sous format informatique ;
- Le numéro SIRET du maître d'ouvrage doit être mentionné ;
- **Le dossier présenté ne prend en compte que la partie extension de l'entreprise Brémond.** Or, il apparaît que la première tranche réalisée depuis 2010 n'avait pas fait l'objet d'un dossier loi sur l'eau, car elle était juste inférieure au seuil de 1 ha de la nomenclature. **L'extension induit donc une augmentation de la superficie globale qui devient supérieure à 2 ha et qu'il convient de prendre en compte dans le projet ;**
- **Le dossier ne comporte aucune mesure de perméabilité du sol permettant d'appréhender les possibilités d'infiltration des eaux pluviales.**

Il est rappelé que le SDAGE en sa disposition 3D1 indique notamment que les projets d'aménagement ou de réaménagement urbain doivent autant que possible :

- limiter l'imperméabilisation des sols ;
- privilégier l'infiltration lorsqu'elle est possible ;
- favoriser le piégeage de l'eau à la parcelle ;
- faire appel aux techniques alternatives au « tout tuyau » (noues enherbées, chaussées drainantes, bassins d'infiltration, toitures végétalisées...).

Je vous rappelle également que le guide méthodologique complémentaire au guide du CEREMA validé par la MISEN le 19/01/2017 et applicable dans le Maine et Loire indique, en son 2-2-2, **qu'une étude préalable à l'infiltration est nécessaire** afin de définir la nature des couches superficielles des sols au droit du projet, la perméabilité et le niveau de la nappe, en vue de prescrire des systèmes de traitement et d'infiltration des eaux pluviales adaptés au terrain (bassin d'infiltration, infiltration à la parcelle). En fonction du coefficient d'imperméabilité, l'infiltration pourra être totale ou partielle.

- Le dossier doit préciser la station météorologique prise en compte pour le dimensionnement des bassins de régulation ;

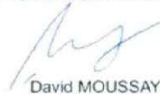
- Le dossier indique le dimensionnement d'un bassin de régulation pour une pluie de retour 10 ans. En admettant que la faisabilité de l'infiltration demandée au paragraphe ci-dessus ne soit pas possible, la régulation des pluies de faible intensité doit être étudiée d'une part, et les incidences liées à une pluie d'occurrence centennale indiquées d'autre part ;
- En ce qui concerne la zone humide, la séquence ERC « éviter, réduire, compenser » doit être développée.

Il n'y a pas par exemple pas d'explication sur les raisons qui font que l'extension ne se réalise pas au nord de la tranche 1 (phase éviter). Les fonctionnalités ne sont évoquées que sommairement en page 62 et les mesures compensatoires aux 7 100 m<sup>2</sup> de zone humide détruites ne sont même pas déterminées.

Le dossier ne pourra pas être validé sans que les mesures compensatoires à la zone humide détruite ne soient précisément décrites dans le dossier.

Conformément à l'article R.214-35 du code de l'environnement, vous disposez d'un délai de 3 mois pour me faire parvenir ces différents éléments. Passé ce délai, je serai dans l'obligation de considérer que vous renoncez à la déclaration et à l'opération correspondante.

Pour le préfet et par délégation  
Le chef de l'unité Protection et Police de l'eau

  
David MOUSSAY



## 2 Gestion des eaux

Le projet d'extension de l'entreprise Brémond induit une superficie globale de la propriété supérieure à 1 ha. En conséquence, la gestion des eaux doit intégrer la partie projet et la partie existante.

Les eaux seront ainsi gérées dans deux bassins de rétention-régulation. Pour des raisons techniques, le site a été divisé en deux sous bassins-versants (cf annexe). Le sous bassin-versant ouest collecte les eaux de la partie actuelle de l'entreprise ainsi qu'une partie des eaux inhérentes au projet d'extension. Les eaux sont ensuite dirigées vers un bassin de rétention localisé au sud-ouest du bâtiment en projet.

Le sous bassin versant est collecte le reste des eaux inhérentes au projet. Elles sont collectées dans un bassin situé au sud-est du bâtiment projeté.

Le plan global de gestion des eaux de l'entreprise est disponible en annexe de ce rapport.

## 3 Perméabilité du sol

Sur l'ensemble de la parcelle AN 174, 4 tests de perméabilité ont été effectués. L'horizon le plus perméable correspond à celui de la terre végétale sur une épaisseur moyenne de 40 cm pour une perméabilité variant de 7 à 10 mm/h. Le sol apparaît insuffisamment perméable pour infiltrer la totalité des eaux sans système de régulation.

Selon le plan de gestion des eaux, les débits de fuite des bassins de rétention s'élèvent respectivement à 4,8 et 2,5 l/s soit un total de 26 280 l/h. Avec une perméabilité de 7 mm/h, il faut donc une superficie d'environ 3 750 m<sup>2</sup> pour pouvoir infiltrer la totalité des eaux.

Ainsi, il sera possible d'infiltrer les eaux pluviales si la surface dédiée est au minimum de 3 750 m<sup>2</sup>. Cette hypothèse d'infiltration sera réalisable uniquement après mise en place de bassin de rétention permettant un rejet régulé total de 7,3 l/s.

## 4 Séquence ERC

### 4.1 Justification du non-évitement

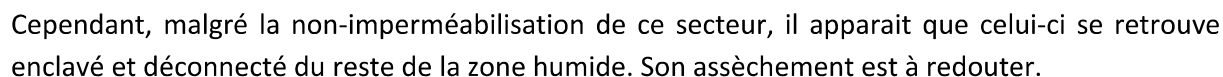
La propriété actuelle de l'entreprise Brémond n'est pas suffisamment étendue pour pouvoir accueillir les aménagements projetés. L'acquisition d'une parcelle à proximité est donc une nécessité pour l'entreprise.

Deux parcelles potentielles sont alors envisagées : l'une au nord, l'autre à l'est. Ces deux parcelles sont actuellement cultivées par des exploitants agricoles.

Une extension vers le nord impacterait le GAEC des Peltries, agréé "Agriculture Biologique"(AB), bien implanté dans les circuits courts (vente directe à la ferme, marché de Cholet, AMAP de Cholet), et qui possède un atelier de transformation sur l'exploitation. Cette exploitation est pérenne et, du fait du label AB et des circuits courts existants, a une importante dynamique et un ancrage vital sur ce secteur. L'exploitation du GAEC des Peltries qui présente une surface totale de 152,92 hectares, serait impactée par le projet à hauteur de 0,72 % de sa surface. En cas d'impact, s'il retrouve du foncier, l'exploitant devra patienter 2 ans avant de pouvoir obtenir un classement de ces nouvelles parcelles en agriculture biologique.

Il apparait donc que l'extension de l'entreprise Brémond s'avère préférable vers l'est plutôt que vers la parcelle au nord.

Afin de réduire au maximum l'impact sur la zone humide, les surfaces imperméabilisées ont été réduites au stricte nécessaire. Seules les zones de circulation indispensables seront bitumées. Les espaces situés entre les bâtiments et les voies de circulation seront laissés en espaces verts. La figure ci-après illustre ces zones.



La zone humide étant située sur une crête topographique, son alimentation par ruissellement est très faible voire inexistante. Son apparition résulte de la topographie plane du secteur ainsi que de la faible perméabilité qui induisent des temps de séjours plus conséquents favorisant l'apparition de traces d'hydromorphies. Ainsi, il est possible de dire que l'alimentation en eau actuelle de la zone humide est liée pour très grande majorité aux précipitations directes. La mise en place d'une voie de circulation imperméable sur le pourtour n'influencera pas les volumes précipités sur ces secteurs. De plus, une partie des eaux précipitées sur les voies de circulation va ruisseler sur ces zones induisant un apport d'eau supplémentaire comparés aux débits actuels transitant sur ces espaces.

On peut donc dire que malgré la déconnexion avec le bassin versant amont, les deux secteurs enclavés ne semblent pas voués à une disparition ni à un assèchement.

#### 4.3 Surface impactée

La parcelle en projet est en quasi-totalité classée zone humide. La surface impactée correspond donc à l'emprise au sol du bâtiment (2 440 m<sup>2</sup>), des voies de circulation (environ 4 500 m<sup>2</sup>) et à la surface des bassins de régulation (900 + 700 m<sup>2</sup>). A noter qu'environ la moitié de la surface des bassins de rétention est placée en dehors des zones humides. La taille du bâtiment sera également probablement diminuée. Les surfaces de voiries étant encore approximatives, la surface totale impactée s'élève à environ 8 500 m<sup>2</sup>.

#### 4.4 Fonctionnalités actuelles

Les zones humides assurent des fonctions regroupées en 3 catégories : fonction hydrologique, fonction écologique et fonction épuratoire (ou biogéochimique). Chacune de ces fonctionnalités peut être déclinée en plusieurs rôles.

La parcelle étudiée correspond à une zone humide de plateau. Les zones humides de plateau sont définies sur des secteurs relativement plats, sur des lignes de crête, en position de tête de bassin versant et sont caractérisées par un sol présentant des coefficients de perméabilité relativement faibles.

Les fonctionnalités de régulation des débits d'étiage et de recharge de nappes présentent un enjeu généralement faible pour ce type de zones humides (Etude 89, Agence de l'eau). Au sein de ces zones humides de plateau, relativement imperméables, l'infiltration est naturellement réduite. Les fonctionnalités de régulation des débits d'étiage et de recharge de nappe sont donc faibles, voire nulles sur les secteurs drainés. Par ailleurs, la zone d'étude étant située en tête de bassin versant, les zones humides de plateau ne présentent pas de connexions directes aux cours d'eau. Et, compte tenu des faibles coefficients de perméabilité, les connexions et les transferts vers les cours d'eau à partir de ces zones humides sont limités. Par conséquent, les fonctionnalités de régulation des débits de crue, de soutien du débit des cours d'eau et d'interception des matières en suspension, s'exerçant plutôt à proximité directe de cours d'eau (Etude 89, Ministère chargé de l'environnement / Agences de l'eau), présentent un enjeu très faible au niveau des zones humides de plateau du site d'étude.

Les fonctionnalités épuratoires des zones humides de plateau est l'enjeu le plus marqué, notamment au niveau de la régulation des nutriments et des toxiques. Ces aspects sont prédominants dans des espaces à fortes densité de végétation - types friches, boisements, ce qui n'est pas le cas de cette parcelle. En effet, d'une manière générale, l'efficacité des fonctions de régulation de polluants est en partie corrélée avec la densité et les strates de végétation présentes ; les strates arbustives et arborescentes constituent des compartiments de stockage du phosphore et les taux de dénitrification observés dans les zones de boisements et de ripisylves sont plus élevés qu'au sein de prairies (Fustec et al., 2000). Par ailleurs, les prairies situées à proximité directe de cours d'eau sont également intéressantes sur ces aspects de régulation de qualité d'eau car elles sont susceptibles d'intercepter les polluants avant leur arrivée au cours d'eau (dernière barrière naturelle pour les eaux chargées en polluants avant qu'elles ne se jettent dans le réseau hydrographique) et lors des crues. Les zones de cultures et les prairies ne présentant pas d'enjeux spécifiques (par rapport à leur localisation notamment), les enjeux pour les fonctionnalités liées à la régulation de la qualité de l'eau sont moindres, car ces zones peuvent avoir une densité de végétation plus faible et elles peuvent être mises à nu l'hiver ou amendées. Cette fonctionnalité de régulation de la qualité des eaux reste modérée pour l'ensemble de la zone humide de plateau (enjeu faible à moyen) car, étant située en amont de bassin versant (tête de bassin), les surfaces d'alimentation en eaux superficielles des zones humides de plateau sont très faibles et par conséquent, les apports d'intrants sont, au même titre que les écoulements, relativement peu importants.

Les zones humides de plateau du site ne présentent pas d'enjeu majeur vis-à-vis des fonctionnalités hydrauliques et hydrologiques (enjeu faible à moyen). La fonctionnalité de régulation des nutriments et des toxiques représente le plus fort enjeu pour les zones humides de plateau (enjeu moyen). La fonctionnalité écologique est totalement absente du fait de l'utilisation en monoculture intensive.

Le tableau ci-après détaille les fonctionnalités, leur rôle théorique, et le rôle de la zone humide étudiée :

Fonction	Rôle	Rôle actuel assuré	Rôle actuel erroné
Hydrologique	Régulation des crues		Pas de cours d'eau à proximité
	Soutien d'étiage		Pas de cours d'eau à proximité
	Réduction des vitesses d'écoulement	Pente faible	
	Rechargement des nappes	Présence de végétation	Végétation mono strate
		Temps de séjour allongé	Sol peu perméable
Biogéochimique / épuratoire	Dépôt des matières en suspension	Présence de végétation	Sol à nu en hiver
		Vitesse d'écoulement lente	Bassin versant restreint
		Présence de végétation	Pas de végétation ligneuse
	Stockage du carbone	Sol à dominante argileuse favorisant les pores de stockage	
	Abattement des polluants		Une seule strate de végétation
Ecologique	Réservoir de biodiversité		Aucune végétation spontanée
			Aucune espèce indicatrice ni patrimoniale
			Parcelle en monoculture intensive
			Parcelle labourée
			Zone humide uniquement pédologique
	Corridor écologique (figure ci-après)	En lien avec d'autres zones humides	Zones humides à proximité également cultivées





## 4.5 Compensation

Lors de la réunion du 9 mars 2021, la compensation envisagée était orientée autour de deux axes majeurs :

- La mise en place d'une noue sur la limite sud de la propriété actuelle,
- L'alimentation en eau de la prairie au nord du projet sur le reste de l'emprise foncière.

Après intervention sur site, il s'avère que ces solutions ne sont techniquement pas réalisables. En effet, sur la bande de pleine terre au sud de la propriété actuelle, on peut noter la présence de nombreux réseaux notamment le réseau communal des eaux usées, l'alimentation électrique et l'eau potable desservant l'entreprise, la présence de projecteurs... Même à très faible profondeur, les noues risqueraient d'impacter ces réseaux. Ils convient donc de se prémunir de cette éventualité.

De plus, suite au relevé topographique effectué sur la parcelle, le secteur au nord du projet s'avère trop peu pentu pour permettre un rejet gravitaire des eaux pluviales.

En conséquence, après discussion avec le pétitionnaire et les différents acteurs, une évolution de l'emprise foncière a été retenue. Au lieu d'être dirigée vers le nord de la parcelle, l'acquisition de la parcelle se ferait vers l'est. De ce fait, compte tenu de la topographie, l'extrémité est du site qui n'est pas concernée par le projet de construction aura la capacité d'être utilisée comme site de compensation.



Ce secteur sera alimenté en eau par la régulation des deux bassins de rétention-régulation. Les débits étant plus faibles, il sera possible d'infiltrer les eaux sur l'ensemble de la zone compensée permettant ainsi de renforcer ses fonctionnalités. En s'infiltrant, les eaux seront davantage régulées et accentueront la fonction hydrologique de la zone humide. Leur épuration sera également améliorée en permettant à la végétation de dégrader progressivement la matière. De plus, ce secteur sera laissé en prairie permanente. Ainsi, de nouvelles espèces floristiques pourront s'y développer. La parcelle sera fauchée annuellement en fin d'été afin de permettre à la majorité des espèces d'assurer leur cycle de reproduction.

Les fonctionnalités actuelles et futures de la zone humide sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Fonctionnalités	Etat actuel	Etat futur
Ecologique	Mauvaise	Moyenne
Hydrologique	Médiocre	Bonne
Biogéochimique	Médiocre à moyenne	Bonne
Etat global	Médiocre	Bonne

Les 8 500 m<sup>2</sup> de zones humides impactés seront alors compensés par la mise en place d'une prairie permanente alimentée en eau par les bassins de rétention sur une superficie d'environ 8 000 m<sup>2</sup>. Elle permettra d'infiltrer la totalité des eaux d'occurrence décennales sur le site renforçant fortement les fonctionnalités de la parcelle. En outre, la compensation permettra un gain de fonctionnalités hydrologique, écologique et biogéochimique.

#### 4.6 Protocoles et mesures de suivi

Afin de suivre l'efficacité des mesures mises en place, un suivi devra être apporté. Compte tenu de la bonne réactivité des espèces herbacées aux aménagements, les suivis pourront être effectués à court (n+2) et à moyen terme (n+5) ; l'année « n » étant l'année de réalisation des travaux. La date prévisionnelle de réalisation des travaux est estimée à l'horizon du printemps 2023.

	Année	Période
Suivi à court terme	N+2	Avril-mai 2025
Suivi à moyen terme	N+5	Avril-mai 2028

Pour déterminer l'efficacité des mesures, deux critères seront analysés. Il s'agira d'analyser l'évolution de l'hydromorphie de la zone humide, ainsi que l'évolution floristique. Les méthodes mises en place sont présentées ci-après :

### Suivi pédologique :

#### ➔ Protocole

Le suivi pédologique permettra de constater l'évolution de l'hydromorphie du sol au sein de la prairie humide. Une augmentation des traces d'hydromorphies permet de statuer sur l'augmentation du temps de saturation en eau du sol. L'augmentation du temps de saturation induit une amélioration de la fonction épuratoire de la zone humide en laissant davantage de temps aux micro-organismes et à la végétation pour dégrader la matière, la minéraliser et l'assimiler.

Pour cela, des sondages de sol à la tarière manuelle seront effectués en divers endroits de la zone compensée sur une profondeur d'1,2 m. Les sondages seront réalisés de façon à pouvoir percevoir les évolutions de gradient hydraulique. Leur localisation sera dépendante de la réalisation des travaux. Certains sondages devront être placés à proximité des points de rejets (à l'ouest de la prairie) et d'autres sur le secteur opposé, à l'est.

La localisation des sondages devra être précisée et géolocalisée. Les résultats de ces analyses seront transmis à la Police de l'Eau à travers un rapport de suivi des mesures compensatoires. Les deux secteurs enclavés seront également suivis d'un point de vue pédologique afin de s'assurer de leur pérennité.

Actuellement, le type de sol rencontré est présenté à travers la page 31 du rapport initial. Il est classé en catégorie Va selon le référentiel GEPPA avec une hydromorphie relativement peu marquée.

### Suivi floristique :

Afin de suivre l'évolution floristique du milieu, deux méthodes de diagnostics seront mises en place. Les suivis seront réalisés au printemps (avril-mai). Les méthodes retenues sont les suivantes :

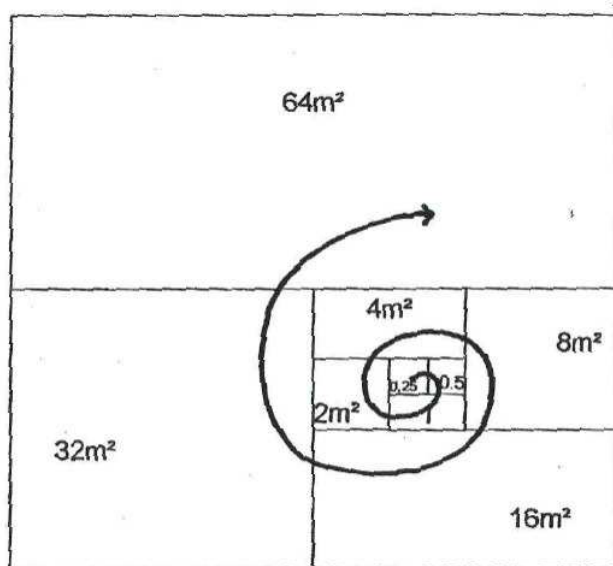
- Le Quadra
- Le coefficient d'abondance

#### ➔ Le Quadra

*Objectif :* Evaluer la diversité floristique au cours du temps sur un milieu homogène

*Principe :* La diversité spécifique d'une association végétale correspond au nombre d'espèces présent sur cet habitat. La méthode du quadra permet d'évaluer cette diversité sur des habitats homogènes. La méthode consiste à recenser le nombre d'espèces présentes sur un carré de surface restreinte. Pour de la végétation herbacée, on considère un carré d'1m<sup>2</sup>. Chaque espèce est recensée. Une fois l'inventaire terminé sur ce carré, l'observateur commence à se déplacer pour élargir son champ d'exploitation. Pour cela il procède en doublant sa surface en effectuant une forme de spirale (figure ci-après). Tant que de nouvelles espèces sont rencontrées, l'observateur continue d'augmenter sa surface de prospection jusqu'à une surface maximale de 64 m<sup>2</sup>. Le relevé doit être effectué loin des zones de lisières, moins représentatives du peuplement végétal. Les espèces ainsi dénombrées forment l'entité végétale du site.





Organisation en spirale logarithmique du dispositif d'échantillonnage d'après DAGET et GODRON (1982)

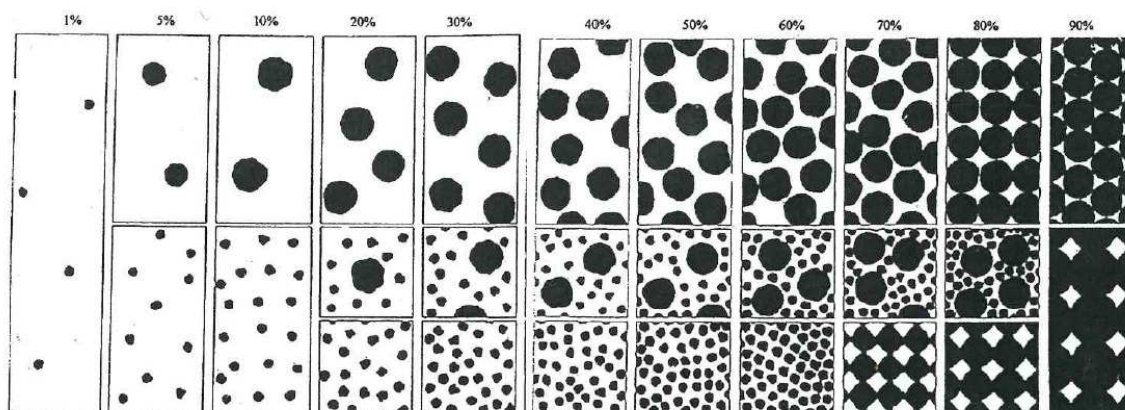
## → Le coefficient d'abondance

**Objectif :** Evaluer le taux de recouvrement des espèces sur un secteur donné

**Principe :** La méthode consiste à établir un carré d'1m<sup>2</sup>. Une fois chaque espèce déterminée, il convient de lui attribuer un coefficient d'abondance. Celui-ci correspond au taux de recouvrement de l'espace occupé par l'espèce au sein du quadra. Les espèces dont la base du pied est située en dehors du quadra ne sont pas comptabilisées. Cette méthode permet de juger au fil du temps si une espèce a tendance à dominer ou à disparaître en fonction des évolutions du milieu.

Il existe deux méthodes de notation du taux de recouvrement. La méthode de Braun-Blanquet considère le taux de recouvrement d'une valeur notée de i à 5 tandis que Prodou recommande un taux de recouvrement en pourcentage.

La méthode de Braun-Blanquet est plus adaptée en cas de forte diversité spécifique au sein du quadra.



Pourcentage de recouvrement d'après PRODON



L'échelle d'abondance/dominance retenue est celle de Braun-Blanquet :

**5** Nombre d'individus quelconque, recouvrant plus de 75% de la surface

**4** Nombre d'individus quelconque, recouvrant de 50 à 75% de la surface

**3** Nombre d'individus quelconque, recouvrant de 25 à 50% de la surface

**2** Individus abondants ou très abondants, recouvrant de 5 à 25% de la surface

**1** Individus assez abondants, recouvrement inférieur à 5% de la surface

**+** Individus peu abondants, recouvrement inférieur à 5% de la surface

**r** Individus très rares, recouvrant moins de 1% de la surface

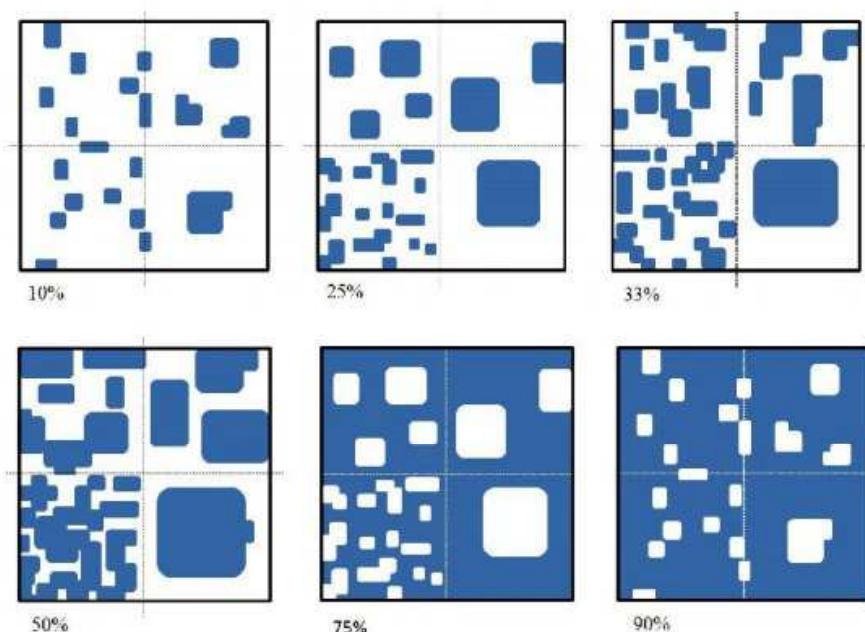
**i** Individu unique

L'échelle de Braun-Blanquet 1928 adaptée par Barkman et al. en 1964 peut également être utilisée. Dans ce cas, tous les coefficients 2 doivent être précisés.

**2a** : recouvrement de 5 à 15 %, abondance quelconque ;

**2b** : recouvrement de 15 à 25 %, abondance quelconque ;

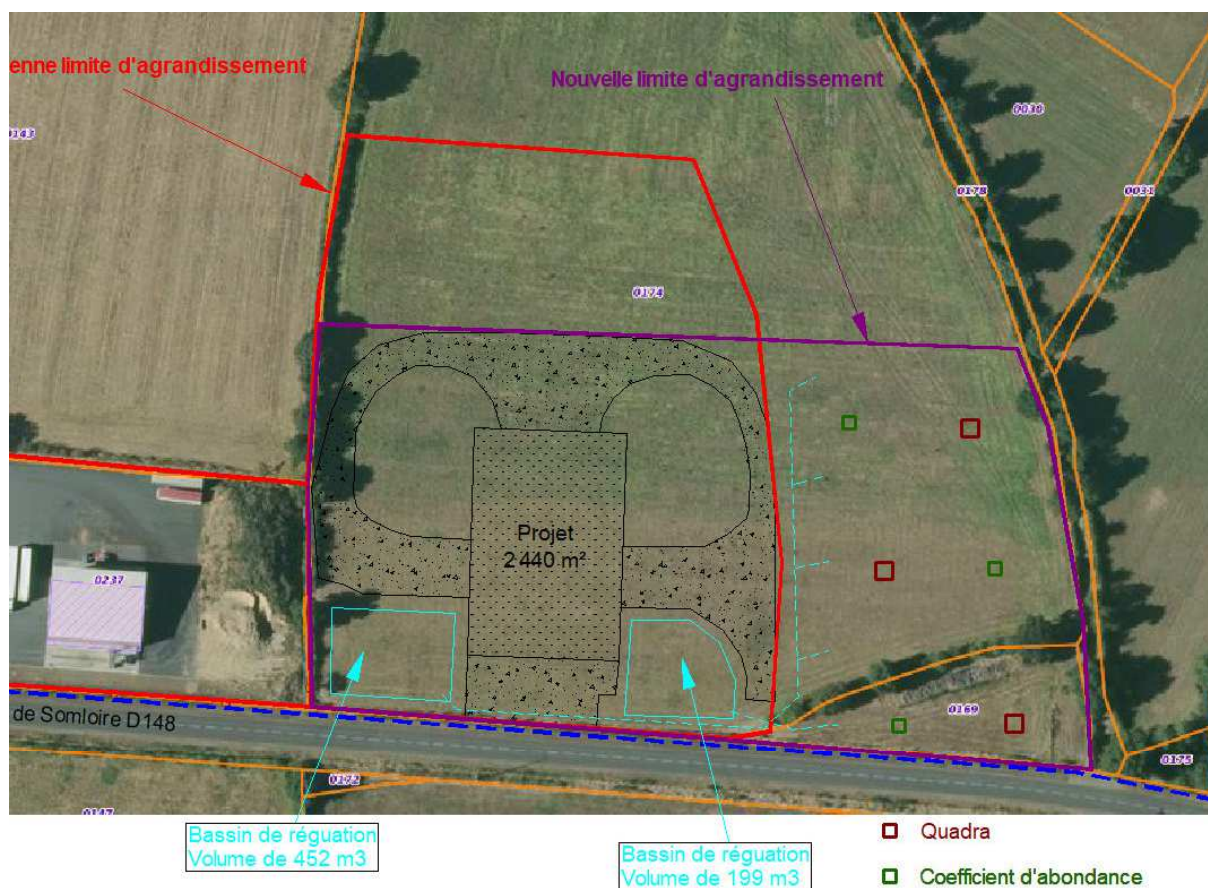
**2m** : individus très nombreux mais recouvrement < 5 %.



**Fig. 7** : Représentation schématique du recouvrement de la végétation (d'après Rodwell 2006)

Les méthodes de suivis devront impérativement suivre le même protocole. Sans cela, les données ne seront pas comparables. L'emplacement des suivis sera précisé lors de la phase de diagnostic. A titre indicatif, l'emplacement des points de diagnostics est présenté ci-dessous.

Actuellement, la parcelle destinée à recevoir la compensation est exploitée en monoculture de ray-grass. Aucune autre espèce n'y a été contactée. La richesse spécifique est quasi nulle. On constate également l'absence d'espèce indicatrice de zone humide.



Limite des méthodes : Combiner ces deux méthodes permet d'évaluer l'évolution de la diversité spécifique, ainsi que l'évolution de la répartition des espèces. En effet, la méthode du quadra, seule, ne permet pas de juger d'une évolution du milieu si aucune nouvelle espèce ne vient à s'implanter. La méthode du coefficient d'abondance permet de mettre en évidence l'évolution des espèces et de constater si les espèces hygrophiles déjà présentes sont amenées à se développer de façon plus importante. Les deux méthodes sont donc complémentaires et indissociables si l'on veut pouvoir juger de l'efficacité des mesures prises.

Les résultats de ces analyses seront transmis à la Police de l'Eau à travers un rapport de suivi des mesures compensatoires.

## 5 Annexes

- ➔ Plan global de gestion des eaux
- ➔ Caractéristiques du sous-bassin versant ouest
- ➔ Caractéristiques du sous-bassin versant est



## Annexe n°1 - les caractéristiques du bassin versant 1

### **Validité des feuilles de calculs :**

Réglementation service police de l'eau DDT49

Méthodologie ASTEE (station météo locale)

Désignation	Chiffre	Unité	abrév
Nom du bassin versant	Bassin Versant n°1		
Région du bassin versant	49		
Période de retour choisie	10	ans	
Surface total du bassin versant	1,5875	ha	A
Coefficient de ruissellement (abaques instruction tech 77)	0,71		C
Longueur maximale du bassin versant	225	m	L
Dénivelé du bassin versant	2,3	m	D
Pente moyenne du bassin versant	0,0102	m.m <sup>-1</sup>	I
Débit de fuite spécifique de fréquence décennale	3	l.s <sup>-1</sup> .ha <sup>-1</sup>	Q <sub>fl0</sub>
Débit de fuite calculé (période retour 10 ans)	4,8	l.s <sup>-1</sup>	Q <sub>fl0</sub>
Débit de fuite spécifique de fréquence mensuelle	0,3	l.s <sup>-1</sup> .ha <sup>-1</sup>	Q <sub>fl</sub>
Débit de fuite calculé (période retour 1 mois)	0,47625	l.s <sup>-1</sup>	Q <sub>fl</sub>
Débit de fuite spécifique de fréquence centennale	6	l.s <sup>-1</sup> .ha <sup>-1</sup>	Q <sub>fl00</sub>
Débit de fuite calculé (période retour 100 ans)	9,525	l.s <sup>-1</sup>	Q <sub>fl00</sub>

### **Détermination du coefficient de ruissellement**

Désignation	Surface	Coefficient	Surface
Surface imperméable (voirie, trottoir, bâtiments)	1,0815	90,00	0,9734
Surface perméable (espace vert)	0,4230	15,00	0,0635
Surface bassin de rétention (miroir d'eau)	0,0830	100,00	0,0830
Surface total du bassin versant	1,5875	70,54	1,1198

## Annexe n°2 - évaluation des débits BV1

### "Méthode rationnelle corrigée" de l'instruction technique

L'expression littérale du débit engendré par une pluie :

- \* de retour 10 ans,
- \* sur un bassin urbanisé
- \* sur un bassin versant se localisant sur le département

$$Q_{c10} = (1/360) \times C \times i_c \times A$$

$Q_{c10}$	Débit corrigé engendré par une pluie décennale	$m^3.s^{-1}$	
C	Coefficient de ruissellement évalué à partir des abaques de l'instruction technique 77 (différent du coefficient de perméabilité (A/A)).		0,71
$i_c$	Intensité corrigée de la pluie (donnée par la formule de montana ( $a t_c^{-b}$ ) modifiée par le coefficient de la formule de Caquot ( $A^{-0,05}$ ))	$mm.h^{-1}$	83,609
A	Surface totale du bassin versant	ha	1,5875

L'intensité de la pluie est donnée par la formule de Montana corrigée

$$i_c = (A^{-0,05}) \times a \times t_c^{-b} \quad \text{avec}$$

$i_c$	intensité de la pluie corrigée	$mm.min^{-1}$	1,393
$A^{-0,05}$	Coefficient d'abattement spatial de la formule de caquot, fonction de la surface totale du bassin versant (hectare)	ha	0,977
$a t_c^{-b}$	Formule de montana appliquée dans le département, avec une pluie de retour 10 ans et de durée 6-30 min	$mm.min^{-1}$	1,426
$t_c$	Temps de concentration ( $t_c$ ) = temps de ruissellement ( $t_r$ ) + temps d'écoulement ( $t_e$ )	min	7,371

Pour les petits bassins ruraux ou urbains le  $t_c$  est pris égal au  $t_r$ , et le  $t_r$  se calcule selon la formule de Kirpich :

$$t_r = 0,0195 \times L^{0,77} \times I^{-0,385} \quad \text{avec}$$

$t_r$	Temps de ruissellement	min	7,371
L	Longueur du plus long chemin hydraulique	m	225
I	Pente moyenne du bassin versant	$m.m^{-1}$	0,0102

Par la méthode rationnelle corrigée, on obtient les débits décennaux corrigés suivant :

$Q_{c10} =$	0,260	$m^3.s^{-1}$
$Q_{c10} =$	936	$m^3.h^{-1}$

Le débit centennal, est obtenue par application des coefficients de Montana "a" et "b" pour une pluie 100 ans de durée 6 min à 30 min de la station départementale.

$Q_{c100} =$	0,358	$m^3.s^{-1}$
$Q_{c100} =$	1291	$m^3.h^{-1}$



### Annexe n°3 - dimensionnement du dispositif de régulation BV1

#### Le volume à stocker

$$V_s = (10 \times S_a \times h_d) - (Q_f \times d)$$

Abréviation	Désignation	Unité	Valeur
$V_s$	Volume stocké ou volume utile de la pluie	m <sup>3</sup>	
$S_a$	Surface active (= $C_a \times A$ )	ha	1,1198
$A$	Surface du bassin versant (ou impluvium)	ha	1,5875
$C_a$	Coef d'apport pris égal au coef de ruissellement		0,71
$H_d$	Hauteur de précipitation pendant la durée d	mm	
$Q_{f10}$	Débit de fuite donné fréquence 10 ans	m <sup>3</sup> .h <sup>-1</sup>	17,15
$Q_{f100}$	Débit de fuite donné fréquence 100 ans	m <sup>3</sup> .h <sup>-1</sup>	34,29
$Q_f$	Débit de fuite fréquence 1 mois	m <sup>3</sup> .h <sup>-1</sup>	1,71
$d$	Durée de précipitation donnée	heures	
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 10 ans et durée 6 à 30 min		3,632
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 100 ans et durée 6 à 30 min		4,734
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 10 ans et durée 30 à 360 min		8,999
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 100 ans et durée 30 à 360 min		10,392
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 10 ans et durée 360 à 1440 min		13,289
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 100 ans et durée 360 à 1440 min		49,609
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 10 ans et durée 6 à 30 min		0,468
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 100 ans et durée 6 à 30 min		0,44
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 10 ans et durée 30 à 360 min		0,732
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 100 ans et durée 30 à 360 min		0,644
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 10 ans et durée 360 à 1440 min		0,805
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 100 ans et durée 360 à 1440 min		0,936
$h_1$	hauteur d'eau précipité en 24 heures pour la fréquence mensuelle	mm	14,4
$V_1$	Le volume mensuelle est donné par une pluie de 14,4 mm en 24 h	m <sup>3</sup>	161,25

Tableau de dimensionnement du volume de rétention pour une pluie de retour 10 ans et 100 ans

Temps	hauteur précipitée sur la durée 10 ans	Volume d'eau d'une pluie 10 ans	Volume de fuite de retour 10 ans	Différence entre les deux volumes	hauteur précipitée sur la durée 100 ans	Volume d'eau d'une pluie 100 ans	Volume de fuite de retour 100 ans	Différence entre les deux volumes
en minutes	en mm	m3	m3	m3	en mm	m3	m3	m3
6	9,42	105,5	1,7	103,8	12,91	144,6	3,4	141,2
15	15,34	171,8	4,3	167,5	21,57	241,5	8,6	233,0
30	22,18	248,4	8,6	239,8	31,80	356,1	17,1	338,9
60	26,96	301,9	17,1	284,8	44,64	499,9	34,3	465,6
120	32,46	363,5	34,3	329,3	57,13	639,8	68,6	571,2
180	36,19	405,3	51,4	353,8	66,00	739,1	102,9	636,3
240	39,09	437,8	68,6	369,2	73,12	818,8	137,2	681,7
300	41,50	464,7	85,7	379,0	79,17	886,5	171,5	715,1
360	43,58	488,0	102,9	385,1	84,48	946,0	205,7	740,2
420	43,15	483,2	120,0	363,2	73,02	817,7	240,0	577,7
480	44,29	496,0	137,2	358,8	73,65	824,7	274,3	550,4
540	45,32	507,5	154,3	353,2	74,21	830,9	308,6	522,3
600	46,26	518,1	171,5	346,6	74,71	836,6	342,9	493,7
660	47,13	527,8	188,6	339,2	75,16	841,7	377,2	464,5
720	47,94	536,8	205,7	331,1	75,58	846,4	411,5	434,9
780	48,69	545,2	222,9	322,4	75,97	850,7	445,8	405,0
840	49,40	553,2	240,0	313,2	76,33	854,8	480,1	374,7
900	50,07	560,7	257,2	303,5	76,67	858,6	514,4	344,2
960	50,70	567,8	274,3	293,5	76,99	862,1	548,6	313,5
1020	51,31	574,5	291,5	283,1	77,29	865,5	582,9	282,5
1080	51,88	581,0	308,6	272,4	77,57	868,6	617,2	251,4
1140	52,43	587,1	325,8	261,4	77,84	871,7	651,5	220,1
1200	52,96	593,0	342,9	250,1	78,10	874,5	685,8	188,7
1260	53,46	598,7	360,0	238,6	78,34	877,3	720,1	157,2
1320	53,95	604,1	377,2	227,0	78,57	879,9	754,4	125,5
1380	54,42	609,4	394,3	215,1	78,80	882,4	788,7	93,7
1440	54,87	614,5	411,5	203,0	79,01	884,8	823,0	61,8

Le volume décennal retenu est :	385,1	m <sup>3</sup>	arrondi à	385	m <sup>3</sup>
Le volume centennal retenu est :	740,2	m <sup>3</sup>	arrondi à	740	m <sup>3</sup>
Le volume mensuel retenu est :	120,1	m <sup>3</sup>	arrondi à	120	m <sup>3</sup>

### Le volume total de l'ouvrage de régulation

Le volume global intègre les volumes élémentaires nécessaires au stockage des apports liés aux pluies associées à chaque période de retour élémentaire

$$V_{1/10/100} = V_{1-1} + V_{10-10} + V_{100-100} - V_{1-10} - V_{10-100}$$

Abréviation	Désignation	Unité	Valeur
$V_{1/10/100}$	Volume total de l'ouvrage de rétention	m <sup>3</sup>	
$V_{1-1}$	Volume de la pluie mensuelle et débit de fuite mensuelle	m <sup>3</sup>	120
$V_{10-10}$	Volume de la pluie 10 ans et débit de fuite 10 ans	m <sup>3</sup>	385
$V_{100-100}$	Volume de la pluie 100 ans et débit de fuite 100 ans	m <sup>3</sup>	740
$V_{1-10}$	Volume de la pluie mensuelle et débit de fuite 10 ans	m <sup>3</sup>	53
$V_{10-100}$	Volume de la pluie 10 ans et débit de fuite 100 ans	m <sup>3</sup>	302

Détermination de  $V_{1-10}$  et  $V_{10-100}$

Temps	hauteur précipitée sur la durée 1 mois	Volume d'eau d'une pluie 1 mois	Volume de fuite de retour 10 ans	Différence entre les deux volumes	hauteur précipitée sur la durée 10 ans	Volume d'eau d'une pluie 10 ans	Volume de fuite de retour 100 ans	Différence entre les deux volumes
en minutes	en mm	m3	m3	m3	en mm	m3	m3	m3
6	1,95	21,84	1,7	20,1	9,42	105,5	3,4	102,1
15	3,90	43,67	4,3	39,4	15,34	171,8	8,6	163,2
30	5,30	59,35	8,6	50,8	22,18	248,4	17,1	231,2
60	6,30	70,55	17,1	53,4	26,96	301,9	34,3	267,6
120	7,30	81,75	34,3	47,5	32,46	363,5	68,6	295,0
180	7,90	88,46	51,4	37,0	36,19	405,3	102,9	302,4
240	8,50	95,18	68,6	26,6	39,09	437,8	137,2	300,6
300	8,50	95,18	85,7	9,5	41,50	464,7	171,5	293,3
360	8,50	95,18	102,9	-7,7	43,58	488,0	205,7	282,3
420	8,83	98,85	120,0	-21,2	43,15	483,2	240,0	243,2
480	9,16	102,52	137,2	-34,6	44,29	496,0	274,3	221,7
540	9,48	106,19	154,3	-48,1	45,32	507,5	308,6	198,9
600	9,81	109,86	171,5	-61,6	46,26	518,1	342,9	175,2
660	10,14	113,54	188,6	-75,1	47,13	527,8	377,2	150,6
720	10,47	117,21	205,7	-88,5	47,94	536,8	411,5	125,3
780	10,79	120,88	222,9	-102,0	48,69	545,2	445,8	99,5
840	11,12	124,55	240,0	-115,5	49,40	553,2	480,1	73,1
900	11,45	128,22	257,2	-129,0	50,07	560,7	514,4	46,3
960	11,78	131,89	274,3	-142,4	50,70	567,8	548,6	19,1
1020	12,11	135,56	291,5	-155,9	51,31	574,5	582,9	-8,4
1080	12,43	139,23	308,6	-169,4	51,88	581,0	617,2	-36,3
1140	12,76	142,90	325,8	-182,9	52,43	587,1	651,5	-64,4
1200	13,09	146,57	342,9	-196,3	52,96	593,0	685,8	-92,8
1260	13,42	150,24	360,0	-209,8	53,46	598,7	720,1	-121,4
1320	13,74	153,91	377,2	-223,3	53,95	604,1	754,4	-150,2
1380	14,07	157,58	394,3	-236,8	54,42	609,4	788,7	-179,3
1440	14,40	161,25	411,5	-250,2	54,87	614,5	823,0	-208,5

Si la rétention est décennale, le volume total de rétention est $V_{1/10} = V_{1-1} + V_{10-10} - V_{1-10}$	452	m3
Si la rétention est centennale, le volume total de rétention est suivant $V_{1/10/100} =$	890	m3

## Annexe n°4 - dimensionnement des ouvrages BV1

### Caractéristiques des ouvrages

L'ouvrage de rétention étant de la forme "tronc de pyramide à bases parallèles, les dimensions sont dictées par la règle de géométrie suivante :  $V = h/3 \times ((S_B + S_b) + ((S_B \times S_b)^{0,5}))$

Avec : V : Volume de la forme  
h : hauteur de la forme aux deux bases parallèles  
 $S_B$  : Surface de la grande base  
 $S_b$  : Surface de la petite base

L'application de la formule de géométrie nous donne les dimensions de l'ouvrage suivantes :

désignation	Valeur	unité
Hauteur intérieur de digue (ou profondeur de l'ouvrage)	1,16	m
Hauteur d'eau	0,60	m
Surface à la base de l'ouvrage	770,00	m <sup>2</sup>
Surface au sommet de l'ouvrage	900,00	m <sup>2</sup>
Surface au miroir d'eau	830,00	m <sup>2</sup>
Volume intérieur de l'ouvrage	967,62	m <sup>3</sup>
<b>Volume d'eau réel stockée</b>	<b>479,89</b>	<b>m<sup>3</sup></b>

### Calcul du diamètre hydraulique de l'orifice de fuite

Le calcul du diamètre de l'orifice de fuite est réalisé suivant la loi de vidange :  $Q = m \times S \times (2 \times g \times h)^{0,5}$   
De cette loi est extraite la formule suivante :  $D = ((4 \times Q_f) / (m \times \pi \times (2 \times g \times h_e)^{0,5}))^{0,5}$  avec

Abréviation	Désignation	unité	valeur
$Q_{f10}$	Débit de fuite calculé	m <sup>3</sup> .s <sup>-1</sup>	0,00476
pi	Nombre pi		3,14159
g	Accélération de la pesanteur	m.s <sup>-2</sup>	9,81
$h_e$	Hauteur d'eau moyenne dans le bassin	m	0,60
m	Coefficient lié à la forme de l'organe de vidange (ouverture libre)		0,9
D	Diamètre hydraulique intérieur théorique de l'orifice	m	0,044

**Le diamètre intérieur commercial choisi sera alors : 50 mm**  
*(Si le diamètre est inférieur à 50 mm, prendre la valeur minimale de 50 mm, ou un régulateur dynamique)*

### Dimensionnement de l'organe de surverse

Il s'agit d'évacuer le débit centennal =  $Q_{100} = 0,358 \text{ m}^3.\text{s}^{-1}$   
Le dimensionnement d'un dispositif de surverse par seuil déversoir est dicté par la formule de Bazin sur les déversoirs à seuil frontal :  $Q_{cv} = \mu \times L \times h_e \times (2 \times g \times h_e)^{0,5}$  avec

Abréviation	Désignation	unité	valeur
$Q_{cv}$	Débit à évacuer	m <sup>3</sup> .s <sup>-1</sup>	0,364
$\mu$	Coef lié à la forme de la surverse ( frontal compris entre 0,38 et 0,50 )		0,50
Z	Hauteur de pelle ( comprise entre 0,20 et 2 mètres)	m	0,60
L	Longueur transversale du déversoir ( $L > 4 \times H$ )	m	1,00
$h_e$	Hauteur d'eau au dessus du seuil ( comprise entre 0,08 et 0,70 mètre)	m	0,30
g	Accélération de la pesanteur	m.s <sup>-2</sup>	9,81

Le seuil de déversement aura les caractéristique suivantes :

**\*hauteur minimale en mètre 0,30 m**  
**\*longueur transversale en mètre = 1,00 m**

## Annexe n°1 - les caractéristiques du bassin versant 2

### **Validité des feuilles de calculs :**

Réglementation service police de l'eau DDT49

Méthodologie ASTEE (station météo locale)

Désignation	Chiffre	Unité	abrév
Nom du bassin versant	Bassin Versant 2		
Région du bassin versant	49		
Période de retour choisie	10	ans	
Surface total du bassin versant	0,8440	ha	A
Coefficient de ruissellement (abaques instruction tech 77)	0,69		C
Longueur maximale du bassin versant	180	m	L
Dénivelé du bassin versant	1,25	m	D
Pente moyenne du bassin versant	0,0069	m.m <sup>-1</sup>	I
Débit de fuite spécifique de fréquence décennale	3	l.s <sup>-1</sup> .ha <sup>-1</sup>	Q <sub>fl0</sub>
Débit de fuite calculé (période retour 10 ans)	2,5	l.s <sup>-1</sup>	Q <sub>fl0</sub>
Débit de fuite spécifique de fréquence mensuelle	0,3	l.s <sup>-1</sup> .ha <sup>-1</sup>	Q <sub>fl</sub>
Débit de fuite calculé (période retour 1 mois)	0,2532	l.s <sup>-1</sup>	Q <sub>fl</sub>
Débit de fuite spécifique de fréquence centennale	6	l.s <sup>-1</sup> .ha <sup>-1</sup>	Q <sub>fl00</sub>
Débit de fuite calculé (période retour 100 ans)	5,064	l.s <sup>-1</sup>	Q <sub>fl00</sub>

### **Détermination du coefficient de ruissellement**

Désignation	Surface	Coefficient	Surface
Surface imperméable (voirie, trottoir)	0,5335	90,00	0,4802
Surface perméable (espace vert)	0,2455	15,00	0,0368
Surface bassin de rétention (miroir d'eau)	0,0650	100,00	0,0650
Surface total du bassin versant	0,8440	68,95	0,5820

## Annexe n°2 - évaluation des débits BV2

### "Méthode rationnelle corrigée" de l'instruction technique

L'expression littérale du débit engendré par une pluie :

- \* de retour 10 ans,
- \* sur un bassin urbanisé
- \* sur un bassin versant se localisant sur le département

$$Q_{c10} = (1/360) \times C \times i_c \times A$$

$Q_{c10}$	Débit corrigé engendré par une pluie décennale	$m^3.s^{-1}$	
C	Coefficient de ruissellement évalué à partir des abaques de l'instruction technique 77 (différent du coefficient de perméabilité (A/A)).		0,69
$i_c$	Intensité corrigée de la pluie (donnée par la formule de montana ( $a t_c^{-b}$ ) modifiée par le coefficient de la formule de Caquot ( $A^{-0,05}$ ))	$mm.h^{-1}$	87,225
A	Surface totale du bassin versant	ha	0,8440

L'intensité de la pluie est donnée par la formule de Montana corrigée

$$i_c = (A^{-0,05}) \times a \times t_c^{-b} \quad \text{avec}$$

$i_c$	intensité de la pluie corrigée	$mm.min^{-1}$	1,454
$A^{-0,05}$	Coefficient d'abattement spatial de la formule de caquot, fonction de la surface totale du bassin versant (hectare)	ha	1,009
$a t_c^{-b}$	Formule de montana appliquée dans le département, avec une pluie de retour 10 ans et de durée 6-30 min	$mm.min^{-1}$	1,441
$t_c$	0,5335	min	7,204

0,065

Pour les petits bassins ruraux ou urbains le  $t_c$  est pris égal au  $t_r$ , et le  $t_r$  se calcule selon la formule de Kirpich :

$$t_r = 0,0195 \times L^{0,77} \times I^{-0,385} \quad \text{avec}$$

$t_r$	Temps de ruissellement	min	7,204
L	Longueur du plus long chemin hydraulique	m	180
I	Pente moyenne du bassin versant	$m.m^{-1}$	0,0069

Par la méthode rationnelle corrigée, on obtient les débits décennaux corrigés suivant :

$Q_{c10} =$	0,141	$m^3.s^{-1}$
$Q_{c10} =$	508	$m^3.h^{-1}$

Le débit centennal, est obtenue par application des coefficients de Montana "a" et "b" pour une pluie 100 ans de durée 6 min à 30 min de la station départementale.

$Q_{c100} =$	0,194	$m^3.s^{-1}$
$Q_{c100} =$	699	$m^3.h^{-1}$



## Annexe n°3 - dimensionnement du dispositif de régulation BV2

### Le volume à stocker

$$V_s = (10 \times S_a \times h_d) - (Q_f \times d)$$

Abréviation	Désignation	Unité	Valeur
$V_s$	Volume stocké ou volume utile de la pluie	m <sup>3</sup>	
$S_a$	Surface active (= $C_a \times A$ )	ha	0,5820
$A$	Surface du bassin versant (ou impluvium)	ha	0,8440
$C_a$	Coef d'apport pris égal au coef de ruissellement		0,69
$H_d$	Hauteur de précipitation pendant la durée d	mm	
$Q_{f10}$	Débit de fuite donné fréquence 10 ans	m <sup>3</sup> .h <sup>-1</sup>	9,12
$Q_{f100}$	Débit de fuite donné fréquence 100 ans	m <sup>3</sup> .h <sup>-1</sup>	18,23
$Q_f$	Débit de fuite fréquence 1 mois	m <sup>3</sup> .h <sup>-1</sup>	0,91
$d$	Durée de précipitation donnée	heures	
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 10 ans et durée 6 à 30 min		3,632
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 100 ans et durée 6 à 30 min		4,734
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 10 ans et durée 30 à 360 min		8,999
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 100 ans et durée 30 à 360 min		10,392
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 10 ans et durée 360 à 1440 min		13,289
$a$	Coefficient de Montana "a" retour 100 ans et durée 360 à 1440 min		49,609
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 10 ans et durée 6 à 30 min		0,468
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 100 ans et durée 6 à 30 min		0,44
$b$	Coefficient de Montana "b" retour 10 ans et durée 30 à 360 min		0,732
$b$	0,5335		0,644
$b$	0,2455		0,805
$b$	0,065		0,936
$h_1$	hauteur d'eau précipité en 24 heures pour la fréquence mensuelle	mm	14,4
$V_1$	Le volume mensuelle est donné par une pluie de 14,4 mm en 24 h	m <sup>3</sup>	83,80

Tableau de dimensionnement du volume de rétention pour une pluie de retour 10 ans et 100 ans

Temps	hauteur précipitée sur la durée 10 ans	Volume d'eau d'une pluie 10 ans	Volume de fuite de retour 10 ans	Différence entre les deux volumes	hauteur précipitée sur la durée 100 ans	Volume d'eau d'une pluie 100 ans	Volume de fuite de retour 100 ans	Différence entre les deux volumes
en minutes	en mm	m3	m3	m3	en mm	m3	m3	m3
6	9,42	54,8	0,9	53,9	12,91	75,1	1,8	73,3
15	15,34	89,3	2,3	87,0	21,57	125,5	4,6	121,0
30	22,18	129,1	4,6	124,5	31,80	185,1	9,1	175,9
60	26,96	156,9	9,1	147,8	44,64	259,8	18,2	241,6
120	32,46	188,9	18,2	170,7	57,13	332,5	36,5	296,0
180	36,19	210,6	27,3	183,3	66,00	384,1	54,7	329,4
240	39,09	227,5	36,5	191,0	73,12	425,6	72,9	352,6
300	41,50	241,5	45,6	196,0	79,17	460,7	91,2	369,6
360	43,58	253,6	54,7	198,9	84,48	491,6	109,4	382,3
420	43,15	251,1	63,8	187,3	73,02	425,0	127,6	297,4
480	44,29	257,8	72,9	184,9	73,65	428,6	145,8	282,8
540	45,32	263,8	82,0	181,7	74,21	431,9	164,1	267,8
600	46,26	269,2	91,2	178,1	74,71	434,8	182,3	252,5
660	47,13	274,3	100,3	174,0	75,16	437,4	200,5	236,9
720	47,94	279,0	109,4	169,6	75,58	439,9	218,8	221,1
780	48,69	283,4	118,5	164,9	75,97	442,1	237,0	205,1
840	49,40	287,5	127,6	159,9	76,33	444,2	255,2	189,0
900	50,07	291,4	136,7	154,7	76,67	446,2	273,5	172,8
960	50,70	295,1	145,8	149,2	76,99	448,1	291,7	156,4
1020	51,31	298,6	155,0	143,6	77,29	449,8	309,9	139,9
1080	51,88	301,9	164,1	137,9	77,57	451,4	328,1	123,3
1140	52,43	305,1	173,2	131,9	77,84	453,0	346,4	106,6
1200	52,96	308,2	182,3	125,9	78,10	454,5	364,6	89,9
1260	53,46	311,1	191,4	119,7	78,34	455,9	382,8	73,1
1320	53,95	314,0	200,5	113,5	78,57	457,3	401,1	56,2
1380	54,42	316,7	209,6	107,1	78,80	458,6	419,3	39,3
1440	54,87	319,4	218,8	100,6	79,01	459,8	437,5	22,3

Le volume décennal retenu est :	198,9	m <sup>3</sup>	arrondi à	199	m <sup>3</sup>
Le volume centennal retenu est :	382,3	m <sup>3</sup>	arrondi à	382	m <sup>3</sup>
Le volume mensuel retenu est :	61,9	m <sup>3</sup>	arrondi à	62	m <sup>3</sup>

### Le volume total de l'ouvrage de régulation

Le volume global intègre les volumes élémentaires nécessaires au stockage des apports liés aux pluies associées à chaque période de retour élémentaire

$$V_{1/10/100} = V_{1-1} + V_{10-10} + V_{100-100} - V_{1-10} - V_{10-100}$$

Abréviation	Désignation	Unité	Valeur
$V_{1/10/100}$	Volume total de l'ouvrage de rétention	m <sup>3</sup>	
$V_{1-1}$	Volume de la pluie mensuelle et débit de fuite mensuelle	m <sup>3</sup>	62
$V_{10-10}$	Volume de la pluie 10 ans et débit de fuite 10 ans	m <sup>3</sup>	199
$V_{100-100}$	Volume de la pluie 100 ans et débit de fuite 100 ans	m <sup>3</sup>	382
$V_{1-10}$	Volume de la pluie mensuelle et débit de fuite 10 ans	m <sup>3</sup>	28
$V_{10-100}$	Volume de la pluie 10 ans et débit de fuite 100 ans	m <sup>3</sup>	156

Détermination de  $V_{1-10}$  et  $V_{10-100}$

Temps	hauteur précipitée sur la durée 1 mois	Volume d'eau d'une pluie 1 mois	Volume de fuite de retour 10 ans	Différence entre les deux volumes	hauteur précipitée sur la durée 10 ans	Volume d'eau d'une pluie 10 ans	Volume de fuite de retour 100 ans	Différence entre les deux volumes
en minutes	en mm	m3	m3	m3	en mm	m3	m3	m3
6	1,95	11,35	0,9	10,4	9,42	54,8	1,8	53,0
15	3,90	22,70	2,3	20,4	15,34	89,3	4,6	84,7
30	5,30	30,84	4,6	26,3	22,18	129,1	9,1	120,0
60	6,30	36,66	9,1	27,5	26,96	156,9	18,2	138,7
120	7,30	42,48	18,2	24,3	32,46	188,9	36,5	152,5
180	7,90	45,98	27,3	18,6	36,19	210,6	54,7	155,9
240	8,50	49,47	36,5	13,0	39,09	227,5	72,9	154,6
300	8,50	49,47	45,6	3,9	41,50	241,5	91,2	150,4
360	8,50	49,47	54,7	-5,2	43,58	253,6	109,4	144,2
420	8,83	51,38	63,8	-12,4	43,15	251,1	127,6	123,5
480	9,16	53,28	72,9	-19,6	44,29	257,8	145,8	111,9
540	9,48	55,19	82,0	-26,8	45,32	263,8	164,1	99,7
600	9,81	57,10	91,2	-34,1	46,26	269,2	182,3	86,9
660	10,14	59,01	100,3	-41,3	47,13	274,3	200,5	73,8
720	10,47	60,91	109,4	-48,5	47,94	279,0	218,8	60,2
780	10,79	62,82	118,5	-55,7	48,69	283,4	237,0	46,4
840	11,12	64,73	127,6	-62,9	49,40	287,5	255,2	32,3
900	11,45	66,64	136,7	-70,1	50,07	291,4	273,5	17,9
960	11,78	68,54	145,8	-77,3	50,70	295,1	291,7	3,4
1020	12,11	70,45	155,0	-84,5	51,31	298,6	309,9	-11,3
1080	12,43	72,36	164,1	-91,7	51,88	301,9	328,1	-26,2
1140	12,76	74,27	173,2	-98,9	52,43	305,1	346,4	-41,2
1200	13,09	76,17	182,3	-106,1	52,96	308,2	364,6	-56,4
1260	13,42	78,08	191,4	-113,3	53,46	311,1	382,8	-71,7
1320	13,74	79,99	200,5	-120,5	53,95	314,0	401,1	-87,1
1380	14,07	81,90	209,6	-127,8	54,42	316,7	419,3	-102,6
1440	14,40	83,80	218,8	-135,0	54,87	319,4	437,5	-118,2

Si la rétention est décennale, le volume total de rétention est $V_{1/10} = V_{1-1} + V_{10-10} - V_{1-10}$ :	233	m3
Si la rétention est centennale, le volume total de rétention est suivant $V_{1/10/100} =$	460	m3

## Annexe n°4 - dimensionnement des ouvrages BV2

### Caractéristiques des ouvrages

L'ouvrage de rétention étant de la forme "tronc de pyramide à bases parallèles, les dimensions sont dictées par la règle de géométrie suivante :  $V = h/3 \times ((S_B + S_b) + ((S_B \times S_b)^{0,5}))$

Avec : V : Volume de la forme  
h : hauteur de la forme aux deux bases parallèles  
 $S_B$  : Surface de la grande base  
 $S_b$  : Surface de la petite base

L'application de la formule de géométrie nous donne les dimensions de l'ouvrage suivantes :

désignation	Valeur	unité
Hauteur intérieur de digue (ou profondeur de l'ouvrage)	0,87	m
Hauteur d'eau	0,37	m
Surface à la base de l'ouvrage	610,00	m <sup>2</sup>
Surface au sommet de l'ouvrage	700,00	m <sup>2</sup>
Surface au miroir d'eau	650,00	m <sup>2</sup>
Volume intérieur de l'ouvrage	569,40	m <sup>3</sup>
<b>Volume d'eau réel stockée</b>	<b>233,06</b>	<b>m<sup>3</sup></b>

### Calcul du diamètre hydraulique de l'orifice de fuite

Le calcul du diamètre de l'orifice de fuite est réalisé suivant la loi de vidange :  $Q = m \times S \times (2 \times g \times h)^{0,5}$

De cette loi :  $0,5335$   $D = ((4 \times Q_f) / (m \times \pi \times (2 \times g \times h_e)^{0,5}))^{0,5}$  avec  $0,2455$

Abréviation	0,065	unité	valeur
$Q_{f10}$	Débit de fuite calculé	m <sup>3</sup> .s <sup>-1</sup>	0,00253
$\pi$	Nombre $\pi$		3,14159
g	Accélération de la pesanteur	m.s <sup>-2</sup>	9,81
$h_e$	Hauteur d'eau moyenne dans le bassin	m	0,37
m	Coefficient lié à la forme de l'organe de vidange (ouverture libre)		0,9
D	Diamètre hydraulique intérieur théorique de l'orifice	m	0,036

**Le diamètre intérieur commercial choisi sera alors : 50 mm**  
*(Si le diamètre est inférieur à 50 mm, prendre la valeur minimale de 50 mm, ou un régulateur dynamique)*

### Dimensionnement de l'organe de surverse

Il s'agit d'évacuer le débit centennal =  $Q_{100} = 0,194 \text{ m}^3.\text{s}^{-1}$

Le dimensionnement d'un dispositif de surverse par seuil déversoir est dicté par la formule de Bazin sur les déversoirs à seuil frontal :  $Q_{cv} = \mu \times L \times h_e \times (2 \times g \times h_e)^{0,5}$  avec

Abréviation	Désignation	unité	valeur
$Q_{cv}$	Débit à évacuer	m <sup>3</sup> .s <sup>-1</sup>	0,223
$\mu$	Coef lié à la forme de la surverse ( frontal compris entre 0,38 et 0,50 )		0,50
Z	Hauteur de pelle ( comprise entre 0,20 et 2 mètres)	m	0,37
L	Longueur transversale du déversoir ( $L > 4 \times H$ )	m	0,80
$h_e$	Hauteur d'eau au dessus du seuil ( comprise entre 0,08 et 0,70 mètre)	m	0,25
g	Accélération de la pesanteur	m.s <sup>-2</sup>	9,81

Le seuil de déversement aura les caractéristique suivantes :

**\*hauteur minimale en mètre 0,25 m**  
**\*longueur transversale en mètre = 0,80 m**



Cabinet FLI CADEGEAU  
 53A, Bd du 8 Mai 1945 St Macaire en Mauges  
 49450 SEVREMOINE  
 Tel : +33 2 41 49 07 74  
 Email : [info@flicadegeau.com](mailto:info@flicadegeau.com)

Saint-Macaire-en-Mauges

Le 16 Avril 2021

Ref dossier : DI2010-498T Modifl

Chargé du dossier : Tanguy Touret

## **Proposition de mesures compensatoires**

### **Extension d'une entreprise de transport routier**

#### **commune des Cerqueux**

*« Dossier de déclaration réalisé au titre des articles*

*L 214.1 à 11 et R 214.1 à 60 du code de l'environnement »*

<b>Maître d'ouvrage</b>	Transport Bremond Monsieur Laurent Bremond ZA la Loge 49360 Les Cerqueux Tel : 02 41 55 98 08
<b>Localisation Du site d'étude</b>	Extension d'une entreprise de transport routier ZA la Loge 49360 Les Cerqueux
<b>Caractéristiques du projet</b>	Nature des travaux : Extension d'une entreprise de transport Surface imperméabilisée : environ 7 000 m <sup>2</sup>

Fait à St-Macaire-en-Mauges, le 16 Avril 2021

Par Monsieur Touret Tanguy

## 1 Objet du dossier

Ce dossier minute DI2010-498T Modif1 et daté du 16 Avril 2021 est à annexer au dossier initial n° DI2010-498T daté du 25 Novembre 2020, réalisé au titre du chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> et du livre II du code de l'environnement.

Il fait suite au document du service instructeur du volet « eau » de l'étude d'incidence daté du 14 Décembre 2020 et à la réunion sur site du 9 Mars 2021 en présence de la Police de l'Eau, du Bureau d'Etude FLI CADEGEAU, du Maire de la commune des Cerqueux, du Chef de service aménagement de l'agglomération choletaise et des porteurs de projet.

Ce dossier a pour objectif de préciser les modalités de la démarche « Eviter Réduire Compenser ». Il détaillera également les surfaces impactées ainsi que les fonctionnalités actuelles de la zone humide. Pour finir, deux solutions de mesures compensatoires seront succinctement proposées. L'hypothèse de compensation la plus adaptée sera détaillée dans un prochain complément suites aux investigations de terrain qui lui seront nécessaires.



## 2 Justification du non-évitement

La propriété actuelle de l'entreprise Brémond n'est pas suffisamment étendue pour pouvoir accueillir les aménagements projetés. L'acquisition d'une parcelle à proximité est donc une nécessité pour l'entreprise.

Deux parcelles potentielles sont alors envisagées : l'une au nord, l'autre au sud. Ces deux parcelles sont actuellement cultivées par des exploitants agricoles.

Une extension vers le nord impacterait le GAEC des Peltries, agréé "Agriculture Biologique"(AB), bien implanté dans les circuits courts (vente directe à la ferme, marché de Cholet, AMAP de Cholet), et qui possède un atelier de transformation sur l'exploitation. Cette exploitation est pérenne et, du fait du label AB et des circuits courts existants, a une importante dynamique et un ancrage vital sur ce secteur. L'exploitation du GAEC des Peltries qui présente une surface totale de 152,92 hectares, serait impactée par le projet à hauteur de 0,72 % de sa surface. En cas d'impact, s'il retrouve du foncier, l'exploitant devra patienter 2 ans avant de pouvoir obtenir un classement de ces nouvelles parcelles en agriculture biologique.

Une extension du site vers l'est impacterait une parcelle exploitée par le GAEC VIVION FRERES. D'une surface totale de 180 hectares, l'exploitation serait impactée à hauteur de 0,61 %. L'incidence est donc moindre, tant en termes de surfaces qu'en termes de qualité de production. De plus, d'après la chambre d'agriculture, l'impact serait également moindre en matière de pérennité des exploitations. En effet, la parcelle à l'est de l'entreprise pourrait être qualifiée de "terre volante" car elle était, jusqu'à l'été 2019, exploitée par l'EARL des Mimosas dont le chef d'exploitation a pris sa retraite.

Les documents d'urbanisme de la commune des Cerqueux ont prévus une extension de la zone d'activité vers l'est et non vers le nord. De plus, un agrandissement vers le nord engendrerait des croisements de circulation entre camions et voitures au sein de l'entreprise qui pourrait engendrer des accidents.

Il apparaît donc que l'extension de l'entreprise Brémond s'avère préférable vers l'est plutôt que vers la parcelle au nord.

## 3 Mesures de réduction

Afin de réduire au maximum l'impact sur la zone humide, les surfaces imperméabilisées ont été réduites au stricte nécessaire. Seules les zones de circulation indispensables seront bitumées. Les espaces situés entre les bâtiments et les voies de circulation seront laissés en espaces verts. La figure ci-après illustre ces zones.



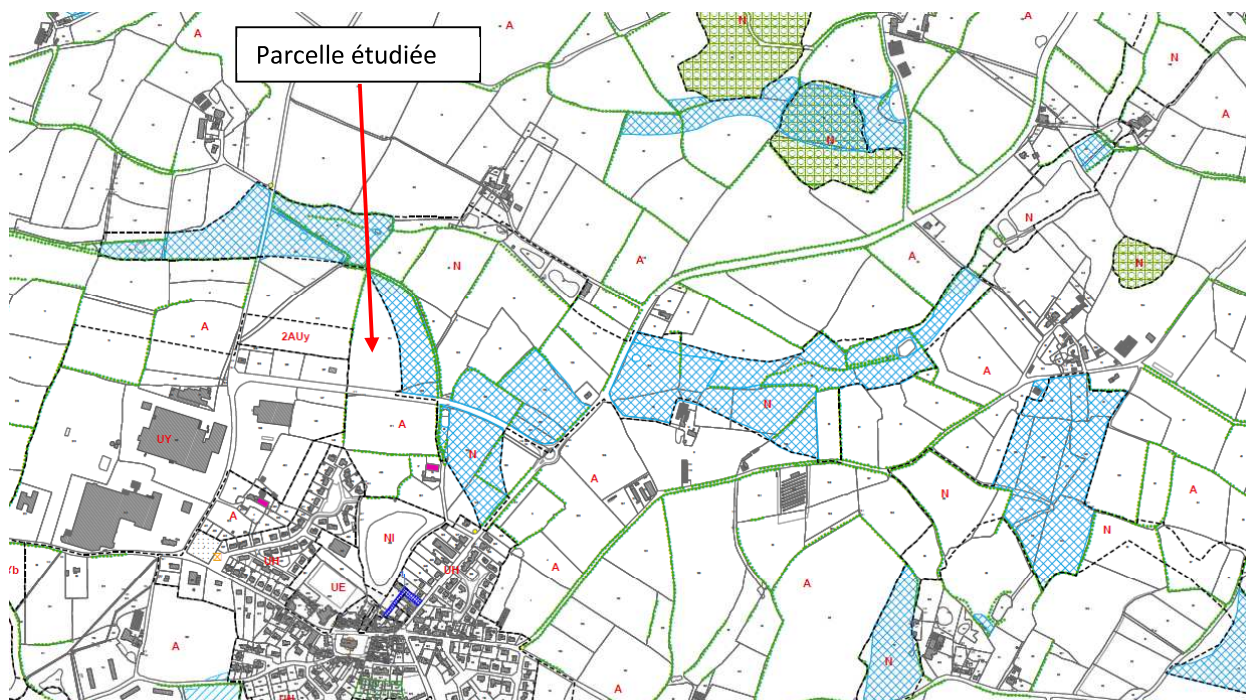
tenu des faibles coefficients de perméabilité, les connexions et les transferts vers les cours d'eau à partir de ces zones humides sont limités. Par conséquent, les fonctionnalités de régulation des débits de crue, de soutien du débit des cours d'eau et d'interception des matières en suspension, s'exerçant plutôt à proximité directe de cours d'eau (Etude 89, Ministère chargé de l'environnement / Agences de l'eau), présentent un enjeu très faible au niveau des zones humides de plateau du site d'étude.

Les fonctionnalités épuratoires des zones humides de plateau est l'enjeu le plus marqué, notamment au niveau de la régulation des nutriments et des toxiques. Ces aspects sont prédominants dans des espaces à fortes densité de végétation - types friches, boisements, ce qui n'est pas le cas de cette parcelle. En effet, d'une manière générale, l'efficacité des fonctions de régulation de polluants est en partie corrélée avec la densité et les strates de végétation présentes ; les strates arbustives et arborescentes constituent des compartiments de stockage du phosphore et les taux de dénitrification observés dans les zones de boisements et de ripisylves sont plus élevés qu'au sein de prairies (Fustec et al., 2000). Par ailleurs, les prairies situées à proximité directe de cours d'eau sont également intéressantes sur ces aspects de régulation de qualité d'eau car elles sont susceptibles d'intercepter les polluants avant leur arrivée au cours d'eau (dernière barrière naturelle pour les eaux chargées en polluants avant qu'elles ne se jettent dans le réseau hydrographique) et lors des crues. Les zones de cultures et les prairies ne présentant pas d'enjeux spécifiques (par rapport à leur localisation notamment), les enjeux pour les fonctionnalités liées à la régulation de la qualité de l'eau sont moindres, car ces zones peuvent avoir une densité de végétation plus faible et elles peuvent être mises à nu l'hiver ou amendées. Cette fonctionnalité de régulation de la qualité des eaux reste modérée pour l'ensemble de la zone humide de plateau (enjeu faible à moyen) car, étant située en amont de bassin versant (tête de bassin), les surfaces d'alimentation en eaux superficielles des zones humides de plateau sont très faibles et par conséquent, les apports d'intrants sont, au même titre que les écoulements, relativement peu importants.

Les zones humides de plateau du site ne présentent pas d'enjeu majeur vis-à-vis des fonctionnalités hydrauliques et hydrologiques (enjeu faible à moyen). La fonctionnalité de régulation des nutriments et des toxiques représente le plus fort enjeu pour les zones humides de plateau (enjeu moyen). La fonctionnalité écologique est totalement absente du fait de l'utilisation en monoculture intensive.

Le tableau ci-après détaille les fonctionnalités, leur rôle théorique, et le rôle de la zone humide étudiée :

Fonction	Rôle	Rôle actuel assuré	Rôle actuel erroné
Hydrologique	Régulation des crues		Pas de cours d'eau à proximité
	Soutien d'étiage		Pas de cours d'eau à proximité
	Réduction des vitesses d'écoulement	Pente faible	
	Rechargement des nappes	Présence de végétation	Végétation mono strate
		Temps de séjour allongé	Sol peu perméable
Biogéochimique / épuratoire	Dépôt des matières en suspension	Présence de végétation	Sol à nu en hiver
		Vitesse d'écoulement lente	Bassin versant restreint
		Présence de végétation	Pas de végétation ligneuse
	Stockage du carbone	Sol à dominante argileuse favorisant les pores de stockage	
	Abattement des polluants		Une seule strate de végétation
Ecologique	Réservoir de biodiversité		Aucune végétation spontanée
			Aucune espèce indicatrice ni patrimoniale
			Parcelle en monoculture intensive
			Parcelle labourée
	Corridor écologique (figure ci-après)		Zone humide uniquement pédologique
		En lien avec d'autres zones humides	Zones humides à proximité également cultivées



En bleu, les zones humides recensées au sein du PLU. La parcelle étudiée est contiguë avec d'autres zones humides. Cependant ces dernières sont également exploitées en monoculture.

En conséquence, les fonctionnalités de la zone humide sont résumées comme suit :

Fonctionnalités	Etat actuel
Ecologique	Mauvaise
Hydrologique	Médiocre
Biogéochimique	Médiocre à moyenne
Etat global	Médiocre

Les mesures compensatoires devront permettre d'apporter un gain de fonctionnalité.



## 6 Compensations

### 6.1 Hypothèse n°1

Environ 7 600 m<sup>2</sup> de zone humide à faible fonctionnalité nécessite d'être compensé. La première hypothèse de compensation est située à proximité immédiate du site, sur le secteur nord de la parcelle. La surface disponible d'environ 4 800 m<sup>2</sup> étant insuffisante, une parcelle actuellement non exploitée en limite sud-est, d'une superficie de 2 800 m<sup>2</sup>, pourrait également être comptabilisée. La parcelle au sud-est nécessiterait d'être acquise par l'entreprise Brémond afin de s'assurer de la pérennité de la mesure.

Les secteurs compensés seraient laissés en prairie permanente naturelle. Le secteur nord serait alimenté en eau par la surverse ainsi que la régulation du bassin de régulation R (bassin de régulation correspondant à l'imperméabilisation du projet). Le secteur sud-est serait alimenté en eau par la régulation et la surverse du bassin R1 (bassin de régulation correspondant à l'imperméabilisation de l'existant).

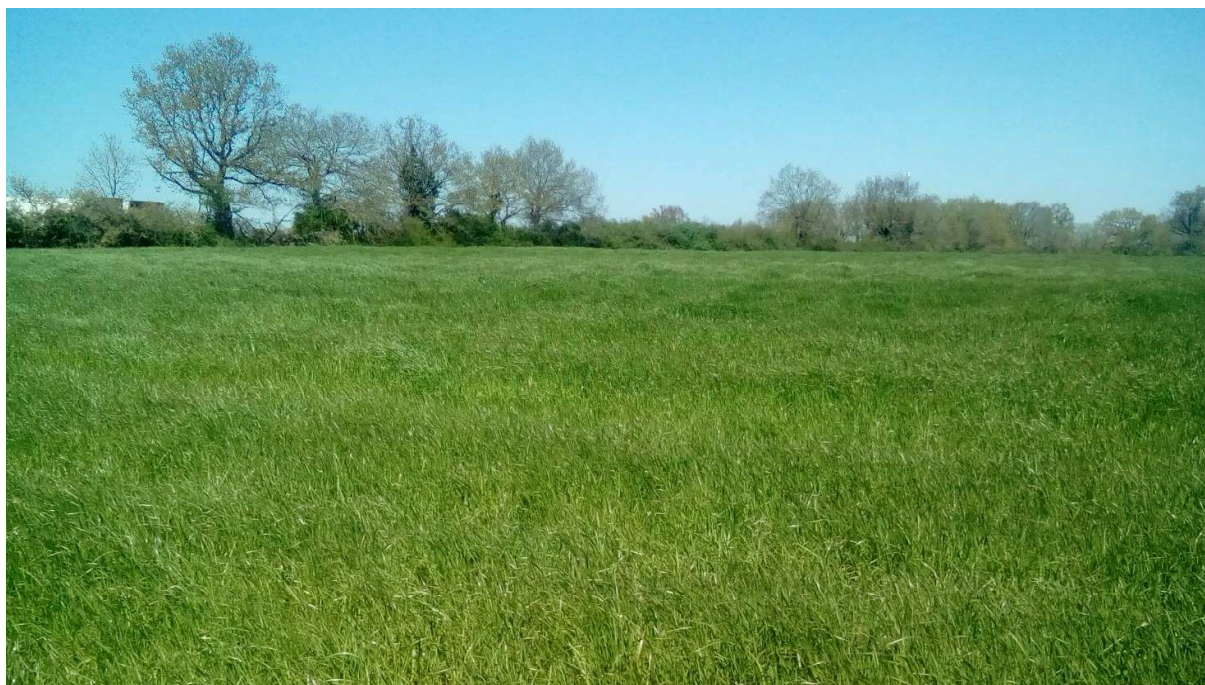
La mise en place cette mesure permettra d'améliorer nettement la fonctionnalité écologique (végétation prairial spontanée). Les fonctions biogéochimique seront améliorées de part la présence de végétation plus diversifiée et pérenne (pas de sol à nu en hiver). Le caractère hydrologique sera maintenu, voire renforcée, permettant à une partie des eaux de s'infiltrer en sortie des bassins de régulation.

Les caractéristiques générales de cette mesure sont présentées sur la figure ci-dessous :





Les photos ci-après présentent respectivement le secteur nord de la compensation, et le secteur sud-est.



Secteur nord

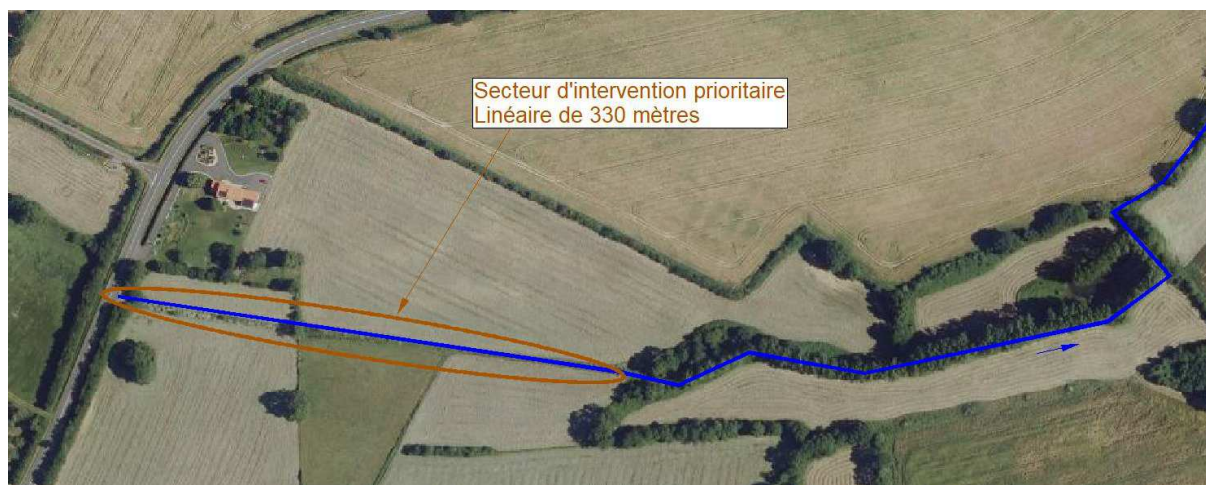
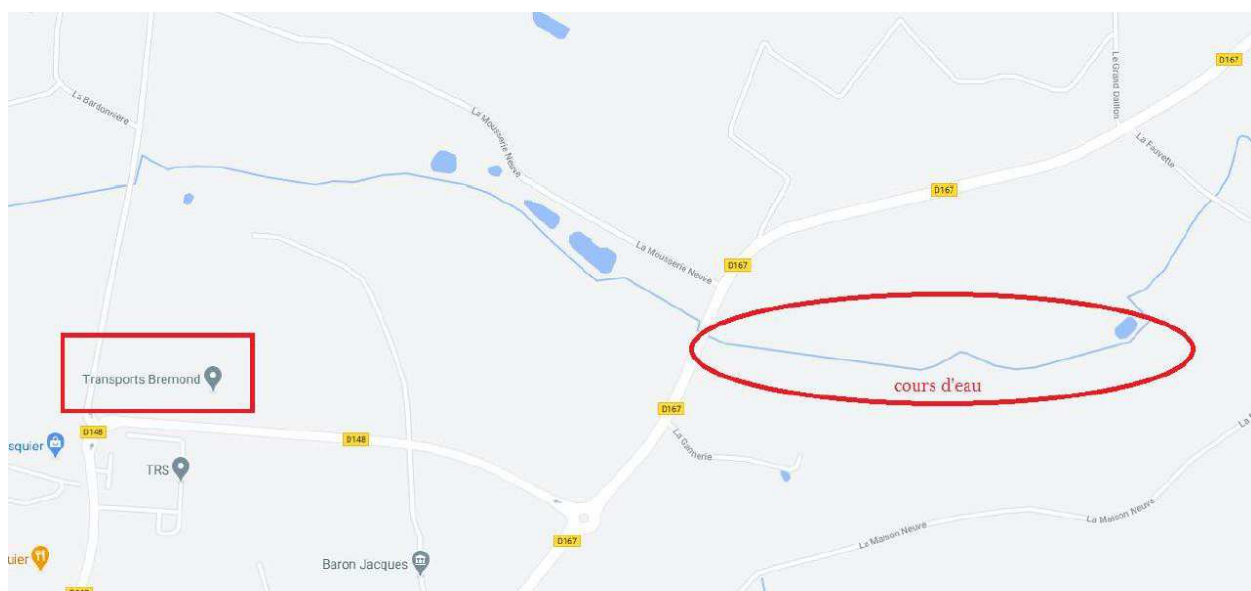


Secteur sud-est



## 6.2 Hypothèse n°2

La seconde hypothèse de compensation est située à environ 800 mètres du site impacté. Elle consiste en la renaturation d'un cours d'eau ayant été recalibré par le passé. Le linéaire total d'intervention pourrait s'étendre jusqu'à 700 mètres. Toutefois, la partie Est étant occupée par une ripisylve importante, il est préférable de concentrer les actions sur le tronçon ouest d'une longueur totale 330 mètres. Sur ce secteur, les parcelles de part et d'autre du cours d'eau sont de pentes faibles et permettent un reméandrage du ruisseau et la mise en relation avec les habitats limitrophes via des pentes douces. Sur des secteurs où le ruisseau a été surcreusé, une recharge granulométrique légère pourrait être effectuée si le reméandrage ne s'avère pas suffisant. Une ripisylve pourra être implantée si celle-ci ne se développe pas naturellement.







Etat du ruisseau en sortie de busage à l'ouest

Buse de passage en milieu de ruisseau







Aspect général rectiligne du ruisseau